

Partenariat Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

BAROMETRE PARTICIPATIF DES VALEURS ET DES REPRESENTATIONS EN REGION SUD (2019)

Référents de la recherche | Philippe Aldrin et Magali Nonjon

Équipe de recherche | Hélène Baillot, Jean-Stéphane Borja, Marion Di Méo, Lucas Faure, Camille Floderer, Audrey Freyermuth, Elise Ho-Pun-Cheng, Vanille Laborde, Christèle Lagier, Evelyne Lagaune, Karine Michel, Daniela Trucco, Joana Vermeircha

Le Partenariat entre la Région et les Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

La Région dispose d'un socle de recherche et de formation en sciences humaines et sociales solides et de qualité qui représente un important potentiel de connaissance du territoire régional. Rappelons que d'après Méditerranée Technologie, la région comptabilise en effet 68 500 étudiants, 9 écoles doctorales, 83 structures universitaires de recherche, 800 chercheurs issues de structures notées A et A+ par l'AERES. Ce creuset est susceptible d'alimenter la réflexion des différents acteurs de la région, de contribuer à la mise en débat de ses problématiques socio-économiques et de constituer une aide à la décision publique. La présence de ces formations et de ces laboratoires en sciences humaines et sociales constitue également un atout pour le développement économique, fondé sur l'innovation la formation de haut niveau et l'interdisciplinarité des avoirs.

Afin de valoriser ce milieu d'expertise et de le mettre au service des politiques régionales, la Région met en œuvre depuis 2015, un partenariat avec les cinq Universités de la Région et Science Po Aix.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
INTRODUCTION	5
I APPORTS ET LIMITES DES INDICATEURS DE CLASSEMENT STATISTIQUES DES TERRITOIRES.....	12
A DES TERRITOIRES INSTITUTIONNELS AUX TERRITOIRES VECUS. DONNEES ACTUALISEES	12
B PROPRIETES SOCIALES DES ENQUETES ET RAPPORTS AU TERRITOIRE : DES GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS AUX “CAS FRONTIERES”	22
II SAISIR LES REPRESENTATIONS DU TERRITOIRE PAR LE BAROMETRE DES VALEURS ET DES REPRESENTATIONS : ELEMENTS D’ANALYSE	25
A ARTICULER MOBILITES SPATIALES ET SOCIALES	26
1. IMMOBILITES RESIDENTIELLES ET STRATEGIES D’EVITEMENT DU TERRITOIRE	27
2. MICRO-MOBILITES, MOBILITES SPATIALES ET DEPLACEMENTS SOCIAUX	31
3. FOCUS SUR LES « NOUVEAUX ENTRANTS »	35
B EXPERIENCES SENSIBLES ET LECTURES CONFLICTUALISEES DU TERRITOIRE OU COMMENT SE REPERER DANS LE MONDE SOCIAL	40
1. LE TERRITOIRE : UNE PORTE D'ENTREE POUR EXPRIMER L'ORDINAIRE DU POLITIQUE	40
2. SOCIALISATIONS MILITANTES, RAPPORTS AU TERRITOIRE DE RESIDENCE ET MOBILITES.....	51
CONCLUSION.....	56
ANNEXES.....	58
ANNEXE 1. TABLEAUX DE PRESENTATION DU CORPUS DES ENQUETES.....	59
ANNEXE 2. FICHES « ENQUETE »	99
ANNEXE 3. GRILLE D’ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°1	143
ANNEXE 4. GRILLE D’ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°2.....	158
ANNEXE 5. GRILLE D’ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°3.....	165
TABLE DES ILLUSTRATIONS	166
TABLE DES MATIERES	166

Baromètre participatif des valeurs et des représentations en Région Sud - 2019

INTRODUCTION

Depuis une quinzaine d'années, les gouvernements locaux ont été les initiateurs de nombreux baromètres territoriaux. Ces baromètres s'attachent à saisir des dynamiques spatialisées, souvent avec l'intention de proposer un palmarès des territoires, à travers des catégories comme « en phase ascendante », « en croissance », « en déclin », « en difficulté ». La région Sud n'a pas échappé à ce mouvement. Depuis le début des années 2000, plusieurs expérimentations ont été menées. La plupart des baromètres, observatoires, atlas produits et mobilisés mettent ainsi en série les indicateurs traditionnels (part de CSP + ; niveau de formation de la population, revenus...) et en tirent des analyses sur la façon dont le territoire régional est vécu.

C'est dans ce contexte d'impératif barométrique, que nous avons décidé de proposer au sein du laboratoire CHERPA un baromètre participatif et alternatif (BVR) qui mette au cœur de l'analyse la socio-spatialisation des conditions d'expériences et de jugements du monde vécu. À travers un dispositif d'enquête qui repose en grande partie sur des entretiens répétés (à raison d'au moins une fois par an) auprès d'un même panel d'enquêtés, nous cherchons ainsi à interroger les catégories de classement, d'auto-classement, de jugement, que les habitants de la région Sud mobilisent pour définir leurs rapports au territoire. Aussi, à la différence des baromètres classiques, la plus-value du BVR se situe dans sa capacité à suivre sur le temps long la même population dans l'évolution de ses représentations comme de ses positions objectives dans la société (changement de revenu, mobilités professionnelles, etc.). Pour l'année 2019, de nouveaux enquêtés et de nouveaux territoires ont été intégrés dans l'échantillon du BVR.

Encadré 1 - LE DISPOSITIF D'ENQUÊTE

Le principal atout du BVR par rapport aux baromètres classiques est d'installer un rapport de confiance dans le temps avec des enquêtés qui ne sont pas interchangeables.

Au total, c'est plus d'une centaine d'enquêtés résidants sur 9 territoires de la Région (Aix-en-Provence, Briançon, Brignoles, Cagnes-sur-Mer, Digne-les-Bains, L'Isle-sur-la-Sorgue, Marseille et les territoires de l'Est de l'Etang de Berre et de La Roya) que nous avons rencontrés. Dans notre corpus nous avons veillé sur chacun des territoires à cibler certaines catégories de la population en fonction de leur appartenance à quatre catégories socioprofessionnelles :

-
- petits entrepreneurs et travailleurs indépendants
 - membres des professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique
 - cadres et professions intellectuelles supérieures
 - employés du salariat d'exécution
- et en fonction d'une variable générationnelle :
- lycéens et étudiants
 - retraités.

En terme quantitatif, une attention particulière a été portée aux plus jeunes enquêtés, catégorie de population particulièrement heuristique pour saisir les représentations d'une population en cours de mobilités sociales et spatiales. Au total, ce sont 30 jeunes âgés entre 15 et 19 ans et 12 entre 20 et 24 ans qui ont été interviewés à une ou plusieurs reprises, soit plus d'une quarantaine d'enquêtés âgés de moins de 25 ans.

Le premier panel d'enquêtés (51 enquêtés) a été interviewé entre février 2018 et décembre 2019 à plusieurs reprises (entre 2 et 4 fois, en fonction des profils et de l'attrition). En 2019, un second panel (54 enquêtés) est venu compléter le précédent. Ces enquêtés ont été sollicités entre une et deux fois selon les territoires. Tout d'abord, afin de renforcer notre premier panel, nous avons sollicité de nouveaux enquêtés sur certains territoires : Aix-en-Provence, Marseille et L'Isle-sur-la-Sorgue. Ce dernier territoire a été particulièrement investi car il a bénéficié d'un autre dispositif de recherche (POPSU Territoires). Nous avons ainsi réalisé des entretiens auprès de 23 nouveaux enquêtés : des jeunes contactés par le biais de la Mission locale de la ville (entre 17 et 24 ans) en mai, des nouveaux arrivants installés entre 2016 et 2019 (tous âges et toutes professions confondus) en juin, et des ambassadeurs, anciens et nouveaux, de la démarche d'attractivité Village-monde mise en place sur la commune depuis 2018 (tous âges et toutes professions également) en septembre et octobre dernier.

Ajoutons que pour ces territoires déjà investis au cours de l'année 1 du BVR, les entretiens qualitatifs ont été enrichis pour certains enquêtés de focus group sur leur rapport au territoire et de sessions de cartographie participative. Au total, six focus group ont été organisés avec des jeunes lycéens et étudiants résidant soit dans les quartiers nord de Marseille ou Aix-en-Provence. Trois focus group ont également été organisés dans la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue - un avec les jeunes, les ambassadeurs de la démarche d'attractivité Village-Monde et un avec des nouveaux arrivants.

Parallèlement, en 2019, de nouveaux territoires ont été investis tels que Briançon, La Roya ou l'Est de l'Étang de Berre, dans la perspective d'inclure dans l'enquête des territoires ruraux ou péri-urbains confrontés à des mobilités (souvent subies) ou des mouvements de population forts. Ces nouveaux terrains ne visent pas une quelconque représentativité mais plutôt l'élargissement des "cas limites", à la fois dans le profil des enquêtés rencontrés et dans la spécificité des territoires nouvellement investis (au total 15 entretiens dont 6 sur l'Étang-de-Berre, 5 sur la Roya et 4 sur Briançon ont été réalisés).

Comme l'avait déjà montré la première année du BVR, qu'il s'agisse de l'appréciation qu'ils portent sur leur territoire d'existence ou sur leur place dans la société, les écarts sont très importants entre les perceptions des enquêtés et les classements statistiques et institutionnels. L'interprétation de tels écarts peut

reposer sur les jeux d'opposition classiques de type : subjectivités/objectivité, réalités vécues (expériences) /réalités construites (indicateurs), vision « par-le-bas » / conception « par-le-haut ». Cependant, dans le prolongement direct du premier rapport, il nous paraît plus heuristique de lire également ces différences de perception comme la conséquence du recours, chez nos enquêtés, à leurs « propres » outils de catégorisation et de jugement. En effet, il est frappant de constater, comme on peut le faire grâce aux entretiens longs et réguliers réalisés auprès de nos enquêtés, la prégnance de principes de classements (des conditions de vie et des destins sociaux, de l'accès aux services publics ou de l'attention des responsables politiques) et de valeurs de jugement (sur la ségrégation socio spatiale, résidentielle ou encore l'efficacité des politiques publiques) qui échappent aux catégorisations élaborées par les spécialistes de la statistique publique et mobilisées par les décideurs territoriaux.

L'ensemble des matériaux recueillis pendant l'année 2 confirme cette tendance et souligne à ce titre la portée de ce type d'expérimentation de recherche. Tout d'abord c'est bien l'importance des décalages existants entre délimitation des territoires institutionnels et des territoires vécus que l'examen des données permet de conforter (partie 1), tout comme la difficulté qu'ont les enquêtés à se représenter l'échelon institutionnel régional comme point de repère¹. Cette 2ème année du BVR a également permis d'approfondir l'examen des 7 clés d'analyse de l'appréhension de ce que signifie bien-vivre sur le territoire de la Région Sud identifiées lors de l'année 1.

Encadré 2 - RAPPEL DES 7 CLES D'ANALYSE

1. Une variable générationnelle mise en question par la cohorte

Au-delà de l'âge, les données recueillies dans le BVR amènent à saisir en quoi les individus d'une même génération se rattachent à des univers de sens différents. Confrontés à des temps de la vie (études/activité/retraite) différents, les enquêtés engagent dans leurs réponses divers rapports aux expériences sociales, bénéficient d'inégales capacités à la comparaison avec d'autres territoires, y rattachent de multiples situations relationnelles qu'il s'agira d'étudier.

2. Être/se sentir en marge d'un territoire ou à cheval sur plusieurs espaces

Vivre sur un territoire c'est d'abord se comparer à celles et ceux qui y vivent également, c'est apprécier sa position par rapport aux autres mais plus encore évaluer quotidiennement ce qu'il faudrait faire pour leur ressembler ou s'en distinguer. Sur ce point les données recueillies invitent à penser des indicateurs qui permettent de prendre en compte la position objective comme la dimension subjective d'être ou de se sentir en marge ou à cheval

¹ L'enquête réalisée dans le cadre du BVR II renforce à ce titre les conclusions du BVR I. En ce sens, si les enquêtés témoignent dans leur majorité d'un attachement à l'échelle territoriale qu'est la région (sur le panel 1, 41 enquêtés - sur 51 - se disaient « très » ou « assez » fortement attachés à la région, sur le panel 2, ce sont 40 - des 52 nouveaux enquêtés - qui donnent une réponse similaire), l'échelon institutionnel régional n'apparaît pas comme un point de repère pour les enquêtés. De fait, interrogés sur la confiance dans l'institution régionale c'est plus de la moitié de nos nouveaux enquêtés (29 sur 52) qui répondent « ne pas savoir » ou « ne pas se sentir concernés » par cette question (contre seulement 9 sur 52 sur la confiance dans l'institution municipale).

sur plusieurs espaces dans les modalités d'appropriation et de bien-être sur le territoire.

3. Quand le genre entre en jeu

Au-delà du sexe, donnée biologique, le genre, catégorie d'analyse pour les sciences sociales et outil critique des rapports de pouvoir peut difficilement être évacué dans l'étude des relations au territoire vécu. L'occupation de l'espace (public/privé) mais également les formes de mobilité à l'intérieur du territoire étudié et au-delà traduisent des manières différentes de se représenter et vivre le territoire selon que l'on est homme ou femme.

4. Les expériences pratiques d'autres territoires

Le rapport au territoire ne peut pas être pensé seul indépendamment des rapports entretenus de manière régulière ou plus ponctuelle (mais néanmoins référentielle c'est à dire pouvant jouer le rôle d'étalon de mesure dans les jugements positifs ou négatifs portés sur le territoire où l'on vit) avec d'autres territoires.

5. Dispositifs institutionnels et assignation territoriale

L'appartenance territoriale est également qualifiée de l'extérieur par ceux qui sont chargés de l'administrer et notamment l'ensemble des politiques publiques qui découpent l'espace ou les dispositifs institutionnels qui privilégient une entrée territoriale (dispositifs de discrimination positive, CIQ ou encore politique de la ville) possiblement stigmatisante. Les appropriations différenciées de ces dispositifs demeurent aujourd'hui sous exploitées dans l'analyse des représentations du territoire et plus largement du « bien-vivre ».

6. Mobilités et micro-mobilités résidentielles et sociales

Le territoire, selon que l'on considère le quartier, la commune mais encore plus la région peut-être le lieu de micro-mobilités résidentielles qui traduisent dans bien des cas des mobilités sociales que les enquêtés peuvent vivre comme ascendantes mais également comme descendantes. Les mobilités résidentielles comme levier d'action pour favoriser les mobilités sociales devraient faire l'objet d'une attention grandissante de la part des décideurs publics et politiques régionaux.

7. Sociabilités, ressources du proche et autochtonie

Le rapport au territoire peut constituer un élément de valorisation personnelle en ce qu'"Être d'un lieu" peut constituer une forme de capital d'autochtonie venant renforcer certains attributs ou combler certains handicaps et offrir les moyens d'une réputation.

Pour cette année 2 du BVR, nous avons décidé de repenser ces clés d'analyse autour de 2 axes de questionnements qui nous semblent particulièrement porteurs (Partie 2). Le premier **interroge plus finement les dynamiques de mobilités** (résidentielles, professionnelles, sociales, numériques, etc.) et comment ces dernières contribuent à cadrer les manières qu'ont les enquêtés de se repérer sur et dans leurs territoires et *in fine* dans le monde social. Fondées sur une pratique quotidienne et réitérée du territoire, les représentations que les habitants s'en font doivent en effet beaucoup aux trajectoires socio-professionnelles et résidentielles qui sont les leurs. Les mobilités journalières dans l'espace urbain ou métropolitain sont l'occasion d'interagir – souvent du

regard, dans une co-présence sur la route, dans l'espace public ou les transports en commun qui n'appelle pas la plupart du temps d'échanges verbaux – avec d'autres univers résidentiels, d'autres styles et conditions d'existence. Donc, aussi, avec d'autres profils sociaux. Dès les années 1990, Nancy Fraser proposait d'étudier ces expériences ordinaires de l'altérité comme une socialisation en actes à la diversité sociale des mondes urbains. Davantage que la lecture des rapports statistiques, c'est bien sur ces modalités très concrètes d'expériences du territoire que les enquêtés se forment leurs points de vue sur les inégalités de cadres de vie (sécurité, propreté, accessibilité, centralité, etc.), de situations socioéconomiques et d'opportunités professionnelles (nombre et niveau des emplois), de chances de réussite scolaire (réputation mais aussi mixité sociale et ethnique des établissements de secteur). Sous cette dimension, l'année 2 du BVR confirme l'enracinement des représentations et des valeurs de nos enquêtés dans la citoyenneté matérielle. Leur cartographie sociale du territoire étant le produit de rapports pratiques et d'interactions significatives avec celui-ci. En élargissant ces terrains d'enquête à d'autres espaces du territoire régional, le BVR II confirme donc et approfondit la forte interdépendance entre les conditions et perspectives d'existence des enquêtés, les types d'interactions avec l'altérité sociale offerts par leurs mobilités socio-spatiales quotidiennes et les représentations vernaculaires du territoire qui en découlent.

Dans les cas – nombreux – d'écarts socioéconomiques importants, le côtoiement régulier d'autres espaces sociaux, professionnels ou résidentiels peut littéralement s'apparenter à un « choc des classes » ayant un effet structurant sur les représentations que chaque enquêté-e a de sa propre condition et de l'endroit du territoire qui en est le cadre. Aussi, contrairement à une approche qui limiterait à interpréter uniquement comme une « épreuve morale » cette confrontation parfois brutale voire douloureuse à la condition des autres (ou aux autres conditions), il convient de garder à l'esprit la matérialité de ces expériences de l'altérité. Se concrétisant quotidiennement par les inégalités marquées d'accès à l'éducation, au logement, à l'alimentation, aux transports, à l'emploi, la comparaison des conditions de soi et des autres s'inscrit dans les corps, dans le rapport à l'espace et au temps, dans la conception des possibles sociaux. On sait, par exemple, que l'« effet de quartier », quand il est synonyme de stigmat social, ne se limite pas à l'effet négatif d'une adresse sur un curriculum vitae mais se déploie dans les façons de tenir son corps, de parler, de marcher, de s'habiller, d'engager une conversation, de se comporter face à des représentants des classes dominantes. Le caractère décalé ou incongru de ces façons d'être et de faire est rappelé comme « inapproprié » par les tenants de « bonnes manières », relevé comme « rédhibitoire » par les membres d'un jury scolaire ou d'éventuels recruteurs. Le sentiment de ne pas appartenir aux mêmes mondes sociaux est tout sauf une simple vue de l'esprit.

Aussi, il s'agit ici avant tout d'envisager dans notre analyse la mobilité non pas comme une donnée objective mais davantage comme une catégorie d'analyse en interrogeant notamment ses motivations/raisons, ses degrés d'amplitudes mais également le sentiment d'emprise sur le destin social qu'ont les enquêtés (mobilité subie ou volontaire). On traite ainsi dans ce rapport la mobilité dans ses dimensions multiples comme « le fait de changer de position dans un espace réel ou virtuel, qui peut être physique, social, axiologique, culturel, affectif, cognitif »². Le concept de « mobilité » recouvre donc une multiplicité de phénomènes. La vie moderne et urbaine impose voire enjoint à de nombreuses mobilités qui –

² Bourdin (A.), « L'individualisme à l'heure de la mobilité généralisée », in Allemand (S.), Ascher (F.), Lévy (J.) (Dir.), *Les sens du mouvement*, Paris, Belin, 2004, pp. 91-98.

dans une vision néo-libérale où chaque individu est conçu comme une petite entreprise jugée sur ses « performances » – signalent l’adaptabilité et la motivation. C’est notamment le cas dans la conception des mobilités qui jalonnent la carrière professionnelle : changements d’entreprise, évolutions de poste, reconversions, acquisition de nouvelles qualifications, etc. Mais la mobilité, c’est aussi, dans un sens plus strictement sociologique, le déplacement ascendant ou descendant dans la matrice sociale observé à l’échelle d’une trajectoire sociale individuelle ou dans une perspective intergénérationnelle. Les entretiens réalisés dans le cadre des enquêtes BVR I et BVR II permettent précisément de saisir les perceptions des deux ordres de mobilité : celui des alternances quotidiennes ou des changements plus durables entre divers points socio-spatiaux, mais aussi celui de la dynamique des trajectoires biographiques dans les hiérarchies socio-professionnelles et résidentielles. Au terme de l’enquête du BVR II, nous avons donc souhaité rapprocher, penser ensemble ces deux ordres de mobilité afin d’interroger de façon plus approfondie les raisons, les amplitudes ainsi que le caractère volontaire ou subi des mobilités vécues par nos enquêtés. Pour mieux comprendre, au fond, ce que les petites et grandes mobilités biographiques nous disent de leur rapport au territoire. Et inversement.

Le deuxième axe s’intéresse plus frontalement à la question des représentations. L’une des hypothèses que nous avons fortement avancée dans le rapport BVR I était celle de l’ambivalence de l’attachement au territoire. Au sens où, contre toute attente, une partie de nos enquêtés pouvaient trouver des avantages à vivre dans une partie du territoire régional pourtant stigmatisée ou jugée « en déclin », et duquel ils étaient d’une certaine manière « prisonniers », grâce au sentiment de disposer de ressources dans le monde social à portée (liens de solidarité familiaux ou amicaux, capital d’autochtonie, identification). De même que nous avons repéré chez d’autres enquêtés appartenant aux catégories supérieures de la société, des individus vivant mal une certaine « assignation à résidence » liée à des obligations professionnelles (fidélisation d’une clientèle ou patientèle locale) ou privées (attachements fonciers et patrimoniaux). Si ascension sociale et bonheur résidentiel vont généralement de pair, et si misère sociale et stigmatisme résidentiel également, il peut donc bien exister des jeux combinatoires plus complexes ou inattendus entre statuts socioéconomiques et espaces d’existence. À vrai dire, ces possibles décalages entre conditions objectives et conditions subjectives d’existence ne sont pas une découverte. Les sociologues de la mobilité sociale ont identifié depuis plusieurs années de tels phénomènes. Les enquêtes réalisées par la Caisse nationale d’assurance vieillesse sur trois générations d’individus à la fin des années 1980 et au début des années 1990 avaient relevé que les répondants à l’enquête avaient tendance à surévaluer, de façon optimiste pourrait-on dire, leur ascension et donc leur position dans la hiérarchie sociale.

Nous avons déjà montré combien, dans leurs représentations du territoire, les enquêtés articulent expériences du proche, schèmes de classement utilisés par les décideurs politiques/publics et ceux produits dans et par les espaces médiatiques. Nous poursuivons dans ce rapport cette analyse. Dit autrement c’est bien à la manière dont les enquêtés cartographient le monde social, celui qu’ils pratiquent au quotidien que nous nous intéressons. Pour interroger ces processus, une attention particulière sera accordée pour cette année 2 aux **dynamiques de politisation, c’est-à-dire aux grilles de lecture hiérarchisées ou encore conflictualisées de leur territoire de résidence que les enquêtés mobilisent**. Nous étudierons notamment la manière dont ces derniers travaillent à la construction de stratégies de démarcation tout en explorant la nature même

des marqueurs de différenciation sociale mobilisés. L'ensemble de ces éléments permettant de mieux appréhender ce que "bien vivre" sur le territoire peut signifier pour le panel d'enquêtés.

I | APPORTS ET LIMITES DES INDICATEURS DE CLASSEMENT STATISTIQUES DES TERRITOIRES

Dans le prolongement de l'année I du BVR, notre équipe de recherche a décidé d'ouvrir le panel des enquêtés à de nouveaux territoires et de nouveaux individus pour tester les hypothèses déjà formulées dans le précédent rapport. Il s'agit en particulier d'interroger la puissance analytique des indicateurs de qualité de vie et de bien-être traditionnellement utilisés dans les baromètres territoriaux. Pour ce faire, nous procédons dans un premier temps à une actualisation des données de l'année I du BVR concernant les décalages perceptibles entre représentations des territoires telles que définies par les indicateurs de classements des territoires et les représentations que se font les enquêtés de leur territoire, à savoir le territoire vécu. Ce point sera l'occasion d'interroger "l'effet territoire" en y intégrant les nouveaux territoires de l'année II du BVR comme le pourtour Est de l'étang de Berre, Briançon ou encore la vallée de la Roya. Dans un second temps, nous cherchons à discuter la puissance analytique des catégories statistiques d'Etat dans la compréhension des rapports que les enquêtés entretiennent à leurs territoires de résidence et en particulier celle des groupes socio-professionnels.

A | Des territoires institutionnels aux territoires vécus. Données actualisées

Dans le prolongement du premier rapport BVR, cette première section se propose de revenir sur les données chiffrées utilisées pour rendre compte de la réalité des neuf territoires du BVR II. De fait, pour chacun de ces territoires, les données ne manquent pas. Nombreux sont les travaux et études qui sollicitent ces données dans le but de décrire ces territoires et ainsi de mieux les comprendre. Les données de l'INSEE et les nombreux indicateurs produits à partir de ces dernières informent sur les grandes dynamiques socio-économiques qui caractérisent ces territoires. Elles témoignent des disparités entre les territoires (entre les métropoles, entre les communes ou au niveau des IRIS).

Ainsi, les études que nous avons pu consulter à propos des territoires choisis pour cette enquête témoignent des principales caractéristiques socio-économiques de ces communes et des quartiers qui les composent (cf. *Figures 1, 2 et 3*). En fonction des niveaux de revenus, des taux de chômage ou encore du niveau de formation des populations, certains territoires y apparaissent plus favorisés (comme Cagnes, Aix-en-Provence ou certaines communes de l'Est de l'Etang de Berre) et d'autres, plus défavorisés (L'Isle-sur-Sorgue, Digne, Brignoles, La Roya, Briançon, Vitrolles, Marignane et, surtout les 3^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille). Certains territoires sont inscrits dans des dynamiques positives (comme Cagnes-sur-Mer ou Briançon), d'autres, à l'inverse semblent caractérisés par des dynamiques plus négatives (comme Digne-les-Bains).

Figure 1 – LES TAUX DE PAUVRETÉ DES 6 TERRITOIRES DE L'ENQUÊTE

Légende :

	Taux de pauvreté supérieur à la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté identique à la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté situé entre la moyenne nationale (14%) et la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale (14%)

Communes	Population en 2013	Taux de pauvreté en 2013
Marseille	855 400	25%
Brignoles	16 450	22%
Saorge*	461	20 %
Berre l'Etang	14 000	18 %
Marignane	34 000	18 %
Digne-les-Bains	16 500	17 %
L'Isle-sur-Sorgue	18 950	17 %
Vitrolles	44 260	16 %
Aix-en-Provence	141 545	14 %
Briançon	12 200	13 %
Cagnes-sur-Mer	46 940	13 %
Rognac	11 700	9 %
Tende*	2 184	8 %

Sources : tableau réalisé à partir des tableaux « Les grands territoires de la région », « Connaissance du Territoire », Partenariat Région PACA, Agences d'urbanisme (2017) *Dans les cas de Tende et Saorge, nous nous sommes fondés sur les données INSEE pour 2016

Figure 2 - CATÉGORISATION DES TERRITOIRES DE L'ENQUÊTE EN FONCTION DE LEURS RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Légende :

	Catégorie « A » Territoires les plus favorisés
	Catégorie « B » Territoires de dynamisme économique / Populations aisées et taux de pauvreté significatif
	Catégorie « C » Territoires résidentiels péri-urbains résidentiels (à hauts niveaux de revenus)
	Catégorie « D » Territoires ruraux et urbains / Faible pauvreté
	Catégorie « E » Territoires ruraux en mutation sous pression démographique
	Catégorie « F » Territoires d'activité à populations très modestes
	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal

	2008
Aix-en-Provence	Catégorie « B » Territoires de dynamisme économique Populations aisées et taux de pauvreté significatif
Berre-l'Étang	Catégorie « F » Territoires d'activité à populations très modestes
Briançon	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
Brignoles	Catégorie « F » Territoires d'activité à populations très modestes
Cagnes-sur-Mer	Catégorie « B » Territoires de dynamisme économique Populations aisées et taux de pauvreté significatif
Digne-les-Bains [CC des Trois Vallées]	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
Isle-sur-la-Sorgue, Fontaine du Vaucluse et Saumane de Vaucluse	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
La Roya (Canton de Breil-sur-Roya/Canton de Tende)	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
Marignane	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
Marseille	Catégorie « G » Territoires à forte concentration de population défavorisées et fort effort fiscal
Rognac	Catégorie « D » Territoires ruraux et urbains Faible pauvreté
Vitrolles	Catégorie « F » Territoires d'activité à populations très modestes

Source : Région PACA, COMPAS, *Etude sur les disparités socio-spatiales du territoire, Document d'étude, Mai 2012.*

Figure 3 - CATÉGORISATION DES QUARTIERS MARSEILLAIS DE L'ENQUÊTE (PAR IRIS) EN FONCTION DE LEURS RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Légende :

	Classe « A » Quartiers/Territoires très favorisés, à faible dépendance des revenus salariaux
	Classe « B » Quartiers/Territoires très favorisés
	Classe « C » Quartiers/Territoires résidentiels, favorisés, à forte présence de personnes seules et âgées
	Classe « D » Quartiers/Territoires résidentiels, familles plutôt favorisées et actives
	Classe « E » Quartiers/Territoires de centres-villes et/ou à forte diversité sociale
	Classe « F » Quartiers/Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées
	Classe « G » Quartiers/Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de familles et forte dépendance aux revenus salariaux
	Classe « H » Quartiers/Territoires de populations à fortes difficultés socio-économiques
	Données non disponibles

Arrondissement où se situe le quartier	Nom du quartier	2009
3	Potier	Classe H
13	Château-Gombert-Technopole	Classe B
14	Picon-Font Vert	Classe H
15	La Savine	Classe H
15	La Mure	Classe C
15	Bernabo	Classe F
15	Consolat	Classe H
15	Kalliste	Classe H
15	Baumillons	Classe F
15	FabrettesBourrely	Classe G
15	Résidence Nord	Classe D
15	Palanque-Vallon des Tuves	Classe G
15	Cité et Résidence Saint Louis	Classe G
15	La Castellane	Classe H
15	Verduron Village	Classe C
15	Cités de la Viste	Classe H
15	La Viste Village	Classe G
16	Château Bovis	Classe F
16	Château Fallet	Classe F
16	Les Riaux	Classe H
16	Mourepiane	Classe F
16	La Pelouque	Classe G

Source : Tableau réalisé sur la base de l'étude : Région PACA, COMPAS, *Disparités socio-spatiales en Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur*, 2014.

Comme souligné dans le Rapport BVR 2018, les indicateurs dynamiques utilisés dans ces enquêtes ont le mérite de caractériser ces territoires et de donner des étalons de comparaison spatiale et temporelle. Néanmoins, ils soulèvent plusieurs questions : dans quelle mesure ces cartographies socio-spatiales des territoires font sens pour les administrés eux-mêmes ? L'intégration dans un territoire dont les dynamiques socio-spatiales sont caractérisées par des indicateurs négatifs implique-t-elle nécessairement une appropriation/représentation négative de ce même territoire ?

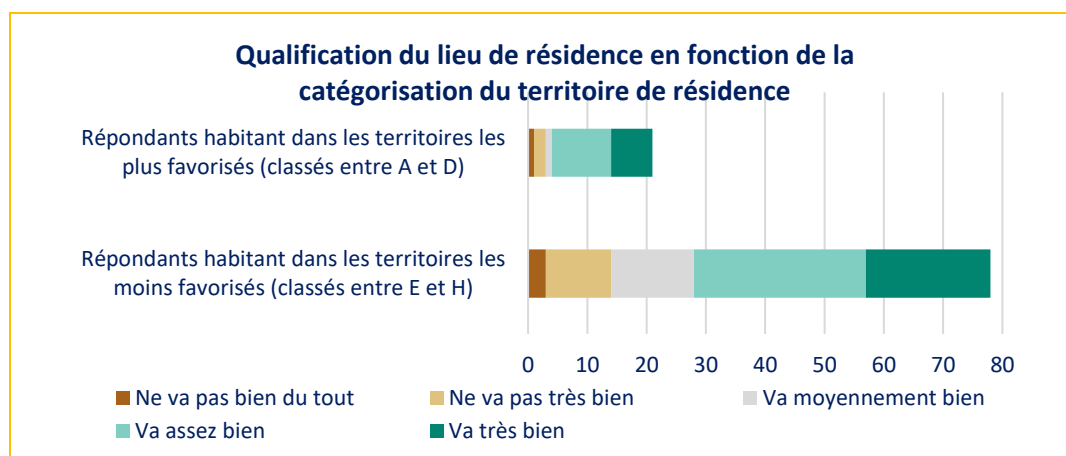
A ce titre, les données de notre second panel tendent à confirmer les constats réalisés dans le BVR 2018, à partir de notre premier panel. Elles renforcent l'idée que bien que des correspondances puissent être mises au jour entre territoires mesurés et perceptions subjectives dudit territoire, d'importantes dissonances demeurent. Elles rappellent ainsi à quel point les caractéristiques objectives des territoires ne peuvent jamais rendre totalement compte de la façon dont se construit le rapport des individus à ces derniers.

Si l'on cherche des correspondances, on pourra par exemple noter que, dans les territoires favorisés, notamment à Cagnes-sur-Mer, Aix-en-Provence ou Rognac, les répondants jugent que leur territoire "va assez bien", voire "très bien" (voir *Tableau n°1 et Graphique n°1*). A l'inverse, seuls 3 répondants (sur 22) jugent que leur territoire "ne va pas très bien", voire "pas bien du tout". Si l'on compare ces résultats avec ceux des territoires les moins favorisés de nos deux panels, la différence est réelle. Ainsi, sur les territoires en question, 14 répondants jugent que leur territoire "ne va pas très bien", voire "pas bien du tout".

Tableau 1- Qualification du lieu de résidence en fonction du territoire de résidence (N=103)

Qualification du lieu de résidence	Répondants habitant dans les territoires les plus favorisés (classés entre A et D)	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés (classés entre E et H)
Va très bien	7	21
Va assez bien	10	29
Va moyennement bien	1	14
Ne va pas très bien	2	11
Ne va pas bien du tout	1	3
Non réponse	1	3
Nombre total de répondants	22	81

Graphique 1 - Qualification du lieu de résidence en fonction de la catégorisation du territoire de résidence (N=103)



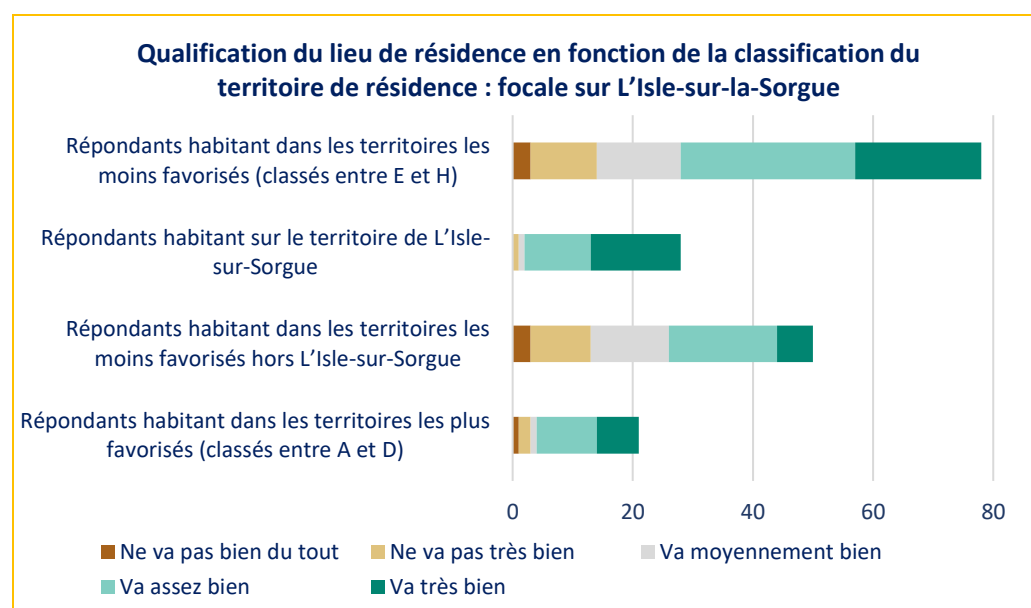
Soulignons en outre que si l'on ne prend pas en compte les répondants de L'Isle-sur-la-Sorgue, commune qui est marquée par un très fort décalage entre le territoire mesuré et le territoire vécu, la différence est d'autant plus nette (cf. *Tableau n°2* et *Graphique n°2*).

On remarque que près des trois quarts de nos enquêtés qui résident dans des zones classées entre A et D déclarent que leur territoire « va assez bien » voire « très bien », alors que moins de la moitié des enquêtés des territoires classés entre E et H (hors Isle-sur-la-Sorgue) font une déclaration identique.

Tableau 2 - Qualification du lieu de résidence en fonction de différents territoires de résidence (N=103)

Qualification du lieu de résidence	Répondants habitant dans les territoires les plus favorisés (classés entre A et D)	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés (classés entre E et H)	Répondants habitant sur le territoire de L'Isle-sur-Sorgue	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés hors L'Isle-sur-Sorgue
Va très bien	7	21	15	6
Va assez bien	10	29	11	18
Va moyennement bien	1	14	1	13
Ne va pas très bien	2	11	1	10
Ne va pas bien du tout	1	3		3
NR	1	3	1	2
Nombre total de répondants	22	81	29	52

Graphique 2 - Qualification du lieu de résidence en fonction de la classification du territoire de résidence : focale sur L'Isle-sur-la-Sorgue (N=103)



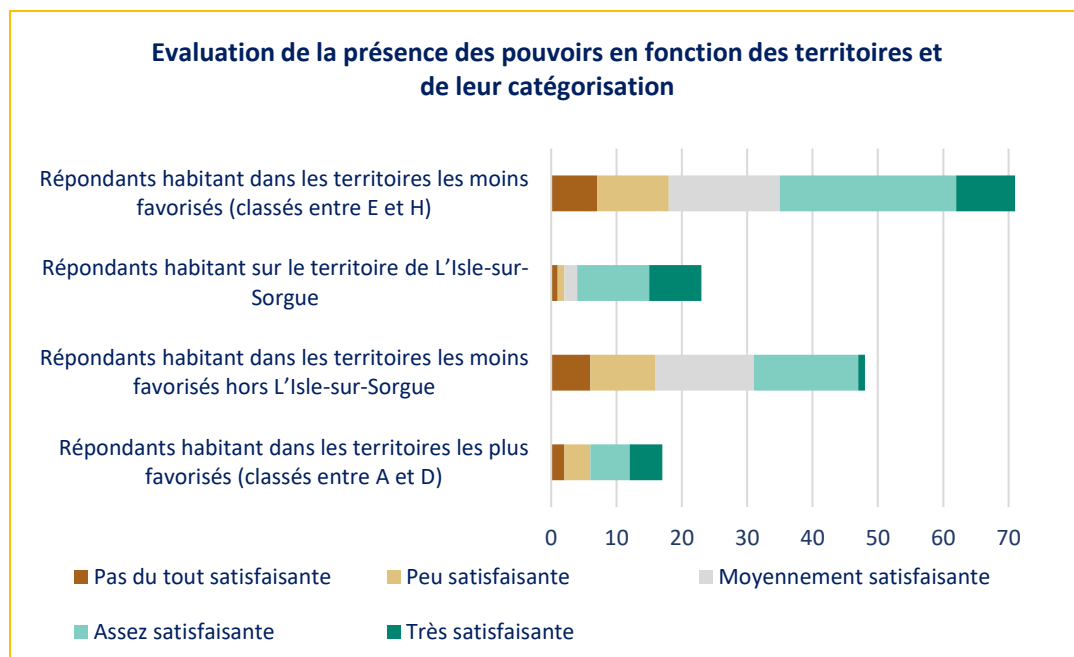
Ce rapport conscientisé au territoire est également visible lorsque l'on interroge les enquêtés du panel sur la question des services publics sur leur territoire.

Lorsqu'on leur demande comment est-ce qu'ils évaluent la présence des pouvoirs publics sur leur territoire, environ un cinquième des enquêtés des territoires classés entre A et D la considère comme étant "très satisfaisante". Dans les territoires classés entre E et H (à l'exception de L'Isle-sur-Sorgue), ce ratio est de l'ordre de 1 sur 52, témoignant ainsi d'une différence notable (cf. *Tableau 3 et Graphique 3*).

Tableau 3 – Evaluation de la présence des pouvoirs en fonction des territoires et de leur catégorisation (N=103)

Présence des pouvoirs publics	Répondants habitant dans les territoires les plus favorisés (classés entre A et D)	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés (classés entre E et H)	Répondants habitant sur le territoire de L'Isle-sur-Sorgue	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés hors L'Isle-sur-Sorgue
Très satisfaisante	5	9	8	1
Assez satisfaisante	6	27	11	16
Moyennement satisfaisante		17	2	15
Peu satisfaisante	4	11	1	10
Pas du tout satisfaisante	2	7	1	6
NSP	4	4	1	3
Non concerné	1	6	5	1
Nombre total de répondants	22	81	29	52

Graphique 3 - Evaluation de la présence des pouvoirs en fonction des territoires et de leur catégorisation



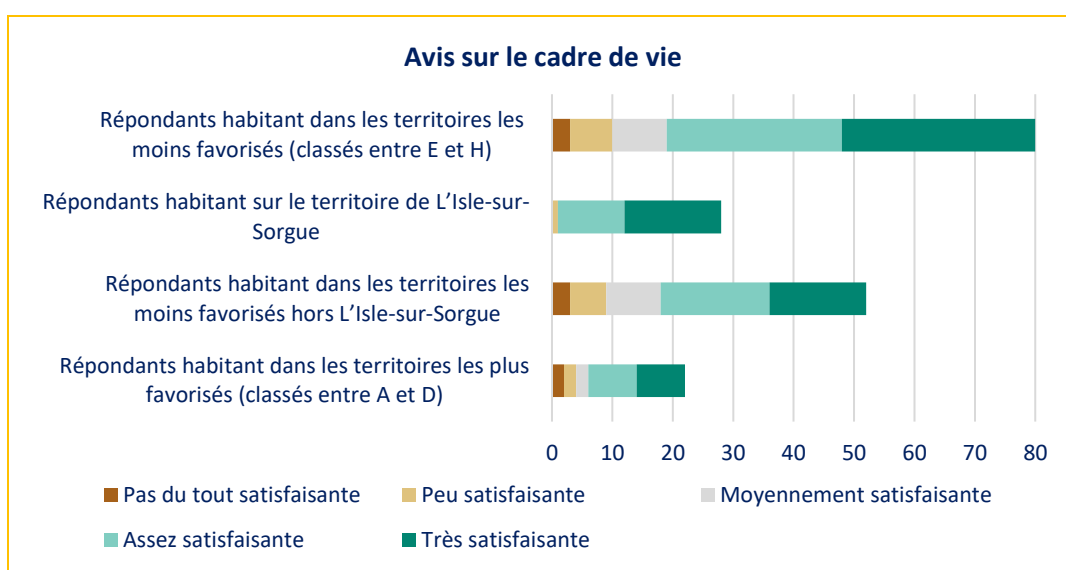
Soulignons néanmoins que dans bien des cas, les mesures, les classifications et autres typifications des territoires entrent en dissonance avec les perceptions des enquêtés.

À ce titre, la façon dont les enquêtés évaluent leur cadre de vie - c'est-à-dire ce qui entoure leur logement - peut paraître surprenante. Lors des entretiens, nous avons demandé à chacun des enquêtés panélisés quel était son jugement sur son cadre de vie. Alors que l'on aurait pu imaginer que les habitants des territoires les moins favorisés jugent négativement ou de manière critique ce cadre de vie, il ressort en réalité peu de variation en fonction des territoires. Que celui-ci soit plutôt favorisé ou défavorisé ne semble pas induire d'effet particulier sur la façon dont les enquêtés jugent leur cadre de vie : au contraire, une majorité tend à juger positivement ce cadre de vie quel que soit le territoire visé (cf. *Tableau 4* et *Graphique 4*).

Tableau 4 - Avis sur le cadre de vie de la ville de référence (N=103)

Avis sur le cadre de vie de la ville de référence	Répondants habitant dans les territoires les plus favorisés (classés entre A et D)	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés (classés entre E et H)	Répondants habitant sur le territoire de L'Isle-sur-Sorgue	Répondants habitant dans les territoires les moins favorisés hors L'Isle-sur-Sorgue
Très satisfaisante	8	32	16	16
Assez satisfaisante	8	29	11	18
Moyennement satisfaisante	2	9	0	9
Peu satisfaisante	2	7	1	6
Pas du tout satisfaisante	2	3	0	3
Non concerné	0	1	1	0
Nombre total de répondants	22	81	29	52

Graphique 4 - Avis sur le cadre de vie de la ville de référence



Dans le cas de L'Isle-sur-la-Sorgue, cette dissonance est même particulièrement forte puisqu'une très grande majorité des enquêtés évaluent positivement leur cadre de vie.

De fait, et comme on a pu le remarquer tout au long de cette sous-partie, le cas de L'Isle-sur-la-Sorgue est particulièrement révélateur des dissonances qui peuvent exister entre territoire mesuré et territoire vécu. Lorsque l'on s'intéresse aux données objectivées sur le territoire (taux de chômage, pauvreté, part des ménages monoparentaux...), les marqueurs des difficultés socio-économiques sont nombreux. La médiane du niveau de vie est de 19 726 euros par an, le taux de pauvreté s'élève à 17% soit bien au-dessus de la moyenne nationale qui est autour de 14%) tout comme le taux chômage (avec un taux de chômage des 15-24 ans de 38%). Le centre historique de L'Isle-sur-la-Sorgue est aujourd'hui l'un des deux quartiers les plus pauvres de la commune avec une part de familles monoparentales très élevée : 40%, quand la moyenne en France est de 15 % et du Vaucluse, 17%. Le taux d'habitats dégradés y est élevé, la majorité des situations d'habitat indigne traitées par la commune se trouvent en centre ancien. Toutes ces données mettent en lumière les difficultés de ce territoire. C'est d'ailleurs pour cela que la commune est classée dans les territoires à population modeste (la catégorie F) dans *L'étude sur les disparités socio-spatiales du territoire*, réalisée en 2012 par le COMPAS et la Région Paca³.

Or, lorsque l'on s'intéresse aux représentations du territoire que livre notre enquête à L'Isle-sur-la-Sorgue, c'est plutôt son attractivité qui en ressort. Malgré les réalités socio-économiques objectives présentées en amont, cette commune compte parmi les plus attractives du Vaucluse, capitale européenne de la Brocante et des antiquités, fortement touristique. Notre enquête sur la ville met ainsi en lumière combien la ville, et son centre historique, sa rivière sont appréhendés, perçus, représentés de façon positive par la plupart des enquêtés. Le propos de cet entrepreneur de 42 ans, fortement ancré sur le territoire, est à ce titre exemplaire. Il explique :

« J'y ai mon travail, ma famille, j'ai mes amis, une grande partie de mes amis et après en termes d'infrastructures et tout ça, y a tout ce qu'il faut. (...) Il fait bon vivre quand même à L'Isle-sur-la-Sorgue, c'est sûr ».

Qu'il s'agisse des jeunes en difficulté sociale et professionnelle, des nouveaux arrivants souvent CSP+ rencontrés ou des L'Islois ambassadeurs « Village-monde »⁴, tous insistent quasi-unaniment sur le cadre de vie, la qualité de vie qu'on trouverait à L'Isle-sur-la-Sorgue. Se dégage l'idée d'une taille optimale qui

³ Région PACA, COMPAS, *Etude sur les disparités socio-spatiales du territoire*, Document d'étude, Mai 2012.

⁴ Rappelons que « L'Isle-sur-la-Sorgue Village-Monde » fait référence à la politique d'attractivité mise en œuvre sur ce territoire depuis 2018. La stratégie repose notamment sur la création et l'animation d'un réseau d'acteurs et de citoyens pour la promouvoir, appelés « les ambassadeurs ». Adossés à la démarche, ils doivent porter l'image et les valeurs du territoire. Les ambassadeurs ne sont pas exclusivement L'Islois, bien que la majorité des inscrits le soit. L'idée de ce projet est ainsi de s'appuyer sur un ensemble de citoyens aux compétences variées, chacun devant participer de fait à l'animation et à la promotion du « Village-monde ». La mise en réseau entre les ambassadeurs, dans une perspective de complémentarité des uns avec les autres, est également promue par les acteurs de la démarche.

conjuguerait les avantages de la ville sans les désavantages de la grande ville - mais avec tout de même la proximité de grandes villes comme Aix-en-Provence et Marseille. Bien entendu des fractures territoriales peuvent être analysées (Cf. *le cahier POPSU-Territoire* à paraître sur la Commune de l'Isle-sur-Sorgue) mais il demeure dans toutes les catégories de population rencontrées, cette idée que vivre à l'Isle-sur-Sorgue, même dans un des sous-territoires de cette commune classée en catégorie G, est mieux que vivre n'importe où dans le Vaucluse notamment à Carpentras ou Cavaillon, villes à proximité, fortement dépréciées. Pour aller un peu plus dans le détail, on peut voir que sur les 29 enquêtés rencontrés sur cette commune, 7 déclarent des revenus personnels inférieurs à 800 euros (et moins de 1700 euros pour les revenus du ménage). Ils habitent soit dans les parties du centre-ville dégradées, soit dans les lotissements périphériques où se trouve l'habitat social. 5 autres déclarent des revenus un peu supérieurs (entre 800 et 1200 euros) mais vivent également dans les quartiers les moins bien classés de la commune. Or sur ces 12 enquêtés, 9 qualifient leurs lieux de vie comme allant « Très bien » autrement dit ils ne se différencient pas du reste de l'échantillon qui vit lui dans des quartiers hautement plus favorisés et est parfois même plus critique. On peut citer le cas de cette commerçante Aurélie, habitant dans l'un des quartiers les plus résidentiels de la commune, sur un terrain hérité de sa famille, qui considère que son lieu de vie va « moyennement bien » et 6 autres qui qualifient leurs lieux de vie comme allant « assez bien ». En fait, 1 seule enquêtée, Laura, âgée de 24 ans, employée dans la restauration, gagnant moins de 800 euros mensuels, vivant seule dans une partie du centre-ville moyennement dégradée, où se côtoient des populations issues de différentes origines et dans l'une des rues où les activités commerciales ont énormément de difficultés à s'implanter durablement, déclare que son lieu de vie « ne va pas très bien ». Notons néanmoins que cela ne l'empêche pas de déclarer un attachement « très fort » à sa ville de résidence et plus étonnant encore à son quartier de résidence. Ces éléments qualitatifs suggèrent bien combien la perception du territoire vécu peut venir contredire le classement officiel d'un territoire en catégorie G. Si cela n'a pas valeur de preuve, cela invite à questionner plus finement ce qui se joue dans ces perceptions au-delà des seuls indicateurs classiquement pris en compte.

L'enquête révèle donc bien des distorsions entre territoire mesuré et territoire vécu (dont le cas de L'Isle-sur-la-Sorgue est particulièrement révélateur) et met en lumière combien le territoire ne produit pas d'effets mécaniques sur les représentations.

B | Propriétés sociales des enquêtes et rapports au territoire : des groupes socio-professionnels aux « cas frontières »

L'analyse des matériaux récoltés dans le BVR années I et II atteste bien d'un « effet territoire » dans les représentations des enquêtés, leur sentiment de bien-être et leur projection dans l'avenir. Pour autant comme nous venons de le souligner cet effet n'a rien d'automatique. Aussi l'analyse des rapports au territoire ne peut faire l'économie des « propriétés résidentielles » des enquêtés⁵ : résider dans des communes périurbaines ou rurales, de petite ou de moyenne dimension, avoir grandi sur le territoire, y avoir conservé des attaches familiales. Plus largement, nos matériaux rappellent combien les représentations du territoire dépendent étroitement des formes d'expériences du monde social (mobilités, bifurcations, incertitudes ou au contraire stabilité, certitudes, sentiment de sécurité économique et professionnelle). Pour tester nos hypothèses, nous avons ainsi cherché dans les grilles d'entretiens à affiner les données qui permettent de définir le territoire de résidence ou de référence auxquels se réfèrent les enquêtés dans leurs dimensions objectives comme subjectives. C'est pour cette raison que nous avons été attentifs à penser le territoire dans son acception institutionnelle (les frontières de la commune, du quartier, etc.), tel que défini par les décideurs publics et politiques mais aussi dans des échelles relevant davantage du sensible (le pied d'immeuble, la maison, la copropriété, la rue) (pour une vision détaillée des questions, voir *Annexes n°3, 4 et 5*). Nous avons également veillé à ré-intégrer l'étude de la trajectoire biographique longue des enquêtés (en y incluant celles grands-parents et parents, mari/femme et dans une moindre mesure celles des amis/amies) : depuis combien de temps vit-il sur son territoire de résidence ? A-t-il déménagé ? Où sont ses cercles de sociabilités ? Où va-t-il faire ses courses ? Avec qui ? *etc.* Cet exercice a notamment nourri des expériences de cartographie de leur monde social extrêmement riches pour l'analyse.

Pour appréhender les propriétés sociales de nos enquêtés, nous avons sélectionné toute une série de variables classiques comme le niveau de diplôme, la catégorie socio-professionnelle, l'âge, etc. tout en assumant de ne pas en faire de simples variables explicatives. Dans ce travail, nous avons en effet également souhaité interroger la puissance analytique (et leurs ambivalences) des catégories statistiques à partir desquels sont construites les instruments de classements des territoires et les baromètres autour de la qualité de vie et du « bien-être ». On pense notamment aux groupes socio-professionnels. Aussi, pour sélectionner nos enquêtés, nous avons veillé dans un premier temps sur chacun des territoires retenus à cibler certaines catégories de la population en fonction de leur appartenance à quatre catégories socioprofessionnelles :

- **Groupe 2 - Employés du salariat d'exécution** (Pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableaux n°8 et 9, Annexe 1) (N=9)
- **Groupe 3 - Membres des professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique** (Pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableaux n°10 et 11, Annexe 1) (N=13)

⁵ Misset (S.), Siblot (Y.), « 'Donner de son temps' pour ne pas être des 'assistés' », *Sociologie*, N° 1, vol. 10, 2019.

- **Groupe 4 - Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants** (Pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableaux n°12 et 13, Annexe 1) (N=20)
- **Groupe 5 - Cadres et professions intellectuelles supérieures** (pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableaux n°14 et 15, Annexe 1) (N=11)

et en fonction d'une variable générationnelle :

- **Groupe 1 - Lycéens et étudiants** (pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableaux n°5, 6 et 7, Annexe 1) (N=37)
- **Groupe 6 - Retraités** (pour un aperçu détaillé des propriétés des enquêtés de groupe, voir tableau n°16, Annexe 1) (N=14)

Dans chacun de ces groupes, nous nous sommes également intéressés à des « cas limites » ou « cas frontières », c'est-à-dire des enquêtés dont la trajectoire interroge les définitions instaurées par les catégories statistiques d'Etat⁶. Ces « cas limites » peuvent concerner des enquêtés dont la trajectoire biographique au moment de l'enquête témoigne de dynamiques de déclassement/reclassement professionnels (des professions intermédiaires en cours de stabilisation professionnelle ou au contraire enchaînant les contrats précaires) ou encore par des processus de « mobilité sociale en train de se faire »⁷. On pense ici par exemple au cas des jeunes lycéens et étudiants issus de familles populaires des quartiers Nord de Marseille dont l'inscription dans un dispositif de discrimination positive visant à faciliter l'intégration dans l'enseignement supérieur introduit littéralement des « chocs de classe ». Le passage par ce dispositif les amène en effet à côtoyer d'autres espaces sociaux ne serait-ce que parce qu'ils effectuent au quotidien des déplacements urbains entre leurs quartiers de résidence et le site universitaire localisé dans le centre bourgeois d'Aix-en-Provence. Ces déplacements spatiaux sont ainsi l'occasion pour ces enquêtés d'éprouver une mobilité sociale encore suspendue. Ces derniers ne sachant pas dans quelle mesure l'inscription dans ce dispositif d'égalité des chances se traduira ou non par un accès à l'établissement sélectif visé ou encore, par la capacité de pouvoir y faire ses preuves et y rester. Au sein de notre corpus, certains jeunes ont ainsi réussi entre l'année I et l'année II du BVR à intégrer l'établissement sélectif, d'autres non et d'autres encore ont décidé d'arrêter leurs études jugeant trop coûteuse symboliquement,

⁶ Pour une présentation détaillée de ces « cas limites », voir les tableaux de présentation du corpus des enquêtés en annexe en particulier les tableaux relatifs aux « lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par l'inscription, le passage par un dispositif de discrimination positive » (N= 20), « aux jeunes dont la trajectoire est marquée par une situation de décrochage scolaire et pris en charge par une mission locale » (N=4), « aux employés d'exécution dont la trajectoire est marquée par des situations de déclassement/instabilité professionnelle (N=2), « Aux professions intermédiaires du social, de la santé et de la fonction publique en situation d'instabilité ou de déclassement professionnel » (N=4), « aux petits entrepreneurs qui viennent juste de créer leur entreprise et/ou se sentent dans une situation de précarité professionnelle » (N=4), « aux cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures au chômage au moment de l'enquête » (N=3)

⁷ Pagis (J.), Pasquali (P.), « Observer les mobilités sociales en train de se faire. Micro-contextes, expériences vécues et incidences socio-politiques », *Politix*, n° 114, 2016.

matériellement ou scolairement cette intégration (*Pour un aperçu détaillé de cette population voir annexe 1, tableau n°6*). On peut alors mesurer au fil des entretiens combien le passage par ce dispositif de discrimination positive qu'il soit vécu en termes de réussite ou d'échec a un effet structurant sur les représentations que ces jeunes vont nourrir de leur propre condition, de celles de leurs parents et de l'endroit du territoire qui en est le cadre.

Plus largement pour chacun des groupes socio-professionnels enquêtés nous avons été vigilants dans cette année II à interroger la manière dont les catégories statistiques d'Etat s'imposaient aux enquêtés. Ces classements véhiculent en effet des enjeux normatifs⁸ qui sont pour certains enquêtés tout à fait conscientisés. Pour autant sans échapper totalement à leur position objective dans l'échelle sociale, une partie des enquêtés « dérogent » à être les bons représentants de leur (fraction de) classe. Ajoutons qu'ils peuvent être aussi tout à fait capables de souligner en entretien combien les schèmes de classement cadrent leurs représentations tout en ayant l'impression de vivre en et aux marges de ces catégories. Le cas de Jean-Eude qui vient tout juste de déclarer administrativement la création de son entreprise de coaching sportif l'illustre bien. Jean-Eude estime faire partie des « *pauvres* », « *des gens d'en bas* ». Titulaire d'un bac il a vécu sa vie professionnelle en fonction des opportunités qui s'offraient à lui, videur dans une boîte de nuit, plombier exerçant au *black*, homme de ménage, etc. Il a toujours été dans le milieu des arts martiaux et quand il s'est installé à Aix-en-Provence après avoir quitté le Nord de la France il a cherché à monter son club en créant une association tout en donnant des cours de danse pour diverses associations et clubs de danse. Lorsque nous le rencontrons pour un premier entretien, il vient tout juste de créer son entreprise en coaching sportif :

« Quand les gens entendent 'chef d'entreprise', dit-il « ils voient un mec qui a des moyens, qui est en train de créer quelque chose...en pratique c'est pas ça. En pratique je suis un mec qui fait du black, qui vit sur des comptes associatifs pour essayer de bouffer, quoi. Je suis pas du tout créateur d'entreprise. Alors je suis totalement créateur d'entreprise dans la mesure où j'ai fait toutes les démarches pour et... j'ai fait un logo, j'ai un business plan... j'ai fait tous ces trucs-là, mais j'ai que le ticket, quoi. C'est marqué 'créateur d'entreprise', mais en pratique, je reste un bidouilleur, quoi. Je reste un gars d'en bas (...) Pour l'instant je suis un gars qui a juste le BAC, qui n'a aucun pouvoir d'achat, j'ai zéro et j'ai pas un euro de côté, j'ai... je jongle avec des comptes en banque, avec des décomptes etc, et du black. Voilà, ça c'est ma réalité de terrain. Demain j'ai une merde avec ma voiture, je dois aller chez le dentiste cet après-midi, j'ai qu'une peur c'est qu'elle me dise 'y'en a pour 600 euros'. J'ai même pas de mutuelle c'est pour te dire (...) Aujourd'hui je suis complètement assisté parce que si j'avais pas ma copine qui me permettait de ne pas payer de loyer, etc. je repartirais dans mes galères de l'époque et je ne pourrais pas faire ce que je fais là ».

L'entrée par les trajectoires sociales à l'intérieur desquelles s'insèrent les trajectoires professionnelles souvent heurtées rend ici bien compte des impasses possibles que constituent dans l'étude des rapports au territoire une lecture qui ne se soucierait que des catégories officielles. Aussi, sans les évacuer, il s'agit

⁸ Comby (J.-B.), Julie Pagis (J.), « Introduction. Politiques de catégorisation du monde social », *Politiques de communication*, 2018/1 (N° 10), p. 5-26.

bien par notre enquête de les affiner pour ne pas laisser trop de place aux effets systématiques dans la mise en œuvre des politiques publiques. Et notamment de croiser ces catégories avec d'autres catégorisations du monde social pour montrer comment ces dernières offrent des repères et des appuis pour mettre en ordre la vie collective et donner du sens aux investissements scolaires, culturels, relationnels, matériels ou encore politiques.

II | SAISIR LES REPRESENTATIONS DU TERRITOIRE PAR LE BAROMETRE DES VALEURS ET DES REPRESENTATIONS : ELEMENTS D'ANALYSE

Il existe très peu d'études qui s'attachent à saisir et comprendre les mobilités sociales à partir de méthodologies qualitatives et ethnographiques. C'est le pari fait par le BVR qui constitue donc de ce point de vue une expérimentation assez inédite. En permettant de retracer finement les trajectoires socio-spatiales des enquêtés, notre dispositif d'enquête permet d'ancrer l'analyse des changements de places et des déplacements spatiaux dans un même territoire de référence, celui de la Région Sud. Ainsi, par exemple, on peut explorer les stratégies scolaires et résidentielles des (petites) professions intermédiaires à l'aune des disparités zonales de l'habitat (centre/périphérie, urbanité/périurbanité/ruralité, prisé/évité, etc.). Ici, les causalités du probable jouent évidemment à plein, au sens où l'investissement dans la scolarité d'enfants prometteurs agit pour toute la famille comme une anticipation des gains de position dans la hiérarchie sociale et son inscription dans la cartographie du territoire. Dans son approche comparative des trajectoires d'entrée dans les groupes les plus élitaires de la société, le sociologue Jules Naudet a d'ailleurs très bien mis en lumière ces spécificités de la société française où, de façon paradoxale, cohabitent la dissipation du sentiment d'appartenance aux classes sociales et une véritable « hantise » des distinctions (notamment par le diplôme) et hiérarchies (par les positions acquises et souvent héritées dans les sphères consacrées de l'élite).

Le sentiment de tenir ou espérer une place acceptable dans la société est donc aussi une affaire de trajectoire dans l'espace local. Car, sans échapper totalement à leur position objective dans l'échelle sociale, une partie des enquêtés « déroge » à être les bons représentants de leur (fraction de) classe, au sens où ils ne partagent pas tous des dispositions, goûts et dégoûts culturels ou politiques caractérisant majoritairement leur groupe objectif d'appartenance. Partageant au fond objectivement les attributs catégoriels d'un groupe (« similitude en soi ») sans s'y identifier subjectivement (« similitude éprouvée, ressentie »). Ces « infractions » au déterminisme socio-économique sont connues. Par exemple, chez les ouvriers, où le sentiment de posséder un certain bonheur domestique ou des compétences et des revenus « à-côté » (du cadre professionnel) peuvent générer de tels désajustements de classe. Plus généralement, l'allongement tendanciel de la scolarisation et la tertiarisation croissante des emplois modifient la structuration interne des classes populaires et « petites moyennes », diversifiant les façons de s'auto-positionner dans la hiérarchie sociale.

A ce titre, il est particulièrement intéressant de porter le regard sur les appréciations que les individus portent sur leur territoire d'existence ou sur leur place dans la société. Ces appréciations révèlent – comme nous l'avons déjà

souligné dans le BVR I des écarts très importants entre les perceptions des enquêtés et les catégorisations issues de la statistique publique mobilisée par les décideurs territoriaux. De fait, les représentations que les habitants se font de leur territoire et de leur place dans la société doivent beaucoup aux trajectoires socioprofessionnelles et résidentielles qui sont les leurs. C'est ce que cette seconde partie du rapport BVR II se propose de mettre en lumière en développant deux axes qui ont émergé au cours de l'enquête.

Le premier est celui des mobilités sociales et résidentielles qui, loin d'être linéaires, seulement ascendantes ou descendantes, et souvent très étroitement associées les unes aux autres, impactent fortement les représentations du territoire que se font les individus. L'articulation de ces mobilités permet de saisir les manières dont on vit un territoire, dont on en hiérarchise les sous-espaces, en privilégiant certains déplacements, en contournant certains lieux et en se rattachant ainsi - ou en se donnant l'illusion de se rattacher - à certains espaces sociaux que l'on souhaite intégrer ou auxquels on souhaite rester attachés même en situation de déménagements (*on fera ici un focus sur les nouveaux entrants*).

Le deuxième axe choisi propose de creuser les expériences sensibles que les individus peuvent faire de leur territoire en analysant les manières par lesquelles ils se positionnent par rapport aux autres (distinction entre "eux et nous"), ils cohabitent plus ou moins heureusement, ils mettent à l'épreuve de l'ordinaire les liens sociaux ou encore peuvent réinvestir certaines socialisations militantes pour construire des rapports conflictualisés - et parfois hautement politisés- au territoire.

A | Articuler mobilités spatiales et sociales

Quels sont les effets des mobilités spatiales sur les mobilités sociales (et inversement) ? En quoi interroger ce que ces mobilités renseignent sur les rapports qu'entretiennent les enquêtés à leur territoire de résidence est riche de sens ? Voici quelques-unes des questions qui ont nourri les réflexions de l'équipe du BVR pour cette année 2. Dans la suite de la sociologie américaine de la pauvreté de William Julius Wilson, nous faisons en effet le pari que la compréhension des mécanismes sociaux est indissociable de leur spatialisation⁹. La distribution spatiale des populations conditionne leur distribution sociale (à quoi et à qui a-t-on accès ou s'autorise-t-on l'accès ?) et culturelle (élaboration de sous-cultures déviantes). Sur ces enjeux, le travail par enquête panélisée permet tout d'abord d'approfondir la connaissance de la diversité des motivations/moteurs des différentes formes de mobilités observées (résidentielles, déplacements urbains, sociales, professionnelles, *etc.*), de leurs amplitudes comme de leurs caractères subis ou volontaires. Le BVR confirme ici tout l'intérêt de son approche méthodologique originale en ce que qu'il permet de saisir des déplacements spatiaux et sociaux qui ne sont que très rarement pris en compte dans les enquêtes quantitatives¹⁰. Les entretiens répétés comme le travail réalisé sur les cartographies permettent en effet d'obtenir une richesse de descriptions incarnées et situées des déplacements effectués dans les territoires

⁹ Théry (C.), Bonnet (F.), « La sociologie américaine de la pauvreté, du ghetto wilsonien à la ville globale », *Sociologie*, 2016/1 (Vol. 7), p. 77 à 94.

¹⁰ Pagis (J.), Pasquali (P.), « Observer les mobilités sociales en train de se faire... », *op. cit.*

enquêtés mais également d'une « région du monde social » à l'autre impossible à recueillir dans les enquêtes par sondages ou baromètres territoriaux plus classiques. On s'intéresse en particulier aux points suivants : comment les enquêtés contraints à l'immobilité résidentielle peuvent développer des stratégies d'évitement ou encore de contournement de certains lieux ou au contraire d'investissement, comment les petites micro-mobilités géographiques sur un territoire (déménagement, investissements dans des espaces associatifs voire politiques etc.) peuvent générer « petits et grands déplacements » sociaux¹¹.

1. Immobilités résidentielles et stratégies d'évitement du territoire

« Partir » ou « Rester », certains individus n'ont finalement pas la sensation d'avoir le choix de leurs lieux de vie et vivent leur immobilité comme une contrainte. Cette assignation à résidence façonne des rapports spécifiques au territoire qui ne peuvent être négligés. Les immobilités contraintes invitent bien évidemment à interroger, dans le prolongement des travaux sociologiques déjà anciens sur les mobilités territoriales, les facteurs qui entravent la mobilité (absence de ressources financières, difficultés d'accès à l'emploi, poids des liens familiaux et du capital d'autochtonie, contraintes professionnelles). Dans ce rapport, nous avons toutefois préféré étudier la manière dont cette assignation territoriale, tout en restreignant largement l'impression (subjectives et objectives) des enquêtés d'avoir prise sur leur destin social, peut les conduire à développer des stratégies variées dans leurs logiques de déplacements et leurs modes de sociabilités.

Les entretiens répétés mettent tout d'abord à jour l'existence de véritables stratégies d'évitement/contournement du territoire résidentiel pour avoir « *l'impression d'habiter ailleurs* ». Ici, c'est bien l'assignation territoriale et les stigmates qui en résultent qui vont contraindre les enquêtés à une mobilité géographique d'exit temporaire. Ainsi, nous avons pu repérer au sein de notre panel à quel point certains enquêtés entretiennent avec leur territoire de résidence qu'ils ne peuvent quitter des stratégies de démarcation, y compris des stratégies de démarcation à l'égard de leurs voisins (rhétorique du « eux »/« moi ») dont ils prennent soin de se distinguer, ayant l'impression de vivre en marge des autres habitants.

Les stratégies d'évitement du territoire vécu s'accompagnent chez certains enquêtés de stratégies de démarcation à l'égard de leurs voisins, souvent perceptibles dans l'utilisation d'une rhétorique opposant « eux » (sous-entendu « les habitants de mon quartier ») et « moi ». Les propos de certains enquêtés laissent transparaître ce souci de distinction vis-à-vis de leur voisinage, en exprimant notamment le sentiment de vivre en marge des autres habitants. Le cas d'Isman, un enseignant de physique-chimie dans un collège REP+ du nord de Marseille, résidant dans le 15^e arrondissement de la ville, semble emblématique de ces stratégies de démarcation.

L'enquêté témoigne d'un très faible capital d'autochtonie¹² : il dit n'avoir aucun ami près de son lieu de résidence et prétend éviter sciemment toute sociabilité de quartier.

¹¹ Lahire (B.), *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004.

¹² Ce capital d'autochtonie renvoie, selon Jean-Noël Retière, aux ressources du proche, de l'ancrage, au capital social localisé sur lesquels s'appuient certains individus – parfois

« Moi j'essaie vraiment de m'isoler, je ne veux pas rentrer dans tout ça. Mais oui, il y a des gens qui parlent entre eux... Dans mon quartier, oui il y a de la vie de quartier j'imagine. Il y en a qui jouent à la pétanque, mais je ne les fréquente pas. En fait j'ai pas de fréquentation avec ces gens-là, les gens du quartier, non ».

L'expression « *ces gens-là* », utilisée à plusieurs reprises durant les entretiens, marque ainsi une forte volonté de distanciation. Isman exprime son sentiment d'être différent des habitants de son quartier. Son rapport à la religion semble peser négativement sur son capital d'autochtonie : si ses voisins le pensent musulman, Isman s'applique à leur dissimuler son agnosticisme. Il dit être contraint de réaliser des détours pour ne pas avoir à passer devant la mosquée du quartier lorsqu'il rentre chez lui le vendredi, de peur que ses voisins ne lui demandent de justifier sa non-fréquentation du lieu. De la même façon, tous ses moments de détente sont synonymes d'éloignement du quartier où il réside :

« Je m'impose une discipline stricte car certain de mes élèves viennent de là où j'habite. Jamais ils ne me verront en train de boire une bière. Je suis strict, je finis de travailler, je rentre. Si j'ai envie de faire la fête, de boire une bière [...], je vais plus loin ! [...] En revanche, lorsque je m'éloigne de mon quartier, je vis ma vie, libre ».

La méfiance développée à l'égard des voisins (dont il déplore certaines pratiques religieuses jugées "extrémistes" et dont il critique le manque de "*civisme*") l'incite par ailleurs à exercer un important contrôle sur le rapport au territoire de son fils de 13 ans. Il a inscrit ce dernier dans un établissement privé catholique du centre de Marseille, aux Cinq-Avenues, malgré le fait que cela l'oblige à réaliser 30 minutes de voiture matin et soir pour déposer puis aller chercher son enfant au collège. Les nombreuses activités périscolaires de son fils se réalisent elles aussi en dehors du quartier.

« Il est dans le quartier mais je ne veux pas trop le laisser s'attacher au quartier. Je ne veux pas qu'il traîne avec n'importe qui, je ne peux pas le laisser trainer avec les gens de son âge même s'il aimerait bien. Je suis toujours derrière lui ! Même à l'école, hors de question qu'il soit ici. Il n'est pas à l'école du quartier, il est dans une école privée aux Cinq Avenue. Donc c'est là où il a ses amis, ses activités. C'est mieux ! ».

Le contournement de la carte scolaire via l'inscription de son enfant dans une école privée éloignée du lieu de résidence constitue ainsi une forme de stratégie de contournement du territoire. Celle-ci est destinée à peser négativement sur le capital d'autochtonie de la famille, en favorisant le développement de cercles de sociabilités extérieurs au quartier. Dans le cas de cet enquêté, la sociabilité virtuelle semble agir comme compensatrice d'un faible ancrage territorial. Isman passe la plupart de son temps libre sur internet, utilisant des groupes Facebook ou des applications lui permettant de discuter avec ses amis - la plupart d'entre eux résidant au Maroc ou dans la région de Dijon. Ainsi, la voie numérique semble faciliter des stratégies d'évitement du territoire vécu, puisqu'elles permettent une mobilité qui transcende les territoires physiques. L'usage des

issus des classes populaires – pour s'insérer dans la vie civique locale et parfois même dans le jeu politique (Retière (J.-N.), « Autour de l'autochtonie. Réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 2003, 16, n°63, p.p. 121-143).

réseaux sociaux numériques agit chez cet enquêté comme un substitut aux mobilités physiques, en réduisant la nécessité d'un déplacement territorial pour s'adonner à des pratiques relationnelles. En permettant d'intenses relations à distances, les réseaux sociaux numériques sont susceptibles de diminuer les besoins de rencontres en face à face, et ainsi de bouleverser l'appréhension classique de la mobilité spatiale. Internet et les réseaux sociaux en particulier semblent avoir un impact sur la manière dont on s'approprie (ou pas) un territoire, ainsi que sur le rapport à l'espace et les pratiques de mobilités des enquêtés. L'usage de ces outils est susceptible d'ouvrir la voie à des transformations importantes du rapport à l'espace, qu'il conviendrait d'interroger plus en profondeur.

On le voit avec le cas d'Isman, l'absence de mobilité résidentielle ne signifie pas que les habitants subissent nécessairement leur territoire de résidence en toute passivité. Tout en conscientisant largement le caractère emprisonnant, et largement subi de leur rapport au territoire de résidence, ce que rappelle avec force Isman « *quand je m'éloigne du quartier, je vis ma vie, libre* », nos matériaux soulignent que les enquêtés composent aussi avec ce territoire dont ils ne peuvent pas se détacher. Nombreux sont ainsi les enquêtés qui nous ont fait part dans les entretiens de leurs stratégies pour éviter certains espaces jugés trop stigmatisants. Ces stratégies les amènent d'ailleurs parfois à réaliser d'importants détours : contourner la rue dans laquelle se situe la mosquée du quartier, de manière à ne pas devoir rendre de compte à son voisinage de sa non-fréquentation du lieu, contourner la carte scolaire pour inscrire son enfant dans une école loin du quartier de résidence quitte à faire 30 minutes de trajets en plus. On pense aussi à ces jeunes résidant dans une grande métropole de la région Sud qui se targuent d'avoir développé une véritable expertise en matière de transports qui peut permettre à certains de « *choisir* » les itinéraires pour éviter des lieux qu'ils ne veulent pas fréquenter quitte à doubler leur temps de transport. C'est par exemple le cas de Clément, ancien élève d'un lycée des quartiers nord de Marseille aujourd'hui étudiant dans un établissement universitaire à Aix, qui préférerait faire une heure de plus pour se rendre au lycée en bus que de se risquer à prendre le métro et de passer par la station « Bougainville » où il a subi une agression. On peut également penser aux stratégies déployées par certains enquêtés qui, volontairement, vont choisir des points de retrait de leurs colis ou réaliser leurs courses en dehors de leur quartier de résidence pour « *voir autre chose* », comme le cas de cet étudiant en faculté de droit à Aix contraint de résider à Marseille pour des raisons financières.

Le repli sur le lieu de vie peut également être envisagé comme un moyen de se couper d'un territoire que l'on ne peut quitter. La vie quotidienne est alors organisée entre l'engagement pour et dans la copropriété, dans un horizon qui se limite aux pieds d'immeuble et des courses toujours effectuées loin du lieu de vie, comme c'est le cas pour ce retraité du 15^{ème} arrondissement de Marseille. Les sociabilités peuvent aussi être un moyen « d'échapper » au territoire de résidence. On pense ici par exemple aux amitiés que certains enquêtés entretiennent avec des individus situés dans des « beaux quartiers » ou des communes périphériques pour des individus résidant dans des portions plus stigmatisées d'un territoire connu pour sa qualité de vie. Par ailleurs, certains entretiens permettent d'entrevoir des stratégies d'évitement davantage temporelles que territoriales. Il en va ainsi de cette retraitée de la commune de Marignane, qui confiait que ce qu'elle appelle les « *marignanais d'origine* », auxquels elle-même s'identifie, font leur marché très tôt le samedi matin. À partir de 10h, expliquait-elle, ces derniers laissent la place à des populations

principalement immigrées, donnant à voir « deux faces de la ville qui ne se mélangent pas », pour reprendre les propos de cette retraitée.

Loin de n'y être que soumis ou de les subir, les enquêtés peuvent ainsi s'accommoder de ces assignations à résidence. On pense par exemple à René, retraité habitant Digne qui, « *aurait aimé déménager (...) aller ailleurs mais [ne peut pas]* » pour des raisons de « *coût* ». La trajectoire de cet enquêté montre alors comment le capital d'autochtonie, les réseaux de sociabilité locaux qui le constituent, lui permettent d'échapper au salariat d'exécution tout en le maintenant captif de cet espace dont il tire des ressources professionnelles.

« Je n'avais pas l'intention de revenir à Digne. Mais j'ai eu l'espace d'acheter, donc j'ai fait le studio de danse en 89. Et depuis je suis resté. Sinon je serais parti danser ailleurs. Ma foi c'est comme ça, il n'y a rien à regretter ».

Dans ce cas, son capital d'autochtonie lui ouvre paradoxalement à la fois des formes d'émancipation sociale tout en entravant ses aspirations professionnelles de chorégraphe.

« On n'a jamais eu le droit de faire une compagnie parce qu'ici on est les rats des champs ».

René vit seul dans un appartement de 40 m² situé dans le centre-ville délabré de Digne avec « *les toilettes sur le balcon* » et dans lequel il a tout refait avec des amis. Cet appartement dont il est propriétaire rend possible sa survie puisqu'il estime que si il était locataire il serait à la rue. Il pose un regard très critique sur ce cadre de vie où le voisinage est « *pénible* » (« *bruit* », « *marchand de sommeil* », « *jeunes qui se piquent* »...) et a « *des difficultés* ». Au final même s'il considère « *faire partie de la ville* » pour y avoir monté des spectacles, il affirme que « *c'est une obligation d'être ici. Si je pouvais être ailleurs, je le serais* ».

Il développe des stratégies d'évitement de ce voisinage et de ce quartier où il avoue n'avoir aucun plaisir à être. Cela passe d'abord par des stratégies de mise à distance de cette vieille ville et son voisinage en revendiquant une forme d'indifférence, voire de désocialisation.

« Je m'en occupe pas particulièrement. Moi, je fais ma vie. J'essaie de nuire à personne Et puis après, bon, bah... Il n'y a pas trop d'emmerdeurs. (...) Ça va après... C'est relatif parce que... Je ne reste pas dans les quartiers toute la journée à regarder... »

Ensuite, il se fabrique un ailleurs. Il refuse par exemple de faire ses courses dans le centre commercial situé juste en face de son logement « *parce que j'ai pas envie d'aller dans ce quartier, de rester dans le quartier là-bas, je vais ailleurs* ». Il se définit de manière récurrente comme un « *nomade* ». Il possède un petit van avec lequel il est très mobile :

« Je pense que je suis assez nomade. La meilleure façon de fonctionner... je pense que c'est un bon compromis. Voilà. Parce que j'ai un petit fourgon. Je dors à droite, à gauche. Mon appartement c'est un pied-à-terre ».

Enfin et par conséquent il développe des sociabilités ancrées dans des territoires périphériques. Il évoque ses amis avec lesquels il se rend à Gap, à Aix, à Marseille, avec lesquels il partage de bons repas... Ces liens de sociabilités se constituent loin du voisinage : « *les amis habitent à l'extérieur. La plupart ont d'autres moyens, certains de mes amis* ». Ils vivent par exemple à Gap ou dans les communes périphériques de Digne où il se rend avec son fourgon. Ces amis qui lui ont transmis le goût de la poésie, il les a notamment rencontrés au sein de l'Education nationale via son activité de chorégraphe.

Ces micro-mobilités territoriales et le développement de sociabilités ancrées dans des ailleurs géographiques apparaissent ainsi non seulement comme un moyen de contourner l'assignation à résidence mais aussi comme une traduction spatiale d'une forme d'émancipation et de démarcation sociale. Il redéfinit ainsi son territoire de vie, le territoire auquel il est attaché de manière « *viscérale* », « *animale* » au-delà des frontières institutionnelles et administratives comme allant d'Aix à Grenoble et qu'il appelle « *la terre des Alpes* ».

2. Micro-mobilités, mobilités spatiales et déplacements sociaux

Les matériaux recueillis soulignent ainsi combien les petits déplacements, micro-déplacements résidentiels sur un même territoire peuvent avoir des impacts importants sur les manières de vivre « son » et « dans son » territoire. Nous avons en effet pu observer dans le cadre des entretiens réalisés, en quoi, à l'échelle même de la commune, les micro-mobilités spatiales peuvent être vécues comme des formes d'ascension (ou régression) sociale. Cela est particulièrement perceptible dans les entretiens réalisés avec les anciens élèves d'un lycée du Nord de Marseille, nouvellement arrivés dans la ville d'Aix-en-Provence. Si leurs déplacements au sein de la même métropole (des quartiers populaires de Marseille au centre bourgeois d'Aix-en-Provence) représentent pour eux une mobilité sociale ascendante significative, elle n'en demeure pas moins source d'un certain tiraillement. Les déplacements urbains peuvent ainsi devenir le terrain d'une véritable mise à l'épreuve. Se déplacer dans la métropole revient à se confronter aux différences, à ce territoire d'où l'on vient et auquel on est assigné et à un autre territoire auquel on n'appartient pas vraiment non plus. Dans la mobilité spatiale, ces jeunes éprouvent alors toute la complexité d'une mobilité sociale "en train de se faire". L'extrait de cet entretien avec Ayoub en témoigne. Il se rend bien compte depuis qu'il va Aix et qu'il y habite en résidence universitaire que le matin pour se rendre dans son lieu de formation le décor n'est plus le même qu'à Marseille :

« en fait je vois la plupart des gens le matin, je vois les personnes qui n'ont pas la vie de mes parents, qui sont le matin en costume, qui partent au travail, qui prennent leur vélo... ce n'est pas le même train de vie. Alors que mon père genre... il se lève très tôt, il part dans son camion, il rentre du travail, c'est différent ».

On peut aussi penser à Imran qui, invité à revenir sur la complexité qu'il éprouve à « naviguer » entre deux territoires, explique qu'il a vraiment l'impression qu'il « *est entre deux mondes* ». Les déplacements urbains cristallisent des différences qu'ils conscientisent d'ailleurs très bien. Ces derniers peuvent aussi donner lieu comme pour Imran à de véritables stratégies d'adaptation vestimentaires ou encore corporelles qui rappellent encore une fois à quel point les enquêtés sont tout sauf passifs dans ces processus de catégorisations. On perçoit également très bien comment dans les propos d'Imran l'établissement supérieur dans lequel

il est inscrit et le territoire d'Aix finissent par se confondre signifiant par là-même que déplacement urbain et déplacement social sont largement imbriqués.

« Quand je viens à Sciences po, pour pouvoir fréquenter certaines personnes, je dois m'adapter, m'habiller d'une certaine manière, me comporter d'une certaine manière. Je fais l'aller-retour tous les jours entre Marseille et Aix-en-Provence, et je me pose la question tous les matins - est-ce que je m'habille façon Marseille ou façon Aix. Si je m'habille façon Marseille, je ne me fais pas juger dans le bus etc., mais quand j'arrive à Aix je peux avoir des remarques, enfin rarement de la part d'étudiants, mais de certains professeurs en particulier ; et si je fais le choix inverse, façon Aix-en-Provence, je me sens très bien à Aix, les gens dans la rue me regardent d'une manière plus apaisée que quand je suis en survêtement, là les vieilles dames un peu bourgeoises dans la rue s'agrippent à leurs sacs dès que je passe à côté d'elles...Souvent je suis pressé pour aller en cours donc je marche un peu vite, elles ont l'impression que je vais leur voler leur sac... C'est violent. Pareil si je m'arrête à un feu, que le bonhomme est rouge mais qu'il n'y a personne et que je peux traverser, je ne vais pas le faire parce que je vais me dire que si jamais je le fais, les personnes en face ne vont pas se dire 'c'est juste lui qui est pressé ou débile', ils vont se dire 'ça c'est les arabes en survêt', c'est normal'. J'y pense tout le temps, j'ai l'impression d'avoir sur mes épaules le fardeau de toute une civilisation. Si je me comporte mal j'ai l'impression que je vais fermer la porte à pleins de gens que je ne connais pas, mais juste parce qu'on se ressemble ».

Cet extrait à lui seul exprime la manière dont les catégories des autres, les schèmes de classement des autres, l'altérité s'imposent à lui dans ses déplacements urbains et le renvoie *in fine* à la situation de mouvement, de transition de « passage de l'autre côté », de transclasse¹³ dans laquelle il est :

« Quand je vais à Marseille et que je suis bien habillé, les chauffeurs de bus...À Marseille, on ne dit pas bonjour ni au revoir aux chauffeurs de bus. Là je rentre, c'est lui qui me dit bonjour, et il me regarde comme ça, l'air de savoir ce que je veux. Une personne âgée une fois s'est même levée pour me laisser une place ! Elle me regardait avec un grand sourire. Et quand j'arrive dans les quartiers nord...En bas de chez moi ils ont racheté une alimentation pour y faire du trafic de drogue, on pourrait s'attendre à ce que les jeunes en bas me regardent mal ou quoi, mais non, ils me regardent comme si j'étais un mec des impôts, ils baissent les yeux ou ils tournent la tête quand je passe avec ma petite sacoche...Je ne sais jamais comment m'habiller ! Soit je suis la racaille des cités et je dois faire attention au moindre mouvement ; soit je m'habille bien et j'ai tous les droits sur tout le monde, et je déteste ça parce que j'ai l'impression de faire subir aux autres la violence que moi-même je subis ».

Les micro-mobilités observées sur le territoire de l'Isle-sur-la-Sorgue sont également fortement révélatrices de ces logiques. A l'Isle-sur-la-Sorgue, il y a ainsi celles et ceux qui aspirent à quitter les zones de logements sociaux pour rejoindre les lotissements construits en périphérie de la ville. Parallèlement, il y a celles et ceux qui restent en centre-ville dans des zones qui se dégradent, et le ressentent d'autant plus que la rénovation patrimoniale du centre ancien se

¹³ Jaquet (C.), *Les Transclasses ou la non-reproduction*, Paris, PUF, 2014.

développe. Dans ce contexte, occuper l'espace en y investissant les lieux les plus valorisés, y être reconnu et donc s'y reconnaître, va constituer un enjeu crucial. On retrouve dans ces stratégies l'importance du capital d'autochtonie déjà évoquée dans le rapport du BVR de l'année 1. Dans ces cas, ce que certains pourraient lire comme une forme d'inertie (ne pas quitter sa commune de naissance par exemple) peut être vécu par les individus concernés comme un espace de fortes mobilités sociales. C'est en s'intéressant aux micro-mobilités spatiales à l'échelle même de la commune que l'on peut s'en rendre compte. Habiter tel quartier, travailler dans tel autre, et ne pas fréquenter certains habitants plus pauvres que soi peut alors être vécu comme la preuve d'une ascension sociale.

Cet échange avec Abdel, suivi sur l'intégralité de l'enquête et rencontré à trois reprises, est de ce point de vue tout à fait éclairant de ce en quoi l'insertion dans une sous-partie spécifique du territoire peut être reliée à des sentiments ou des émotions positives ou négatives. Pour situer cet enquêté, il est né en 1987 en Algérie et arrive en France à l'âge de 4 ans. Il a grandi à Carpentras avec sa mère, française même si elle est née en Algérie, cadre dans les assurances. Il ne connaît pas son père et a un frère de 21 ans, chauffeur-livreur. Il est marié depuis 2011 avec une de ses amies d'enfance, née en Algérie où leurs familles se connaissaient déjà. Son épouse est titulaire d'un BTS dans l'environnement mais s'occupe de leurs 3 enfants et fait pour l'instant des ménages dans les hôtels. Abdel est titulaire d'un bac STT et d'une licence de droit. Comme il travaillait au centre de loisirs de la commune parallèlement à ses études, on lui a proposé une titularisation et il a préféré travailler que poursuivre ses études (il avait envisagé de devenir éducateur PJJ) mais pourrait envisager de reprendre un master. Il est aujourd'hui animateur territorial, salarié du public sur la commune de l'Isle sur Sorgue. Le temps long de l'enquête nous a permis d'observer sa mobilité résidentielle entre un appartement dans une HLM et son accession à la propriété dans un lotissement. Nous y revenons à l'occasion du troisième entretien :

« E : Tu te plais ici dans ta vie personnelle ?

X : Oui ! J'ai un chat, j'ouvre les fenêtres, quelque chose que je n'avais pas forcément avant (rires).

E : C'est calme ?

X : Oui très calme.

E : Bon rapport avec les voisins ?

X : Oui. Et je suis vice-président de la copro. Ça permet de s'engager mais pas trop. Il y a quand même le président qui fait tout avec le trésorier. Et le vice c'est plus un aspect consultatif on va dire. Ça me permet d'avoir un pied. Et c'est un lotissement très jeune avec plus de 20 enfants, c'est beaucoup, ça permet de faire vivre le lotissement c'est très bien.

E : Tu vis ça comme une forme d'ascension d'être ici ? C'est un petit cadeau quoi ?

X : Alors ça oui ! je suis reconnaissant de ma vie ! Même quand j'en parle j'ai encore de l'émotion, repenser à d'où je peux venir et ce que j'ai vécu.

E : Et les gens autour de toi ils affichent plus de richesses que toi ?

X : C'est pas affiché mais ça se voit. Quand on discute aussi. Je suis vice-président, je sais que certains ont des appartements qu'ils louent. Ils ont les moyens, voilà. Que j'ai pas forcément. Je suis fonctionnaire, ma femme travaille occasionnellement quand elle peut. Voilà je pense qu'on fait partie des Français, de classe moyenne je pense. Pas des plus pauvres (...)

E : Et ça n'a pas changé votre niveau de vie le fait d'avoir la maison ?

X : Non. Enfin si. Ça change le niveau de vie par rapport à l'éducation des enfants.

E : Tu préfères qu'ils soient ici ?

X : Ah ba oui ! Mes enfants n'ont jamais autant pris l'air. Est-ce que je peux aller jouer dehors ? Oui ! Quand on est dans un HLM, non ! Mais voilà dans les HLM ça gêne tout le monde, on ne peut pas courir danser ni chanter. Je suis content d'entendre des cris dans la maison, de partout. Ma femme aussi a eu cette éducation en HLM ou tout le temps on te dit silence, chut ! Arrêtez ! Les voisins. Du coup-là non ! Allez-y ! C'est une chance c'est le mot ».

Ce déménagement dans un lotissement neuf de la commune, sur un espace anciennement agricole constitue pour Abdel la forme absolue de la réalisation de soi. Celle-ci vient incarner physiquement une reconnaissance professionnelle étroitement liée à l'engagement qu'il a mené pour et sur la commune. Ce sentiment de reconnaissance, il l'exprime notamment lorsqu'il fait référence à sa nomination en charge du « Conseil municipal des enfants » de la commune :

« C'est un dispositif mis en place depuis 3 ans. Du coup on a voulu mettre quelqu'un de permanent, fonctionnaire, et je devais avoir les qualités requises parce qu'on me l'a proposé. (...) C'est une grande marque de confiance. Parce que je me dis que, bon pour certains c'est parce qu'il y a les élections etc. Mais pour moi non. C'est pas pour défendre le maire mais ça n'a rien à voir avec ça. Donc je me dis que pour me mettre moi dans cette période compliquée d'élection municipale, c'est une marque de confiance. Ils ont fait le tour de plusieurs personnes et de part mes compétences juridiques et le rapport que je peux avoir avec les enfants et les jeunes, ils se sont dit ouais, Abdel ça peut être bon. C'est une belle marque de confiance ».

Le rapport au territoire vient visibiliser et stabiliser des formes de reconnaissances sociales chèrement acquises comme ces échanges autour de ses origines, du vote et sa pratique d'animateur social en témoignent.

« Malheureusement, je pense que dans les quartiers c'est des personnes comme moi, je me souviens des discours que j'ai pu avoir avec des collègues 20 ans en arrière, et j'aurais pu avoir le même. Ils se sentent en marge avec la société et du coup la politique, la citoyenneté, ils ont l'impression de ne pas en faire partie. Et c'est pas des gens qui vont aller manifester. C'est pas, socialement parlant, ancré dans leur culture aussi. Ils ne se font pas entendre de cette manière-là. Parce qu'ils étaient tous unanimes dans les quartiers, mais aller manifester c'est pas dans la culture ».

Bien que la mobilité résidentielle et la trajectoire professionnelle d'Abdel témoignent d'une ascension sociale notable, celle-ci n'en demeure pas moins ambivalente. C'est ce que révèle son souci d'affirmation - notamment exprimé dans son rapport au vote - qui perdure malgré cette mobilité ascendante.

« Je ne sais pas. C'est aussi une manière pour moi, c'est un truc de fou ce que je vais dire. Mais ça permet de me considérer comme quelqu'un de français. Quand je fais la queue au bureau de vote, j'aime trop qu'on me voit. Je me dis, voilà les gens je leur montre que... »

E : Tu tiens les bureaux aussi non ?

X : Oui. Les dépouillements j'adore. Mais payé ou pas je le faisais. C'est magique. Des réactions, des fois quand tu as tous les gens autour et en plus la mairie me nomme secrétaire. Parce que je le fais bien. Et des fois quand il y a des votes du FN les gens me regardent et ils me font (geste à l'enquêteur). Mais c'est pas grave pourquoi tu me fais ça je ne t'ai rien demandé moi. C'est pas grave. (comme s'il parlait à la personne dans le bureau de vote). Je t'assure, tout le temps. C'est là où je me dis que même dans la tête des gens, les plus cool etc. je les aime trop ces gens-là ils vivent dans les caravanes et tout. Les gens ne me voient pas comme un citoyen ».

Il est aussi intéressant de noter que les micro-mobilités spatiales peuvent permettre à certains enquêtés de vivre des formes « d'ascension sociale par procuration », à l'image d'Isman, enseignant du 15^{ème} arrondissement de Marseille dont le portrait a déjà été dressé par ailleurs. Ce dernier se dit en effet prêt à de nombreux sacrifices afin que son fils soit scolarisé en centre-ville et pratique diverses activités loin de son quartier de résidence, tout en déplorant, non sans une pointe de fierté, sa « mentalité de bourgeois ». Le contrôle quasi permanent qu'il exerce sur le rapport de son fils au territoire et sur ses déplacements vise ainsi à favoriser une mobilité sociale ascendante.

3. Focus sur les « nouveaux entrants »

Parce qu'ils sont souvent jugés essentiels au développement du territoire, et qu'ils peuvent être à ce titre le cœur de cible de politiques d'attractivité (comme c'est le cas par exemple à L'Isle-sur-la-Sorgue), nous nous sommes attachés à réaliser un focus particulier pour cette année 2 sur les « nouveaux arrivants », c'est-à-dire ceux qui se sont installés sur un des territoire étudiés depuis moins de 2 ans (N=18 dont 8 qui se sont installés sur un autre territoire entre le premier et le dernier entretien réalisé). Pour interroger les dynamiques de mobilités dans leurs diversités et ce qu'elles peuvent engager en termes de représentations du territoire, cette entrée est particulièrement féconde.

Les premiers éléments d'analyse soulignent que celles et ceux qui arrivent sur un territoire, lorsqu'ils appartiennent aux populations plus mobiles, à plus fort pouvoir d'achat, actives ou retraitées reconnaissent les lieux où aller, où se rendre, où vivre quotidiennement. Au-delà des effets mécaniques du prix du foncier, qui les conduit à investir certains quartiers résidentiels, leur mobilité géographique ne change pas grand-chose à l'appréhension de leur place dans la société : ils se déplacent dans des territoires qui ressemblent aux territoires qu'ils ont quittés et ils délaissent ceux qu'ils n'ont jamais fréquentés. Certains mettent en place de véritables stratégies d'évitement des lieux qu'ils ne connaissent pas (n'y passent jamais) ou seulement « en creux », c'est-à-dire par la réputation acquise dans les cercles de sociabilités qu'ils fréquentent. C'est par exemple le cas des « nouveaux entrants » à fort capitaux économiques qui investissent le territoire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Résidant en périphérie du centre-ville dans les quartiers aisés et résidentiels de la commune, ils se rendent fréquemment dans le centre ancien mais selon un parcours finalement très « cadré » qui leur permet d'éviter les franges jugées trop dégradées et pauvres de ce territoire. Du centre ancien, ces nouveaux arrivants n'en fréquentent en réalité que les portions réhabilitées et mises en valeur par la commune dans le cadre de ses récentes politiques de valorisation. On pense aussi à ce cadre d'un

grand groupe industriel qui travaille à l'Estaque mais qui a délibérément choisi de ne pas habiter Marseille et de s'installer à Rognac, à défaut de la Côte bleue, jugée inaccessible en terme de foncier.

Pour autant les entretiens réalisés soulignent aussi combien la détention d'un capital d'autochtonie sur le territoire nouvellement investi peut être déterminante dans le sentiment ou non de bien vivre. Ainsi pour Esteban, un cadre d'une entreprise marseillaise fraîchement installé à Rognac le capital économique et la stabilité professionnelle n'ont pas compensé un cruel manque de capital d'autochtonie : s'il tente de se recréer des circonstances de vie assez semblables à celles qu'il avait connues dans ses anciennes régions de résidence - milieu semi-rural, maison individuelle dans un quartier aisé - il ne parvient pas à se construire des réseaux de sociabilité extra-professionnels.

Cette insertion dans des réseaux de sociabilité locaux apparaît tout aussi importante dans le rapport qu'Anne, elle-aussi nouvelle arrivante, entretient avec le territoire marseillais. Son sentiment de bien vivre est bien sûr lié à sa condition économique qui lui permet de se projeter sans crainte dans l'avenir. Anne est une quinquagénaire au chômage. Après avoir occupé durant plusieurs années un poste de haut cadre dans une grande entreprise privée, elle a fait un *burn-out* puis décidé de quitter le monde du salariat (« *j'ai revu tout mon modèle économique qui est [...] un peu compliqué : en gros, ne pas être obligée d'être re-salariée jusqu'à ma retraite* »). Elle vit désormais avec un confortable chômage et de l'argent placé en attendant sa retraite. Si Anne a privilégié un déménagement dans une ville qu'elle dit « *adorer* » au risque de mettre fin à sa vie professionnelle (« *ici il n'y a pas de boulot, ça [les gens que je connais ici] l'ont tous dit* »), c'est évidemment parce qu'elle en a les moyens économiques. C'est aussi parce qu'étant célibataire et sans enfant, elle n'a pas la contrainte familiale. C'est enfin parce que les liens d'interconnaissance qu'elle a noués localement lui permettent de compenser les désajustements liés à sa trajectoire professionnelle. Car en réalité, en s'installant à Marseille, Anne s'installe dans une ville où elle entretient déjà un réseau de relations amicales. Dès 2012, alors qu'elle occupait encore son poste de cadre supérieur, elle a noué dans la ville des relations amicales :

« Je te donne un peu de background quand même. En 2012, j'ai rencontré par Facebook un groupe qui faisait de la randonnée ici, un groupe d'amis complètement informel, si tu veux. Et moi j'étais avec un groupe d'amis, on préparait un 100 kilomètres, [...] 100 kilomètres marchés, moi je ne pouvais pas le faire parce que je m'étais blessée avant mais... je m'occupais de [...] de l'organisation. [...] C'était le Oxfam Trailwalker. [...] en discutant, j'ai dit « ça serait bien, on pourrait venir s'entraîner... » [...] Parce que nous, si tu veux, à Paris, hein, c'est toujours un peu... Fontainebleau, moi ça me saoule. [...] Et ils disent « ok, ok », et puis je dis « vous avez un hôtel à nous conseiller ? », « mais vous n'allez pas venir à l'hôtel, vous pouvez venir chez nous ». Des gens que je rencontre sur Facebook, qui ne me connaissent ni d'Eve, ni d'Adam, ouais, je me suis dit... tiens... j'étais un peu impressionnée. Après ils m'ont dit « oui mais chez nous, il y a la place, chez vous, il n'y a pas la place ». [...] La fille avec qui j'ai connecté à ce moment-là et puis un... un garçon aussi. [...] C'est devenu mes meilleurs amis marseillais ! [...] Et aujourd'hui, c'est encore... voilà, c'est des gens, on a une relation vraiment... super, super forte. [...] C'est à cause ou grâce à eux, je ne sais pas comment dire, que je suis ici ».

Entre 2012 et 2017, Anne se constitue donc un petit groupe d'amis dans la région et en particulier sur Marseille et se fait progressivement à l'idée de quitter son poste et de quitter Paris :

« Donc je montais et je descendais, et j'ai toujours dit que je partirais de Paris dès que je pourrais. Et le jour où j'ai pu quitter ma boîte à 55 ans, si tu veux, après... 25 ans de salariat dans un gros groupe... Je savais que je voulais partir, mais en venant ici, je savais où je voulais partir. [...] Parce qu'en plus, quand tu pars tout seul je ne me voyais pas toute seule débarquer dans une ville où je ne connaissais personne ».

Une fois sur place, Anne multiplie les relations, cette fois-ci en s'engageant dans des réseaux associatifs locaux¹⁴. Son cas témoigne de l'importance de l'ancrage social et des sociabilités locales dans le développement d'un sentiment de bien vivre sur un territoire.

Ces éléments invitent par ailleurs à considérer la place des "revenants", c'est-à-dire de ces enquêtés qui d'un point de vue statistique peuvent être qualifiés de nouveaux entrants dans la mesure où ils résident dans la commune depuis moins de 3 ans alors même qu'ils ont déjà résidé sur ce territoire pendant leur enfance ou à certaines périodes de leur vie. Dans ce cas, il est important de prendre en compte la manière dont ce territoire dans lequel on revient va cristalliser des situations de reclassement ou de déclassement social, c'est le cas par exemple d'Elie, cet enquêté qui revient s'installer chez ses parents à Marignane après un long séjour en Normandie parce qu'il n'a plus les moyens de survivre.

De tout point de vue, Elie revient de loin ! Lui, c'est un revenant. Son parcours est atypique. Originaire du Bigorre et ayant grandi à Marignane, Elie a eu dix vies. Sur un plan professionnel, il a occupé une multitude d'emplois (coiffeur, boulanger, caissier, conducteur de *diabline* à Aix, vendeur en librairie, vendangeur, maraîcher, postier, etc.). Le travail qu'il occupe actuellement est chef *dispatcher* dans une entreprise de livraison à domicile de courses. Ce poste est lié à une promotion récente, suite au retrait de son permis de conduire. Anciennement livreur, assidu et bosseur, il a vite gagné la confiance de ses supérieurs. C'est pour cela, explique-t-il, que son retrait de permis lui a valu cette promotion.

Elie est à tout point de vue un revenant. Déjà, parce qu'il revient de loin ! De Normandie. Là-bas, il a été s'installer en 2010 pour suivre sa compagne, stagiaire en librairie, d'une dizaine d'années sa cadette, et originaire de Normandie. C'est leur rencontre qui va le faire quitter Aix. Après plusieurs mois de fréquentation, elle tombe enceinte et émet rapidement le désir de retourner en Normandie. Elie a tout quitté pour la suivre. Son travail, son train de vie nocturne dans certains bars aixois. Il a également vendu son petit appartement aixois pour acheter une maison avec jardin à Rouen, pas très loin de l'usine qui a défrayé la chronique récemment : une véritable affaire, du moins jusqu'à l'incendie de l'usine. Elie a aussi abandonné une émission qu'il animait, qui faisait sa fierté, sur les ondes d'une radio locale. Elie est en effet punk, affiche *a minima* ce caractère par ses tenus. Il n'est pas anarchiste, ni *redskin*, encore moins de l'autre bord. Il se dit « apo(litique) ». Mais ce minimum d'affichage a pesé sur la volonté de sa compagne de quitter Aix. Car Elie a rencontré de sérieux problèmes avec une

¹⁴ C'est un point que nous aurons l'occasion d'aborder par la suite, dans la sous-partie "Socialisations militantes, rapports au territoire de résidence et mobilités".

bande d'extrême droite avignonnaise qui avait pris ses quartiers à Aix-en-Provence. Les années qui précèdent son départ sont marquées par une série de ratonnades conduites chaque week-end en ville, durant près de deux ans. Elie en a été une des nombreuses victimes, se faisant lyncher un soir par une dizaine d'individus, alors qu'il rentrait seul chez lui. Depuis, Elie n'a plus de dents, il porte un dentier.

La Normandie constituait alors un nouvel *El Dorado* : un renouveau professionnel, une vie de famille avec son enfant, les soucis derrière soi, etc. Mais l'arrivée sur place l'a vite fait déchanter. Il a tout perdu. Au bout de quelques mois, sa compagne l'a quitté. Celle-ci s'est installée avec son meilleur ami normand d'alors. Elie s'est retrouvé seul, et a de moins en moins vu son fils, son ex-compagne le lui refusant. Sa situation s'est davantage compliquée lorsqu'elle lui a réclamé une pension alimentaire. Car sa galère normande est aussi professionnelle. Elie, qui ne supporte pas le chômage, ne parvient pas à trouver du travail sinon quelques jobs, ici et là, souvent saisonniers. Il décroche de petits contrats, à l'instar d'un contrat temporaire de postier, de plusieurs mois. Cet emploi, Elie l'a particulièrement apprécié, l'amenant à parcourir la proche campagne et à marquer, lors de ses tournées, une présence sociale auprès des personnes âgées, contact chaleureux qu'il a affectionné. Mais ce contrat n'a pas été reconduit...

A tout cela finit aussi par s'ajouter une distance avec sa propre famille, à Marignane, avec qui il n'est pas en conflit, mais qu'il ne voit plus. Fauché, Elie ne descend plus que rarement dans le Sud, voir ses proches. Mais il ne veut pas trop que sa famille monte non plus voir l'envers du décor. Car là-bas, il a connu le squat. Certes, Elie se décrit comme punk et le squat fait partie du décorum et de l'action politique (il l'a connu dans sa jeunesse, à Marseille, assidu fréquenteur du Cours Julien). Certes, il est également propriétaire d'une maison en Normandie qu'il loue à un proche. Mais c'est ce dernier qui finit par l'héberger (!). Son implantation en Normandie, hormis la « scène » punk locale (concerts, mode urbaine, etc.) et une émission de radio qu'il anime dans une petite radio locale, a été catastrophique. Juste avant son retour dans le sud, cela faisait plus de 6 mois qu'il n'avait ni vu ni même parlé par téléphone à son fils ; et plus de 3 ans qu'il n'avait pas vu sa famille dans le sud. Sans activité, il trouve refuge sur Internet, sauve les apparences sur son compte Facebook où ses proches s'enquière de ses nouvelles. Mais fin 2016, Elie passe seul son Noël. Le Noël de trop ! Il fait une dépression et laisse craindre le pire à ses proches. En bref, comme il nous l'explique :

« Là-haut ça n'allait vraiment pas bien. En fait, mon petit frère m'a appelé un soir en me disant : "Soit je te paye le billet et tu descends tout seul, soit je monte et je te prends par la peau du cul et je te redescends". Parce que je n'avais pas donné de nouvelles pendant un moment, mes parents sentaient que je n'allais pas bien... Mais rentrer, ça a été le bon choix ».

Le « bon choix ». Elie finit en effet par rentrer dans le sud. Il s'installe à 45 ans chez ses parents, boulangers à la retraite.

« Ce n'est pas par choix que je suis redescendu de Normandie il y a 3 ans. Je n'avais pas vu mes parents et ma famille pendant 3-4 ans. Et n'étant ni au chômage ni au RSA à l'époque, je n'avais qu'une possibilité, c'était de vivre chez mes parents. Du coup, ça fait 3 ans que je vis là. Ça se passe

bien parce que mes parents ont un autre lieu d'habitation, une maison secondaire dans les Alpes et ils y sont assez régulièrement ».

Revenu au foyer familial, Elie se reconstruit donc : de façon fulgurante. D'abord, il en passe par de petits boulots, notamment en intérim. C'est comme cela qu'il entre dans l'entreprise dans laquelle il travaille actuellement. D'abord, comme chauffeur-livreur intérimaire. Puis, au bout de quelques mois, on lui propose un CDD qui sera transformé en CDI. Une promotion viendra alors parfaire sa position au sein de la structure : Elie est désormais « chef *dispatcher* » et encadre une équipe de livreurs. Mais cette reconstruction ne se limite pas à ce plan professionnel. Elie a à nouveau une mutuelle par exemple. Il a pu faire faire des lunettes à sa vue et en bon état, reprendre des rendez-vous chez le dentiste, changer son dentier cassé. Surtout, s'éloigner de la Normandie lui a permis de se rapprocher comme jamais de son fils, et d'être paradoxalement plus présent :

« Je vois (davantage) mon fils. Il est en Normandie et, moi, je suis en région PACA. Donc c'est loin. Mais je le vois plus maintenant que quand j'étais en Normandie. Donc c'est un bon point pour moi. (...) Heureusement, j'ai trouvé un CDI. Ma vie a changé depuis que j'ai trouvé ce CDI ».

Le dialogue est ainsi renoué avec son ex-compagne. Chaque dimanche soir, il passe une heure au téléphone avec son fils. Il le voit deux à trois semaines par an, durant les vacances. Il le récupère en Normandie et va en vacances à la montagne chez ses parents, ou l'accueille à Marignane l'été pour aller à la mer. Le travail a ainsi, pour Elie, tout changé :

« Ça fait trois ans que je suis là, ça fait deux ans que je travaille (dans mon entreprise actuelle). Là, ça fait deux ans que je ne pense qu'au boulot, à avoir ma promotion ; et à mon fils, à le voir le plus souvent possible. Le boulot me le permet. J'ai été monopolisé sur mon boulot et voir mon fils ».

A tout point de vue, Elie revient de loin. Pour lui, les choses sont désormais claires : « *Depuis que je suis revenu de Normandie, je vis mieux ici que là-haut* ». Sa réimplantation à Marignane l'a relancé. Sorti de l'urgence, il peut par exemple se projeter. Et dans sa reconstruction, une seule chose reste en souffrance : « *avoir un 'chez soi'* ». Car, si Elie est installé chez ses parents, cette situation ne saurait être autre que transitoire. Il est sur le départ, il « *souhaite déménager* ». Et là encore, ses ressources familiales entrent en jeu. Ses parents, en effet, lui « *ont proposé d'avoir une autre maison (appartement dont ils sont propriétaires à Marignane). (...) c'est marrant : je serai plus près du boulot, et je serai chez moi* ». La reconstruction professionnelle apparaît ainsi centrale dans la trajectoire d'Elie. Mais elle en passe par une assise territoriale et en passe par des ressources familiales, elles-mêmes ancrées à Marignane.

Ces mouvements spatiaux et sociaux dessinent des expériences sensibles du territoire et peuvent contribuer à mettre celui-ci à l'épreuve de véritables expériences politiques. Qu'ils soient plus ou moins politisés - au sens légitime de cette définition- les individus peuvent trouver là les moyens de se repérer dans le monde social.

B| Expériences sensibles et lectures conflictualisées du territoire ou comment se repérer dans le monde social

Comment les individus expriment-ils leur rapport au territoire ? Comment le décrivent-ils ? Et comment expriment-ils leur propre position sur ce territoire et dans le monde social ? Pour rendre compte de ces représentations, l'analyse des entretiens réalisés souligne le rôle important que joue la dimension politique dans le processus de structuration des représentations individuelles et *in fine* des représentations du territoire des enquêtés. Le politique doit ici être entendu dans son acception élargie. Il tient d'une part, à la manière dont le rapport au territoire des enquêtés peut se fonder sur des grilles de lecture qui relèvent de la politique légitime (importance des engagements militants sur le territoire, opposition frontale ou adhésion aux projets portés par les équipes politiques en place sur les territoires, dynamiques de conquête du pouvoir). Mais on ne saurait s'arrêter ici à cette seule dimension. Les rapports qu'entretiennent les enquêtés à leur territoire s'inscrivent d'autre part dans des expériences sensibles, des sentiments d'injustice, des visions conflictuelles voire hiérarchisées de la société qui ne renvoient pas nécessairement aux enjeux visibilisés et légitimés par les décideurs publics et politiques ou encore qui ne sont pas verbalisés dans les mêmes termes mais qui n'en demeurent pas moins des marqueurs de différenciation sociale. Aussi dans les entretiens, nous avons été particulièrement attentifs à la manière dont les enquêtés pouvaient exprimer (et se retrouver) dans une distinction structurante entre un « eux » et un « nous », qui relève à la fois d'une conscience d'appartenir à un groupe différencié, voire stigmatisé et d'une lecture conflictuelle de certains enjeux de société.

1. Le territoire : une porte d'entrée pour exprimer l'ordinaire du politique

L'analyse de nos matériaux rappelle à quel point il est essentiel de dépasser les grilles de lecture de la politique légitime pour comprendre la manière dont les individus appréhendent leur territoire et leur propre position sociale sur ces territoires. Surtout, cette analyse met en lumière que le territoire et les expériences sensibles qu'en font les individus sont des entrées essentielles pour saisir la façon dont ils construisent leur rapport ordinaire au politique et peuvent être amenés à politiser l'ordinaire. Les entretiens permettent en effet de mettre en évidence que les rapports noués sur les scènes résidentielle, professionnelle, ou dans le cadre scolaire peuvent forger des rapports politiques au territoire qui ne s'articulent pas nécessairement aux schèmes de la politique légitime (qui sont notamment produits ou objectivés par des pratiques militantes associatives et/ou politiques). On s'intéressera alors davantage à « l'ordinaire du politique »¹⁵. Dans notre enquête, les entretiens soulignent combien parler du territoire peut servir de balise pour se repérer dans le monde social, en ce qu'il fournit des grilles de lecture politique (hiérarchisée, sentiments d'injustice, capacité à monter en généralité, etc.) de la place qu'occupe les enquêtés sur le territoire et *in fine* dans la société. Parler du territoire revient alors à livrer une « représentation plus ou

¹⁵ Buton (F.), Lehingue (P.), Mariot (N.), Rozier (S.) (dir.), *L'Ordinaire du Politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

moins explicite et systématique que l'on se fait du monde social, de la position que l'on y occupe et *que l'on 'devrait' y occuper* »¹⁶.

C'est par exemple ce que montre très bien l'analyse des entretiens individuels et collectifs (focus group) réalisés avec une trentaine de jeunes d'un lycée des quartiers populaires de Marseille. Alors que les lycéens sont invités à échanger sur la représentation qu'ils ont de leur lycée et leurs expériences en son sein, ils sont nombreux à témoigner d'un sentiment d'injustice, lié aux différences de niveaux scolaires et des chances de réussite qu'ils perçoivent entre leur lycée, le « lycée Nord » et les « lycées du Sud de la ville ». La différenciation opérée entre un « eux » et un « nous » fortement territorialisés renvoie ici à des logiques classiques de politisation. On voit ainsi comment l'expérience sensible de la vie au lycée, la prise de conscience de sa réputation et les jeux de comparaison entre les établissements peuvent favoriser une politisation du rapport au territoire et aux institutions qui l'incarnent. Ces jeux de différenciations sont notamment favorisés par les interactions avec le corps enseignants mais aussi avec des lycéens scolarisés dans d'autres lycées de la ville (nombre d'entre eux ont des relations d'interconnaissance poussées avec des lycéens d'autres établissements). Ce sentiment de différenciation territorialisé est d'autant plus marqué que ce sentiment d'injustice dépasse la seule problématique de la question scolaire. Il englobe en effet dans les propos de ces jeunes des critiques donnant à voir des différenciations territoriales en termes d'infrastructures de transports, de structures culturelles de loisirs, d'entretien de l'espace public, etc.

“Eux” et “nous”

Dans le prolongement des travaux récents menés sur la transformation des classes populaires, les entretiens réalisés auprès des populations des milieux populaires confirment également le processus de banalisation d'une conscience sociale triangulaire ou de l'effacement du « nous/eux » au profit d'un « eux/nous/Ils »¹⁷. Comme le rappellent Yasmine Siblot et Marie-Hélène Lechien, le « Eux » : « ce serait désormais non pas les membres des classes moyennes et supérieures, mais les groupes et les individus qui incarnent la « pression venant du bas », à la fois plus proches socialement et plus visibles ». Le « Ils » : « ce serait les groupes et les individus occupant une position dominante, profitant d'un ordre social » que les enquêtés « subissent et dénoncent, mais n'imaginent pas le plus souvent pouvoir contester »¹⁸. Sur ce point, le BVR renseigne l'extrême hétérogénéité de cette catégorie « eux » et son articulation aux expériences vécues sur le territoire (les « habitants des cités », les « jeunes », « ceux qui habitent dans la rue en face », « ceux qui ne travaillent pas », « les migrants »). Cette hétérogénéité renvoie néanmoins la plupart du temps à une visibilité raciale associée à des stigmates sociaux dont il est quasiment impossible de se défaire même quand on a donné tous les gages possibles (qu'ils soient professionnels, associatifs, citoyens et territoriaux) à l'image d'Abdel sur la commune de L'Isle-sur-Sorgue déjà mentionné :

¹⁶ Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, Editions de Minuit, 1979, p. 528.

¹⁷ Pasquali (P.), Schwartz (O.), « La *culture du pauvre* : un classique revisité. Hoggart, les classes populaires et la mobilité sociale », *Politix*, 2016/2 (n° 114), p. 21-45.

¹⁸ Lechien (M.-H.) et Siblot (Y.), « « Eux/nous/ils » ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie*, N° 1, vol. 10 | 2019.

« E : Il y a un regard porté sur toi qui n'est pas le même que sur les autres ?

X : C'est une évidence ! Tout le temps, pas une fois je ne l'ai pas ressenti. Je fais abstraction. Puis je travaille à la mairie j'ai un droit de réserve et tout mais ça arrive tout le temps. Même de la part des élus. C'est rien je ne vais pas repartir dans mon pays, c'est là mon pays. J'aimerais bien qu'elle soit élue Marine, pour voir. Pour que les gens comprennent qu'elle ne peut rien faire de tout ce qu'elle annonce. Je me dis, comment peut-on se sentir à 100% français si même les gens de bonne volonté à un moment vont nous regarder de manière différente mais pourtant c'est pas malsain. Pour les débats sur celui ou celle qui ne chante pas la marseillaise et tout, ça me fait sourire, c'est des gens qui vivent sur une autre planète. Ils ne vivent pas notre quotidien à nous. Malheureusement je dis nous. Et c'est ça qui me fais chier. De dire nous. Je ne veux pas dire nous. J'ai jamais voulu le dire et le problème c'est que c'est vraiment associé à nous. JE pense qu'il y a rien qui y fera. Je suis convaincu ça y est, il y a rien.

E : C'est douloureux quand même.

X : Ça blessait à l'époque maintenant ça m'endurcit et ça me fait sourire. Mais ça fait chier. Parce que j'ai l'impression que je dramatise mais c'est vraiment comme ça qu'on le vit tous. On ne se rend pas compte, il faut que quelqu'un soit attaché à moi pendant 1 mois il verrait. Il y a quelque chose de discriminant c'est obligé. C'est douloureux mais on pensait avoir la solution et on l'a pas et en fait y en a pas et on a beau nous faire croire que c'est pas ça et qu'on se victimise. Je l'ai entendu toute ma vie ce mot. Mais non ce n'est pas se victimiser. On y est confronté.

E : Même en faisant tout ce que tu as fait.

X : Exactement ça. C'est compliqué. C'est malheureux parce que bizarrement j'ai toujours été quelqu'un d'hyper sérieux, hyper droit. Parce que ma mère m'a bien éduqué pour montrer aux autres. Et c'est bizarre je suis toujours dans la démonstration. Et des fois ça me fait chier parce que je me dis que je n'ai rien à prouver aux gens. C'est la manière de nous regarder. « Il est bien ce jeune ». Ça veut dire quoi ? Est-ce qu'il est bien en général ou les jeunes... Malheureusement les gens m'ont formaté. Je deviens psychorigide par rapport à ça. Quand j'ai eu le brevet j'étais trop content comme si j'avais eu les 8 bons numéros du loto. Le bac j'en parle pas. La licence alors la ! Je stabilotais le Smail, né en Algérie. Je ne suis pas né en France et du coup, c'est malheureux de devoir prouver aux autres. Pourtant je me dis que je n'ai rien à prouver à personne. Mais je suis fier quand on dit que je bosse bien.

E : Et les jeunes à "l'accueil" ? Ils ressentent la discrimination ?

X : C'est pire que ma génération.

E : Tu leur donne des armes ?

X : Pas assez à ce niveau-là, la discrimination.

E : C'est pas ton boulot ou tu veux pas le prendre en charge ?

X : C'est une bonne question. Je ne pense pas. C'est pas mon boulot. Mais malheureusement on est amené parfois à faire des choses qui n'est pas notre boulot. J'essaye de faire comprendre des choses. Bizarrement j'essaye de faire plus comprendre aux jeunes qui ont une origine qu'aux autres. Parce que, à l'époque nous notre combat c'était combattre la discrimination. Et maintenant le combat des jeunes c'est de se communautariser. Quand j'entends certain d'une origine particulière dire oui je suis arabe. On était avec Cécile, il me dit qu'il est de la ville en question et après il me dit qu'il est marocain. Je lui dis mais tu es français quand même ? Il me dit non je suis un Arabe à lunette. J'ai trouvé ça marrant. Mais le problème il est là. C'est que ces jeunes ne se sentent pas français. A l'époque ma génération, on se sentait français mais on n'était pas considéré comme français. La génération d'aujourd'hui ils ne se sentent pas français et en plus on les considère pas comme français. Je pense que c'est parce que nous la génération d'avant on n'a pas réussi à montrer les solutions, et qu'est-ce qu'on va leur faire croire. Les jeunes j'arrête pas de leur dire. Arrêtez ! Ne parlez pas arabe. Même des petits mots. Pourquoi on parle arabe. A un moment si on passe dans la rue et que les autres, pas ceux d'origine ils disent un mot en arabe. Les gens vont regarder l'animateur et ils vont dire, ah mais j'ai compris. Mais c'est pas moi qui leur ai appris ce mot. Ça ne nous arrange pas ».

A ce titre, le BVR rappelle la nécessité de prendre au sérieux la multiplicité des configurations qui incarnent cette partition ternaire pratique et symbolique de l'espace social et le rôle que peuvent y jouer les propriétés sociales, économiques et culturelles objectives comme celles attribuées au territoire de résidence.

Quand les formes de cohabitation et les liens sociaux impactent les rapports au territoire

S'intéresser à ces formes de politisation non nécessairement structurées par les schèmes politiques légitimes permet également de prendre la mesure du décalage qu'il peut exister entre l'ordonnancement légitime proposé par les institutions et les décideurs publics et politiques pour lire, comprendre et agir sur un territoire et les schèmes de représentation mobilisées par les enquêtés pour appréhender leur territoire. Cette question de la politisation a, par exemple, pris un tour inattendu à l'occasion d'entretiens conduits sur l'un des nouveaux terrains, l'Étang-de-Berre. Notre entrée sur ce territoire sous-tendait en effet un parti-pris : depuis plus d'un demi-siècle, ce territoire semble travaillé par toute une série de thématiques et problématiques. Pour l'équipe, en intégrant ce nouveau territoire il s'agissait notamment de capter la place que pouvait occuper dans les représentations des enquêtés la pollution liée au complexe industrialo-portuaire, à l'aéroport et aux activités aériennes, la pollution marine de l'étang, ou sur la plus récente problématique santé-environnementale, en vogue depuis la bagarre autour l'incinérateur de Fos-sur-Mer et l'anomalie statistique locale des cancers, longtemps pressentie, mais dernièrement caractérisée par l'équipe de Barbara Allen. Seulement, tout travaillé soit ce territoire, c'est loin d'être l'ensemble des interviewés qui y font référence. Pas absentes ni complètement transparentes¹⁹, ces thématiques et problématiques sont, plus sûrement,

¹⁹ Certains enquêtés ont, eux, bien fait part de leur préoccupation à l'égard des problématiques environnementales - pollution liée à l'activité industrielle, aux dites « pollutions sonores » en lien avec la circulation aérienne, ou encore leur intérêt pour les

évitées²⁰, intermittentes²¹ ou confinées. C'est ce qu'on a pu observer lors de l'un des entretiens réalisés auprès d'un habitant de la commune de Marignane qui alors que le fracas des réacteurs, allait jusqu'à faire vibrer le mobilier et parasiter les échanges, insiste plus que lourdement sur la surabondance de ronds-points semblant davantage lui poser problème que l'incessant balai aérien et ses conséquences sanitaires. En ce sens le territoire constitue une porte d'entrée heuristique pour interroger les rapports ordinaires au politique. Deux dimensions sont ici particulièrement intéressantes à prendre en compte : la manière dont les formes de cohabitation peuvent peser sur les représentations des enquêtés et comment les liens sociaux peuvent constituer des épreuves.

Cohabiter

Le premier constat que l'on peut faire est que la liste des sujets qui sont sources d'indignation, d'injustice ou de « scandales », est très longue dans les entretiens considérés. Parmi d'autres : piétonisation du centre-ville à Marignane (qui a « *tué le centre-ville* »), impossibilité « *scandaleuse* » pour les élèves d'aller à la piscine à cause du trajet, perte du bénéfice de la bourse scolaire et de la prime de rentrée (« *On se sent relégués. On se sent pris un peu dans cet entre-deux de français moyen où on se dit qu'il y a une forme d'injustice sociale* »), vétusté de tel poste de police, prise en charge paradoxale des plaintes au commissariat (« *On a le sentiment d'une injustice quand on nous fait revenir quatre fois. On a l'impression de vivre la double peine* »), les dites « familles à problème », les voitures brûlées à l'entrée du quartier, la stigmatisation du quartier, le chômage des jeunes, le « veganisme », les croisades morales (« *Arrêter de fumer, arrêter de boire, arrêter de manger de la viande, on nous infantilise !* »), l'éducation (savoir lire ou écrire, sortie accélérée du système scolaire liée aux nouvelles mesures gouvernementales, exclusion en lien avec Parcoursup), violence sur les femmes (suite à un féminicide médiatisé et survenu récemment à Marignane), etc. A cela s'ajoutent aussi des préoccupations inattendues et plutôt surprenantes, mais fermement inscrites dans une expérience ordinaire. Ainsi, en est-il de la question des rond-point :

« J'en ai marre qu'ils (la mairie) nous mettent des ronds-points de partout, même si ce n'est pas grave. (...) Celui de « Mac Do », celui de l'hélicoptère, celui de Mercedes, celui du commissariat, celui de Leclerc, celui de Total, celui de la barque, celui de la zone industrielle, et maintenant un (de plus) : il y en a huit sur toute l'avenue du 8 mai. (...) Et ça coûte une blinde, paraît-il, de construire un rond-point. En plus, [sur] le dernier qu'ils ont fait, ils ont mis un monument en rapport à une guerre avec des Russes, donc il y a une sculpture lumineuse. (...) Le camp de gitans a brûlé à côté : il y a toujours les déchets, les voitures calcinées. A côté de ça, ils ont fait le revêtement du rond-point et les marquages au sol, plutôt que de virer les voitures calcinées. Mais je ne suis pas monomaniac des ronds-points. (...) J'y passe tous les jours [en vélo pour aller au travail] » (Elie).

stratégies de revalorisation de l'Etang-du-Bolmon et des rives de l'Etang-de-Berre. Cela n'empêchera pas l'un d'eux de toutefois nuancer ses propos en soulignant que ces activités polluantes génèrent aussi de l'emploi.

²⁰ Eliasoph (N.), *Avoiding politics, How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge University Press, 2005.

²¹ Carrel (M.), Ion (J.), Neveu (C.) (dir.), *Les Intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyenne dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Pour Mylène, enquêtée à la retraite et habitante de Vitrolles, c'est le revêtement du sol de son appartement HLM tout juste rénové dans le cadre d'un projet ANRU, qui est source de profond embarras. Pour elle, « *Bien vivre, c'est mettre du carrelage dans son HLM* » ; pas du gerflex ! Comme elle l'explique :

« *Il me fait suer*[ce gerflex dans le salon où elle reçoit ses invités], *ce n'est jamais assez propre. (...) Mais il est certain que demain, je pourrais me payer du carrelage dans tout l'appartement, ce serait un grand bonheur !* »

Ces considérations, toujours à temps d'être réduites à de la « monomanie », sont loin d'être minimisés par les enquêtés lors des entretiens. Il paraît même difficile de les délester d'une charge ou du moins d'un potentiel politique, ne soient-ils qu'en devenir. Dans le cas des ronds-points par exemple, sur lesquels reviendra à plusieurs reprises Elie durant l'entretien, des reportages télévisés y ont été dédiés, offrant une caisse de résonance à son expérience routinière et un minimum de cadrage à celle-ci. Ainsi, se peut-il que le prisme de la sécurité routière cède le pas, par exemple, à la question de l'usage de l'argent public, offrant une résonance plus critique à cette multiplication de rond-point. On sait aussi ce qu'il en est de la question de la propreté et de son importance dans les espaces publics, soient-ils des salons.

Les sujets de concernement sont ainsi nombreux et témoignent d'une forte présence de la chose politique dans l'ordinaire, loin de la désertification des bureaux de vote. Les démangeaisons en la matière sont nombreuses, et la liste, d'ores et déjà longue, est loin d'être close. Une multitude d'autres préoccupations au registre plus resserré d'une « cohabitation » et de formes de coprésences, est également présente dans les entretiens. Ces préoccupations, auxquelles nous avons eu accès, renvoient à divers lieux communs (propreté, proximité de commerces, délinquance, incivisme, etc.), des sortes de « petits bobos » qui viennent pourtant envenimer la vie quotidienne. Concernant la propreté au quartier des Pins à Vitrolles, Mylène n'en démord par exemple pas : il s'agit de s'attaquer à « *la saleté et l'incivisme près des poubelles* ». Empruntant des sillons collectifs balisant un territoire,

« *On*[i. e. le Conseil citoyen du quartier des Pins] *est entrain de demander [à la mairie d'agir sur] la saleté et l'incivisme près des poubelles. Comment aborder les gens, comment progresser : on travaille là-dessus. [Mais] Quand un maire aura été réélu, on va demander, au niveau des poubelles, des encombrants etc., qu'ils se remettent à verbaliser* ».

De même, les voitures tampons, dont les Forces de l'ordre « *ne se sont jamais suffisamment occupées* » à l'avis de Mylène, semblent gêner.

« *Ce n'est pas facile, reconnaît-elle, les voitures qui ne bougent jamais... (...) vous avez une voiture tampon, ils*[les policiers] *considèrent qu'elle n'a pas bougé. Un signalement et*[ils reviennent plus tard et constatent qu'] *elle n'a pas bougé ? Ils mettent un PV dessus. Et ils avertissent sur le PV que si elles ne bougent pas dans 3 mois, ils la font embarquer. Donc, elle*[la voiture] *bouge de cinq mètres, et on recommence...* ».

A ces questions s'ajoute aussi la situation des jeunes qui, étant sortis du système scolaire, traînent, se rassemblent dans la rue et « *gênent* » ; voire de façon plus ciblée encore, certaines familles dites « *à problèmes* ». Ainsi, toujours dans ce quartier des Pins, s'il y a du mieux concernant les jeunes, « *Il y a (aussi), selon Mylène, une famille à problèmes qu'on veut faire partir* » ! Seulement, comme

elle nous l'explique, « *on n'y arrive pas à cause des lois, à cause de la mairie qui est trop lente...* ». L'enquêtée se gardera bien de nous en dire davantage au sujet de ce qui laisse comprendre comme une tentative (discrète et plutôt douteuse) d'exclusion « ciblée ». Mais ce type de difficultés est loin de se confiner au territoire supposé « de » Mylène. A propos de ce même type de tensions, Amar, travailleur social et résidant dans un quartier « *plus calme* » de la ville, soulignera qu'« *On a eu des voisins un peu fous... On a d'ailleurs, actuellement, des voisins qui ne dorment pas toute la nuit, jusqu'à 4 heures du matin, avec des enfants qui courent de partout* ». Cette famille lui apparaissant « *Limite, à signaler !* » dans le cadre d'une prise en charge par les services sociaux.

Toujours concernant ces difficultés de l'ordinaire, les enquêtés soulignent également de petits larcins tels que les vols avec effractions dans les véhicules stationnés. Mal vécus, ces vols et les dégâts occasionnés se redoublent alors d'autres difficultés, du fait que l'intendance ne semble pas suivre une fois au poste de police. Ainsi que l'explique Amar, qui en a été victime :

« Quand on nous a brisé la voiture, et qu'on va au commissariat, enfin..., on a un sentiment d'injustice quand on nous fait revenir quatre fois ! On a l'impression de vivre la double peine par rapport à l'accueil de la Police nationale, qui sont parfois dans leur logique, dans leurs contraintes ».

Cette injustice lui semble d'autant plus sérieuse que le cas n'est pas isolé (dénotant du fait qu'on en témoigne et en parle dans certains réseaux de voisinage ou autre, et que cela concerne a minima) : « *C'est (certes) lié à une expérience, mais aussi par rapport à ce que je vois. Je constate que je suis pas le seul. Je l'ai constaté dans l'entourage* » précisera Amar. Un autre exemple réside dans les voitures qui sont régulièrement brûlées en bordure du quartier des Pins, dont nous fera part Mylène, actes qu'elle présentera, à l'écho de certains dires dans la Cité, comme des « *coups d'assurance* » commandités²².

Enfin, on soulignera, parmi ces cohabitations problématiques, les difficultés posées par la proximité de certains commerces. Pour Amar, par exemple : « *Moi, j'ai acheté un appartement dans une résidence qui est très calme. Cela commence un petit peu à changer, de fait qu'il y ait une alimentation de nuit qui s'est installée* ». La quiétude quotidienne est en effet rompue par cette récente implantation. Ainsi qu'il l'explique :

« on se retrouve avec des bruits de voiture. (...) Puis, j'ai appris qu'ils ne devaient pas vendre de l'alcool... Enfin "apparemment" (puisque) il y a de l'alcool qui est vendu. Du coup, il y a des jeunes qui viennent. Ça amène de l'attroupement, du rassemblement gênant. Ça amène des nuisances sonores, du bruit jusqu'à trois heures du matin ».

Comme on le voit, les troubles anodins issus de formes de cohabitation et de coprésences sont multiples. Mêmes s'ils n'ont rien d'exhaustifs ici (il ne s'agit pas de faire le tour des problèmes rencontrés, ni de les trier ou les catégoriser en fonction d'une quelconque typologie), ces quelques exemples permettent de restituer un ensemble de petites tracasseries et de considérations ancrées dans

²² Comme elle l'explique : « *On sait qu'il y a un endroit précis au bord de la route [qui délimite le quartier], où on a de temps en temps une voiture qui brûle. Le dimanche soir, il y a 15 jours, c'était un "coup d'assurance". Ça n'a pas marché, parce qu'il y a des gens qui ont témoigné, qui ont vu des jeunes mettre le feu, etc. Alors donc il y a les "coups d'assurance", il y a les règlements de compte, etc.* »

un ordinaire, qui troublent les personnes qui y sont exposées. Ces troubles semblent comme parasiter un vivre-ensemble, et sont parfois sources d'exaspération²³, certains allant jusqu'à envisager quelques règlements discrets et douteux (s'agissant de faire déguerpir par tous les moyens une dite « *famille à problèmes* »). Mais c'est aussi parce qu'ils parasitent, qu'ils permettent d'approcher au plus près de possibles trajectoires politiques et, plus avant, leurs effets territoriaux. Mis au travail « au jour le jour » (dans les discussions anodines, etc.), et répondant d'un « vivre-ensemble » et d'éventuelles grandeurs²⁴, ils décrivent des élans de politisation à faible portée dans lesquels s'aventurent les acteurs et qui leur permettent de penser leurs rapports aux autres et, plus loin, au territoire.

Or, c'est à ce point précis que la politisation recouvre un caractère plus processuel. Souvent, les difficultés semblent s'ajuster à une « micropolitique du trouble »²⁵, les personnes affectées orientant les difficultés qui sont les leurs vers des instances (institutions ou associations) d'ores et déjà existantes, et supposées réparatrices ou en capacité de remédier au problème ; le problème est alors défini au regard de ces instances, et n'est pas, parfois, sans se redoubler d'autres difficultés à surmonter (« personne ne fait rien », « double peine »). De même, arrive-t-il fréquent que les difficultés se dissipent (derrière des négociations privées, un « faire avec », etc.), ou se résolvent par des biais plus détournés et imprévus. C'est le cas de l'ANRU à Vitrolles. Celle-ci aurait, en effet, « tout changé » au quartier des Pins²⁶. Amar avouera avoir tiré un enseignement qui le laissait jusque-là sceptique : agir sur le bâti et l'urbanisme peut avoir des effets sociaux, les chiffres de la délinquance ayant baissé suite à la rénovation urbaine. Ainsi, « *cela a tout changé* » ; à l'exception, peut-être, de la saleté autour des poubelles et de l'incivisme que celle-ci vient caractériser, et dont le futur maire va prochainement entendre parler.

Il reste que ce caractère processuel n'est pas non plus sans tendre vers la prise d'un problème public²⁷. Les troubles sont partagés, travaillés dans l'ordinaire : ils en passent ici par la catalyse d'une enquête sociale portée par un public ouvert en grand²⁸. Ce faisant, ils se confrontent déjà à leur propre spatialité, pour autant

²³ Stavo-Debaugé (J.), « L'Indifférence du passant qui se meut, les ancrages du résidant qui s'émeut », in Cefai (D.), Pasquier (D.), *Les sens du public*, Paris, PUF, 2003, pp. 347-371.

²⁴ Dewey (J.), *Le Public et ses problèmes*, Pau/Paris, PUP/Farrago-Leo Scheer, 2003 [1927].

²⁵ Emerson (R.), Messinger (S.), « The Micro-Politics of Trouble », *Social Problems*, vol. 25, no 2, 1977, pp. 121-134.

²⁶ Pour Mylène, par exemple, « *Avec la réhabilitation, le changement a été absolu. (...) ils ont enlevé sept commerces complètement pourris. On remet des jeux enfants, on a écroulé la vieille maison de quartier qui ne servait plus et qui avait brûlée (un point de deal important). (...) C'est l'ANRU qui a fait que ça a tout changé* ». Amar partage une vue similaire : la réhabilitation a eu un effet d'apaisement certain dans le quartier en produisant de la centralité urbaine. « *Avant, quand on marchait à Vitrolles, les regards étaient agressifs. Les gens ne se supportaient pas. Je n'étais pas le seul à le constater. Il y avait une tension. (...) Il n'y avait pas la médiathèque. Il y avait des grandes barres d'immeubles. C'était enclavé. Il y avait plein de problèmes de rassemblement. Aujourd'hui, on est dans une circulation. Il y a une aération. Ça a créé une forme d'apaisement social* ».

²⁷ Boltanski (L.), Thevenot (L.), *De la Justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

²⁸ Cette enquête sociale vise à définir et porter un problème puis à le réguler afin de protéger de la privacy affectée. C'est idéalement, chez Dewey, ce public, constitué de l'ensemble des personnes affectées et supposées étrangères les unes les autres, qui

qu'il s'agisse bien de faire naître ensemble, de con-science, de co-naître. La rencontre et le lien (en un mot, la connaissance) sont ici au cœur même de ces processus ; et la question est de savoir où se rencontre-t-on, fait-on connaissance, est-on présenté à ? Où, aussi, croise-t-on ses connaissances, se reconnaît-on, prend-on des « nouvelles », etc. ? Où tout cela survient-il sinon dans les espaces, lieux et moments publics ? L'attention se recentre alors sur ces « coins de rue »²⁹ et les espaces publics urbains, sans se couper d'un « faire connaissance » mis au travail au cœur de cette logique d'enquête sociale. Mais parce qu'il est question ici de gagner les espaces publics, la menace de l'évitement et d'une ignorance n'est jamais loin non plus. C'est ici que les difficultés soulignées précédemment flèchent sur certaines formes plus décalées de rapport au politique que les enquêtés entretiennent - les rapports à la marge ou encore les façons de border la politique (Rancière, 1998) : elles peinent à trouver un pleine portée problème politique, et demeurent à la marge.

Le lien social à l'épreuve

Or, il est notable que le lien et la rencontre apparaissent plus qu'importants pour l'ensemble des personnes interrogées. La question du « lien social » est non seulement prégnante mais récurrente dans les entretiens³⁰. Selon l'enquête en question, elle prend des formes différentes, mais s'ajuste souvent à la question du voisinage. Pour Mylène par exemple, ce sont ses activités associatives et ses responsabilités récentes au sein de diverses structures du quartier qui nouent du « lien social ». Une « richesse » selon elle, sur laquelle elle n'hésite aucunement à capitaliser. Si elle a longtemps fréquenté les associations du Vieux village et ne s'est pas toujours sentie tout à fait à sa place aux Pins³¹, son « réinvestissement » récent, à la fois « notable » et « représentatif » dans le quartier (où elle réside tout de même depuis 34 ans !), porte une telle étoffe :

« C'est une richesse par le lien social, des responsabilités dans le monde social. Ici avec mes voisins, il ne se passe rien. On s'aime bien, on se dit "bonjour", on se dit qu'il faut faire attention à la poubelle, etc. (...) Je connais mes voisins, mais parce que je suis impliquée dans quatre associations de mon quartier. Je suis à la CNL, je suis à l'aide aux devoirs, je suis au Conseil citoyen et je suis à la Toupie informatique qui donne des cours d'informatiques à la médiathèque (à côté). Ça m'a appris à aimer mon quartier et à aimer mes voisins. (...) Ça passe par le social, les

définit les contours du problème, ce qu'il est ou non, quelles sont les responsabilités imputables ou non, et qui, plus avant, institue les formes de régulations qu'il convient d'apporter.

²⁹ Gayet-Viaud (C.), Bidet (A.), Le Méner (E.), (dir.), « Le politique au coin de la rue », *Politix*, n° 125, 2019.

³⁰ Parfois, il en va même d'une dimension sanitaire. Ainsi, pour Amar, éducateur en prévention spécialisée, son absence « peut affecter notre psychologie ».

³¹ Allant même jusqu'à « cacher pendant 20 ans, que j'y habitais aux gens du Vieux village (qu'elle fréquentait) » ! Selon elle : « On entend souvent dire "Olala, tu habites les Pins ?", "Ben oui, j'habite les Pins. C'est mon quartier." On en a énormément souffert de ça. Le maire nous a ouvert le ghetto. Dans le plan ANRU, il a enlevé des bâtiments. Maintenant, on ose dire - je ne suis pas la seule - qu'on habite les Pins, et on ne veut plus être attaqué. (...) on y vit mieux, on commence à se connaître. Bon, si on attaque (le quartier), je ne répondrais pas comme je viens de vous répondre. Je répondrais dans la nuance, parce que je ne veux pas m'entendre dire des choses qui me... "Ah il y a une voiture qui a brûlée c'est encore aux Pins." Je le crains. (Car) c'est peut-être un peu vrai... » (Mylène).

responsabilités, l'intérêt de ces responsabilités, la reconnaissance » (Mylène).

Ces activités et responsabilités l'amènent ainsi à se notabiliser, à côtoyer ses voisins, et « à commencer à se connaître » avec eux, le fait de simplement « voisiner » durant plusieurs décennies n'y suffisant apparemment pas. Seulement, il est remarquable que ces côtoiements s'opèrent principalement à l'occasion de sorties (du quartier) qui sont, pour Mylène, autant d'occasions de rencontres. Comme elle l'explique :

« Bon, on sort les familles... (...) Au Conseil citoyen, on a amené à la Barben (zoo), le 15 juin, 68 personnes, 16 familles. Le lien social ? On ne fait pas que les emmener à la Barben ! On pique-nique ensemble et on partage les gâteaux au dessert. On s'est vu pour attendre le car, on s'est parlé, parce qu'on ne les connaissait pas ces gens. On les a vu au moment de l'inscription, au moment de l'attente du car, au moment du pique-nique, au moment du partage des gâteaux, au moment où on est rentré voir les rapaces, et 20 minutes pour attendre le bus. Là, ils ont parlé de la journée. Quand on s'est quitté, on a eu des remerciements, "Faites-nous la fête des voisins", etc. »

Pour Amar, en revanche, ce « lien social », tout aussi important, passe par un autre biais. Il se tisse et s'ancre, pour lui, autour des enfants, en particulier devant l'école du quartier où se rencontrent et se croisent quotidiennement les parents :

« Je le vois par rapport aux familles que je côtoie. On fait des anniversaires avec les enfants. On fait des apéros au bord de l'étang. (...) Il y a une confiance entre les voisins. On se mélange, que ce soit au niveau de la résidence ou des villas autour. Il y a des liens qui se sont tissés entre parents quand on se voit devant l'école. On se rencontre. On arrive à se parler. On est déjà venu m'aborder pour donner un coup de main sur des événements du quartier. Je participe volontiers. Donc c'est vrai qu'il y a un maillage qui se crée et une confiance, avec toutes les catégories socioprofessionnelles. Et du coup, ça crée du bon vivre. (...) on est quelques-uns à se voir par rapport aux enfants, à l'école. Par rapport aux enfants et l'école, on retisse de nouveaux liens. On crée de nouveaux contacts. Ça passe par les enfants en fait ».

Et cela n'est pas sans effet. Plus que la notabilité, ce qu'il semble rechercher, c'est du respect. Ainsi :

« Je suis reconnu de mes voisins, respecté. Ça, c'est important pour moi, le regard, le respect du voisinage. On te téléphone. On t'invite avec tes enfants à la maison partager un repas, un apéro, un anniversaire. On va dire, ce qui fait communauté du quartier. On se connaît... (...) Tu vois, on ne me tourne pas le dos(ns). Quand tu es respecté, tu n'as pas de problème avec les gens. Je pense que ça contribue à faciliter les relations et vivre bien. Tu te sens tranquille, sans histoire » (Amar).

Pour autant, l'emballage pour le « lien social » et le voisinage n'est pas non plus unilatéral. Il s'expose à un risque souligné par Amar : celui de « tourner le dos ». L'expression est remarquable. Pour lui, « tourner le dos » semble comme dissiper ce lien et cette reconnaissance, injecte de l'ignorance et une distance

problématique, implique de se comporter en étranger, ou du moins laisse suspecter un quelque chose qui ne va pas, « *un problème avec les gens* ». Pour Mylène, « *tourner le dos* », c'est la posture qu'elle précise adopter au sujet du deal présent au quartier des Pins. Mylène « *voit très bien, derrière (son immeuble), le deal* ». Seulement, précise-t-elle :

« Moi, ça ne me dérange pas. Je tourne le dos. Et (puis), ça se fait discrètement. C'est ma copine Lucette de la CNL qui le voit. Mais on ne les voit pas (les dealers) dans la rue, non. Ils trouvent des petits coins, ils ouvrent une porte de cave... ».

Tourner le dos serait ainsi une façon ne pas se sentir concerné, de rester étranger à, d'ignorer ; ceci éclairant certainement le fait qu'avec son voisinage « *il ne se passe rien* ». C'est aussi ce que souligne par ailleurs Elie. Lui affirme tout bonnement « *n'avoir aucun rapport avec les voisins, juste "bonjour"* », lorsqu'il les croise. Et de préciser aussi :

« Après le quartier (pavillonnaire), ici, ça n'a pas tellement changé. C'est toujours les mêmes personnes, c'est toujours des personnes retraitées. Si ! Il y a eu quelques morts (de vieillesse). Il y a des petits jeunes qui sont arrivés. (Mais) Les voisins, c'est toujours les mêmes. Ça fait des années qu'on les côtoie ».

« *Juste dire bonjour* », « *se côtoyer* » : ce que nous indique ici Elie, c'est qu'il en va d'ores et déjà, et tout de même, de la marque d'un rapport minimal et d'une connaissance préalable. C'est, pour adopter une vue Goffmanienne, réparer du lien³² et convenir d'un minimum de précédents, d'un minimum de commun (soit-il question du temps qu'il fait), d'une re-connaissance. C'est aussi, et cela n'est pas non plus noté par Elie, le prémisses d'une « prise de nouvelles³³, laquelle survient souvent suite au « bonjour » en question. C'est par elle qu'on peut (en) apprendre (plus), par exemple, (concernant) le décès, le départ ou l'arrivée d'un voisin ; voire aussi sujet de la construction prochaine d'un mur qui va venir couper le lotissement en deux. « *Une sorte de mur de Berlin* » qui « *va encore coûter des thunes* », selon Elie, mais dont il ne saisit pas vraiment l'intérêt, ni les tenants ou les aboutissants. Entrons alors dans la fiction : une rencontre avec un voisin lui permettra certainement d'en savoir plus à ce sujet. Et qui sait ? Peut-être, ensuite, de signifier un mécontentement par-delà un argument financier, de s'y opposer, de voir l'expression de son mécontentement rapporté ici et là par quelques voisins, de regrouper d'autres voisins et de créer un collectif pour le contester, de se rapprocher des pouvoirs publics, de la mairie ou autre, d'engager des recours au tribunal administratif, etc. Mais ce serait certainement aussi l'occasion de se disputer avec certains de ses voisins, de créer d'autres précédents, des passifs, de créer un « bas » et un « haut » dans le lotissement, etc. Ou pas, s'il s'agit de « tourner le dos », car au bout du compte « *ce n'est pas grave* »...

Cette sorte d'épreuve si redoutée que constitue ce « tourner le dos », sur laquelle nous aboutissons et qui vient comme un pendant à la rencontre, montre à quel point les dynamiques collectives de politisation ne sont ni linéaires, ni un long

³² Goffman (E.), *La Mise en scène de la vie quotidienne. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.

³³ Borja (J.-S.), « De la prise de nouvelles : public et citoyenneté ordinaire », *Le citoyen dans tous ses états*, PASSAGES, PDP, UPPA, Université de Pau et des Pays de l'Adour, à paraître.

fleuve tranquille. Dans ces processus de politisation, la rencontre est indéniablement centrale. Elle fait fond d'une spatialité publique, l'exposant à des remises à distance. C'est là un trait repéré par Nina Eliasoph³⁴. Comme l'indique l'auteure, les contextes publics sont généralement marqués par des effacements et des évitements de toute question politique. Ses travaux se centrent sur les manières dont les citoyens produisent ordinairement de l'apathie politique en évitant ou éludant les sujets³⁵. « Tourner le dos » en est certainement une manière.

Il reste que l'on peut aussi estimer que l'auteur néglige un point important et plus critique. Il est en effet possible de se demander dans quelle mesure « tourner le dos » ne participe-t-il pas, justement, de ce « vivre-ensemble » ? Explorer ce point dans le cadre d'une approche barométrique semble évidemment délicat en ce qu'il ne s'agit pas de réaliser ici l'ethnographie d'une citoyenneté ordinaire³⁶. Mais cela reste une façon de rejoindre notre point de départ et notre intérêt pour ces processus plus décalés, plus en bordure des sillons légitimant de la politique, et de constater que là où l'on décèle habituellement une carence citoyenne pourrait bien se cacher un fort potentiel politique. Cette sensibilité pour les procès plus à la marge ouvre clairement sur une vision plus dense et plus ordinaire des rapports au politique. Ces rapports à la marge viennent « hanter » la saisie barométrique autant que l'imprégner à travers les formes d'institution qui sont parfois à l'œuvre.

2. Socialisations militantes, rapports au territoire de résidence et mobilités

L'analyse des entretiens apporte aussi un éclairage intéressant sur la manière dont les socialisations militantes peuvent conditionner le choix mais aussi le rapport au territoire, tant au niveau des représentations que des mobilités qui s'y déploient. Tout en ayant pris soin de cibler dans nos échantillons des enquêtés qui ne soient pas membres d'un conseil municipal ou occupant des positions politiques institutionnelles dans les territoires enquêtés et ainsi garder en tête l'idée de travailler sur des « cas limites », ou encore de toucher dans ce baromètre des enquêtés dont le profil s'éloigne des habitués des enquêtes sociologiques ou par sondages, nous ne pouvons prétendre échapper à l'effet enquête dans la sélection et surtout la fidélisation de nos enquêtés. C'est également le cas des territoires investis. Il existe certains territoires plus politisés que d'autres à la faveur de certains événements (La Roya par exemple). Aussi si l'importance accordée au politique, au sens légitime du terme, tient autant à la grille d'entretiens sur laquelle l'équipe a décidé de travailler qu'au fait que le politique s'impose aux enquêtés - ne serait-ce que par le profil de l'équipe enquêtrice (des politistes) et la structure porteuse de l'enquête (Sciences Po Aix) -, cet effet enquête ne doit pas minorer l'importance des rapports au politique dans les expériences du territoire. C'est tout du moins l'hypothèse que nous faisons.

³⁴ Eliasoph (N.), *Avoiding politics, How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge University Press, 2005.

³⁵ De façon notable, en investissant son terrain d'enquête, l'auteure a fait le pari, comme nous l'avons fait, d'aller toucher les rapports ordinaires au politique là des questions lourdes en la matière paraissent se poser.

³⁶ Bidet (A.), Boutet (M.), Chave (F.), Gayet-Viaud (C.), Le Mener (E.), « Publicité, sollicitation, intervention », *SociologieS*, 2015, URL : journals.openedition.org/sociologies/4941

En travaillant sur le temps long et les trajectoires sociales, résidentielles et professionnelles des enquêtés, on peut tout d'abord pointer le rôle joué par les socialisations militantes (politiques ou associatives). On pense notamment au cas de cette ancienne cadre d'une grande entreprise privée aujourd'hui à la retraite et résidant à Cagnes-sur-Mer. Avant même sa retraite, celle-ci a été très investie dans le monde associatif et politique de son village d'origine, situé dans La Roya. Son engagement local dans la lutte pour l'environnement l'a amenée au début des années 2000 à être élue - sans étiquette - dans ce village. Cette expérience électorale a été de courte durée (le temps d'un mandat) mais elle continue d'être engagée dans la vie associative locale et s'est depuis lors encartée à EELV. Si l'on veut comprendre le regard très critique qu'elle porte sur Cagnes-sur-Mer et la dénonciation qu'elle fait de l'urbanisme local, cette trajectoire militante est essentielle à prendre en compte.

L'enquête met en outre en évidence à quel point la structuration d'une orientation politique voire, dans certains cas, de l'engagement politique, peuvent être mieux compris à la lumière des mobilités individuelles sur le territoire (mobilités sociales et résidentielles). Pour conquérir une nouvelle position sociale, maintenir une position ou encore compenser les désajustements de leurs trajectoires sociales, les enquêtés peuvent avoir recours à des formes d'engagement, en politique mais aussi dans le monde associatif qui en retour vont être déterminants dans les rapports que ces derniers entretiennent avec leur territoire. C'est par exemple le cas d'Anne, cette quinquagénaire, cadre supérieure du privé au chômage et nouvellement arrivée sur le territoire marseillais à la suite d'un *burn-out*. Depuis son arrivée à Marseille, Anne s'est engagée dans divers espaces associatifs. Syndicat de copropriété, comité d'intérêt de quartier, association de découverte de la ville ou association de soutien à la presse locale et indépendante :

« quand je suis arrivée ici, je me suis sentie chez moi, c'est inexplicable. Et vachement investie tout à coup dans le quartier, peut-être parce que c'est en construction, que moi je reconstruisais ma vie aussi, d'une certaine façon, tu vois, c'était...(..) Je suis arrivée ici, puis tout à coup du moment où j'ai commencé à habiter ici, c'était une évidence quoi Alors que je ne me suis jamais impliquée ni dans mon quartier, (...) ni dans rien à Paris ».

Comme on a pu le souligner dans une autre partie de ce rapport, elle trouve dans l'engagement dans le milieu associatif marseillais, et en particulier dans son quartier, un moyen de nouer de nouvelles sociabilités. Elle trouve en outre là un moyen pour reconvertir ses ressources professionnelles acquises dans de grandes entreprises privées et ainsi compenser les désajustements liés à sa trajectoire professionnelle. Ancienne cadre supérieure, spécialisée dans la communication, Anne est à l'aise dans les réunions d'urbanisme. Elle n'hésite pas à intervenir et à se faire la porte-parole des habitants de son quartier, qui est au cœur d'une vaste politique de renouvellement urbain (elle a acheté un appartement sur plan dans l'opération d'aménagement *Euroméditerranée*). Sa trajectoire professionnelle lui a également conférée habitude et assurance face aux dossiers techniques, cela facilite ses interventions face aux responsables de l'opération d'aménagement mais aussi, dans le cadre de sa co-propriété en voie de livraison, face aux promoteurs immobiliers.

Autre exemple qui dénote de la manière dont l'engagement peut venir compenser les désajustements liés à des mobilités sociales : le cas d'Ayoub. Ce

dernier est étudiant de Sciences Po Aix, ancien élève d'un lycée populaire du nord de Marseille et entré dans cette institution sélective via un dispositif de discrimination positive impliquant une procédure d'accès dérogatoire. Si son accès à Sciences Po suscite d'importants espoirs en matière de réussite et de mobilité sociale, il comporte aussi son lot de désajustements, liés notamment aux difficultés scolaires qu'accompagnent son arrivée dans cet établissement sélectif :

« Moi j'aime beaucoup [les cours à Sciences Po], c'est super... bon après j'ai des difficultés mais les cours en eux-mêmes j'adore (...) [Mais, face aux résultats scolaires du premier semestre], je voyais ça, comme une défaite (...) comme une erreur (...) Oui. Comme une erreur de parcours. (...) Genre, en gros : j'aurais pas dû rentrer. Je méritais pas ma place. J'avais pas les compétences pour. J'étais pas capable de faire tout ça. Il y avait d'autres personnes qui auraient pu le faire et moi, j'étais pas assez méritant et compétent [réussir à Sciences po] ».

Or, Ayoub va trouver dans l'engagement en politique un moyen de faire face à ces difficultés scolaires et aux désajustements qu'elles induisent. Ayoub milite en effet depuis la fin du lycée dans un parti de gauche à Marseille. En entretien, le rôle du militantisme dans sa trajectoire apparaît central :

« Ayoub : Et j'étais rentré dans cet engrenage et... C'était vraiment un cercle vicieux parce que, en fait, je voyais du noir tout au long de l'année, tout au long de l'année. Et puis après à un moment, ça allait mieux... »

Enquêtrice : et le militantisme t'a aidé ?

Ayoub : Ah oui ! Pour moi ça a été une bouffée d'air parce que malgré tout j'avais les compétences pour faire ce que je faisais. J'avais de plus en plus de responsabilités. Les gens me faisaient de plus en plus confiance. Après c'était aussi peut-être une utilité pour eux parce qu'en apparence, ils avaient tous leurs intérêts. [Je suis une] personne racisée, issue de quartier populaire, qui fait des études. Donc pour eux, c'était un petit peu le loto gagnant (...) C'est bénéfique pour eux. Après j'en tire des bénéfices aussi en retour (...) Mais en fait pour eux, cette image vaut quelque chose (...) Mais sinon par rapport à l'IEP, ça m'a permis aussi de faire autre chose et de me sentir un petit peu valorisé par rapport à ce que je faisais. (...) J'ai (aussi) pu me rapprocher de certains étudiants par rapport à ça, qui étaient communistes ou autres (...) ça m'a permis de m'ouvrir sur autre chose. Il y avait quelques camarades communistes à l'IEP, d'autres étaient insoumis et je leur ai présenté ce que je faisais, parce que je participe à la coordination des jeunes (de mon parti) à Marseille. Donc au final je leur ai présenté ce que c'était... et au final, on a milité avec certains sur Marseille. Donc c'était une façon de discuter dans un autre cadre avec certains élèves ».

Si son engagement militant confère à Ayoub des ressources qu'il peut reconvertir à Sciences po, l'inverse est également vrai :

« J'ai eu l'impression que cette année j'ai appris à écrire. Quelque chose de tout bête mais... Je m'en sortais assez facilement [au lycée]. On pouvait rendre des copies avec 3000 fautes. Tu vois des choses un peu »

du brouillonnes, dégueulasses. Et au final ça posait pas de problème, tu vois. On m'a jamais vraiment cassé la tête par rapport à ça. Certains profs me disaient : fais attention aux fautes, et tout, et tout. Mais... C'était pas la chose... (...) Au final pour moi malgré tout cette bataille était constructive parce que dans un cadre personnel, mais aussi militant lorsque j'envoyais des messages, je me sentais plus à l'aise parce que je savais que, lorsque j'envoyais des messages, il n'y avait pas de faute. Donc aussi, ça m'a permis de gagner plus de confiance en moi dans ce milieu, même militant parce que des fois... Je me rappelle lorsque j'ai commencé, j'osais pas intervenir dans le débat sur les fils Télégram ou autres, parce que j'avais peur de faire des fautes d'orthographe. Donc cette année par rapport à tout ça, je me suis senti plus confiant... ».

Pour lui, l'engagement en politique, par les ressources que cela lui confère (sentiment de reconnaissance hors de Sciences Po mais aussi à l'intérieur même de l'institution), constitue un moyen de conforter ses espoirs de mobilités sociales et détermine un ancrage territorial sur Marseille conséquent alors que d'autres de ses camarades passés par le même dispositif cherchent à se distinguer de leurs territoires de résidence familiale. On pense aussi à ce quarantenaire, l'Islois d'origine. S'il estime avoir tout perdu professionnellement sur le territoire suite à la faillite de l'entreprise d'aménagement d'intérieur qu'il a créée, il n'hésite pas à rester sur ce territoire à s'y (ré)-investir en renforçant notamment son ancrage territorial par un engagement politique affiché auprès du Maire dans la perspective des prochaines élections municipales. C'est dans ce territoire qu'il a connu une ascension sociale qui s'est traduite notamment par l'accession à la propriété dans le quartier huppé de la commune et il tient à montrer à celles et ceux qui ont connu son ascension sa capacité à rebondir. Aussi, s'il travaille aujourd'hui dans le centre-ville, il ne fréquente que les portions les plus mises en valeur et évitent volontairement les lieux les plus paupérisés. Pour cet enquêté l'engagement politique renforce son capital d'autochtonie et sa dépendance à ce même capital dans son impression de réussite sociale. L'engagement politique ou tout du moins l'entretien d'une lecture politique (au sens partisan du terme) du territoire peut également être à l'origine de certaines mobilités résidentielles. C'est le cas de cet enquêté du pourtour de l'étang de Berre qui déclare avoir quitté sa ville d'origine, Vitrolles, pour la commune de Berre suite à l'accession du Front National à la municipalité dans les années 90. Ou encore cette habitante, retraitée de la Roya, Catherine qui sur le modèle des "néo-ruraux", est venue s'installer par choix sur ce territoire y développant un militantisme fortement ancré à gauche et ciblé à la faveur de la récente actualité migratoire.

Aussi l'engagement - notamment s'il se développe dans l'arène locale - peut favoriser le développement de sociabilités localisées, d'un ancrage local, qui peut se révéler structurant dans la mobilité des individus et *in fine* leur attachement au territoire. C'est particulièrement visible dans le cas de cette travailleuse sociale habitant le nord de Marseille. Alors qu'elle a des perspectives de travail dans le Vaucluse, cette quinquagénaire se refuse à candidater car elle n'envisage pas de déménager à la veille des municipales : son militantisme au sein d'un parti de gauche local rend inimaginable un déménagement qui l'éloignerait de son territoire d'engagement.

Sans s'apparenter à un engagement militant au sens fort institutionnel du terme (militantisme politique ou associatif), il est intéressant de noter combien certains enquêtés peuvent justifier leurs mobilités pour des raisons politiques. La Vallée

de la Roya présente à cet égard des éléments spécifiques liés notamment aux phénomènes des néo-ruralités et des mobilités choisies vers des territoires dans lesquels ils ne manquent pas d'éléments de criticité et d'isolement (comme le montrent les entretiens) mais qui peuvent offrir des cadres alternatifs dans lesquels bâtir des relations sociales plus denses et perçues comme davantage satisfaisantes par un certain nombre de transfuges des villes littorales.

Ainsi, de manière générale les enquêtés du panel issus de ce territoire soulignent les difficultés liées au manque de services publics qui renforce l'isolement de la Vallée. C'est ce dont témoigne cette cadre supérieure en milieu hospitalier lorsqu'elle explique les difficultés qu'elle rencontre à se maintenir durablement sur un territoire qu'elle apprécie pourtant :

« Je vais être obligée de partir. Mes enfants vont devoir aller au lycée. On m'annonce des fermetures de... de lignes SNCF sur le territoire de la Roya. Je ne peux pas me permettre de les emmener le lundi matin, d'aller les rechercher le vendredi soir. Donc je vais être obligée peut-être d'être amenée à trouver du travail ailleurs que dans la vallée, sur le territoire de la Roya. (...) Et je retrouverai peut-être pas forcément l'équivalent de mes fonctions, ou en tout cas de ma liberté et de mon autonomie dans mes fonction, sur un autre territoire ».

Dans la même perspective, ce travailleur social de la Vallée explique :

« Si tu vas sur pôle-emploi.fr là, tu vois qu'ici en fait, [...] on cherche au moins quatre ou cinq infirmiers ou cadres infirmiers, enfin je comprends pas qu'on puisse être en carence de... de... de gens. [...] Et pareil, les enseignants... Chaque année, on cherche des enseignants. Et on trouve pas de gens qui demandent spécifiquement le collège ici ou le collège à Tende. Moi, ça me paraît fou, ça. C'est... Comment... Comment c'est possible de galérer tous les ans, à chercher des enseignants qui vont se taper la route Nice – Breil-sur-Roya, Nice – Tende et comment c'est possible de... de... de maintenir un service hospitalier fermé à Tende parce que tu n'as pas les infirmières pour le faire fonctionner. Et de recruter des infirmières en Italie ou même des Roumaines, pour venir travailler à Tende. Moi, je comprends pas ça Comment... Comment on peut ne pas avoir trouvé les moyens de... Même tu vois... Je sais pas, tu as plein de maires ruraux, tu le vois dans les reportages qui se bougent, tu vois, qu'ils n'ont plus de médecins ou que, ils ont besoin de maintenir un commerce, ils passent des annonces. Ils font des promotions de fou : ouais. Logement gratuit etc. Venez, toi, médecin, toi infirmière, toi enseignant, on a besoin de toi. Ici, je vois pas ça. C'est dommage. C'est dommage parce que la terrasse que tu vois, elle est comme ça, un mois dans l'année. Deux mois dans l'année. Le reste du temps ici, c'est l'enfer ».

Dans le même temps, les enquêtés ne manquent pas de mettre en avant la richesse des relations humaines sur le territoire. C'est ce dont témoigne cette ancienne travailleuse sociale qui s'est installée dans La Roya après un burn-out et cherche désormais à se reconverter :

« Enquêtrice : Et ce que tu cherches en termes de relations, de contacts, tu le retrouves dans la Roya ?

Enquêtée : Complètement. On n'a pas le temps de tout faire, vraiment quoi. Il y a tellement de choses c'est tellement riche, on est tout le temps avec du monde. On goûte avec les enfants, les enfants grandissent ensemble... et puis c'est toutes les relations intergénérationnelles. Ça ça manque beaucoup, c'est important qu'on prenne le temps de s'arrêter pour parler à nos aînés, qu'on fasse attention à eux, enfin tu vois. Ça m'émeut beaucoup.

Là où j'habite, on n'a pas le temps de se poser toutes ces questions, parce qu'on est tous à peu près dans des collectifs, on fait des choses pour le collectif, les retraités [dans la Roya] c'est des hypers actifs, mais vraiment, c'est-à-dire faut suivre les retraités dans la Roya, ils font partie de tous les festivals de Roya citoyenne, ils hébergent, ils font des ateliers d'écriture, ils vont à la chorale, et nous aussi on fait tout ça, et en fait ça laisse pas le temps de se plaindre. Alors qu'[à Nice], les gens maronnent dans leur détresse. Les gens, je les trouve tristes, mais vraiment quoi, les interactions... ».

L'enquête en témoigne, ce cas montagnard séculier interroge le lien entre mobilité sociale et mobilité géographique. L'installation "par choix" dans un territoire offrant des perspectives de carrière moindre, ouvre pour ces enquêtés nouvellement arrivés sur le territoire des perspectives d'épanouissement personnel autres.

CONCLUSION

Cette deuxième année du BVR rappelle la nécessité de qualifier relationnellement et contextuellement les données socio-démographiques. Nous avons en effet montré combien les habitants de la région Sud pouvaient habiter dans ou se référer à des territoires dont les caractéristiques statistiques (taux de chômage, pourcentage de logements HLM, indice de polarisation, part des ménages à bas revenus, etc.) indiquent une situation de déclin économique sans que ces représentations négatives soient nécessairement partagées par la population enquêtée. A ce titre, le protocole de recherche du BVR rend visible la complexité des ressources qui irriguent les territoires les plus défavorisés et que les individus parviennent à s'approprier aux détours de leurs trajectoires spatiales, sociales et professionnelles. Aussi dans le prolongement des conclusions développées dans le rapport BVR I, les matériaux récoltés suggèrent combien les « ressources d'autochtonie » peuvent être centrales dans le sentiment de « bien vivre » dans son territoire de résidence et compenser une situation économique précaire ou renforcer une position de petit notable. A l'inverse, le rapport BVR II témoigne aussi de l'ambivalence de ce capital d'autochtonie. Ce dernier peut en effet aussi expliquer des dynamiques de « captivité ». Certains enquêtés se sentant quasiment condamnés à rester sur un territoire qu'ils aspirent pourtant à quitter parce que les liens familiaux et les facilités qu'ils engagent, les réseaux de sociabilité (activités militantes, cercles d'amis, etc.) sont trop coûteux à rompre.

Cette année II du BVR souligne également combien la réputation du territoire cadre les représentations des enquêtés et comment ces derniers doivent composer avec. Les territoires sont travaillés par les cadrages médiatiques et politiques. Privilégier une entrée micro et étalée dans le temps permet de saisir comment les habitants de la région Sud font avec ces réputations stigmatisantes ou valorisantes. Elle permet aussi de saisir le poids des « épreuves » dans la construction des représentations : composer avec la question de l'accueil des migrants dans la vallée de la Roya, avec l'arrivée de l'extrême droite dans les appareils politiques municipaux, avec le traitement médiatique criminalo centré comme c'est le cas pour les quartiers nord de Marseille ou encore avec une image « carte postale » de capitale de la brocante pour l'Isle-sur-la-Sorgue. Quelques soient les manières de le formaliser (entre les dispositions à monter en généralité et le parler politique ordinaire, la partition est complexe), les catégorisations à partir desquelles les enquêtés se représentent leur territoire sont imprégnées des discours et des dispositifs mis en place par les décideurs publics et politiques. Pour autant là encore l'analyse fine des trajectoires sociales, spatiales et professionnelles des enquêtés suggèrent d'une part que certains enquêtés peuvent être aussi hermétiques ou moins sensibles à ces imprégnations donnant parfois l'impression de nourrir des représentations du territoire totalement décalées aux discours et politiques officielles (voir le cas des enquêtés du pourtour de l'Etang de Berre). D'autre part, l'étude des trajectoires rappelle que chacun/chacune ne dispose pas des mêmes ressources pour « faire avec ».

Enfin, les formes ordinaires de la politisation que livrent l'examen minutieux des rapports au territoire offrent des perspectives nouvelles pour repérer ce qui stimule la prise de conscience politique des individus et ainsi penser les contours de nouveaux moyens d'action sur le territoire régional. Les entretiens permettent notamment d'identifier quels sont les leviers de la réaction ? Et donc de l'action ? Où se nichent les conflits dans le territoire ? Comment se trouvent-ils activer ou pas ? Autant de représentations et de modes d'expression du territoire encore aujourd'hui trop souvent ignorées des décideurs publics et politiques dans leur production des instruments de classements et de mesure de la qualité de vie et du bien-être. Être à l'écoute des territoires c'est être à l'écoute de ceux qui les vivent et y trouvent les ressorts d'une action citoyenne auxquels les canaux traditionnels de la représentation peinent à donner aujourd'hui un écho.

ANNEXES

Annexe 1. Tableau de présentation du corpus

Annexe 2. Fiches « enquêté »

Annexe 3. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°1

Annexe 4. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°2

Annexe 5. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°3

Annexe 1. Tableaux de présentation du corpus des enquêtés

1.1 PROPRIETES SOCIALES DES ENQUETES

1.2 RAPPORTS AU TERRITOIRE

1.3 PROJECTION DANS L'AVENIR ET SENTIMENT DE BIEN VIVRE

Les prénoms accompagnés d'un astérisque () font l'objet d'une fiche enquêté dans l'Annexe 2.*

1.1 PROPRIETES DES SOCIALES DES ENQUETES

Tableau 5- Groupe n°1 - Lycéens et étudiants : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Enzo	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau bac	Française	Professions intermédiaires	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Antoine	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Clémence	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau bac	NR	NR	NR	Professions intermédiaires
Lucas	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau CAP/BEP	NR	Cadres et professions intellectuelles supérieures	NR	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Mourad	15-19 ans	Française	Etudiant	Niveau bac	Française	Employés	Etrangère	Employés
Iris*	15-19 ans	Française	Etudiant	Niveau bac	NR	Professions intermédiaires	NR	Professions intermédiaires
Gaëlle	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Française	Ouvriers
Aurélie	20-24 ans	Française	Etudiant	Niveau bac	Française	Employés	Française	Autres personnes sans activité professionnelle
Elise	15-19 ans	Française	Etudiant	Niveau bac	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Pierre	20-24 ans	Française	Etudiant dans un établissement supérieur sélectif	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Sophie	20-24 ans	Française	Etudiant dans un établissement supérieur sélectif	Niveau bac	Française	Professions intermédiaires	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Raphaël	15-19 ans	Française	Lycéen	Niveau CAP/BEP	Française	Professions intermédiaires	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise

Tableau 6 - Groupe n°1 bis – Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par le passage/inscription dans un dispositif de discrimination positive : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Dora	15-19 ans	Française	Sortie du dispositif en terminale	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Professions intermédiaires	Etrangère	Employés
Mariama	15-19 ans	Française + Sénégalaise	Sortie du dispositif en terminale	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Professions intermédiaires	Etrangère	Employés
Francis	20-24 ans	Française	Sortie du dispositif en terminale	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Etrangère	Ouvriers
Aïssata	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Etrangère	Employés	Etrangère	Employés
Fatou	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Etrangère	Employés	Etrangère	Employés
Jibril	15-19 ans	Française + Algérienne	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Employés	Etrangère	Ouvriers
Leïla	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle
Younes	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Etrangère	NR

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Marwa*	15-19 ans	Française + Turque	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Louna	15-19 ans	Française + Tunisienne	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Imran*	20-24 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle
Ines	15-19 ans	Française + Algérienne	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Employés	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle
Ayoub	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Ouvriers
Clément	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Etrangère	Employés
Eliott	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	NR	NR
Nour	15-19 ans	Française	Etudiant en CPGE	Niveau CAP/BEP	NR	Employés	NR	Ouvriers
Lilia	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Française	Employés	NR	Professions intermédiaires
Solange	15-19 ans	Française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Française	Professions intermédiaires	Française	NR
Ali	15-19 ans	Française/co morienne	LYC Dispositif DP	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Employés	Etrangère	Employés
Samuel	15-19 ans	française	Etudiant ayant intégré un établissement supérieur via le dispositif de DP	Niveau bac	Française	Employés	Etrangère	Ouvriers

Tableau 7 - Groupen°1 ter- Lycéens dont la trajectoire scolaire est marquée par des situations de décrochage scolaire et aujourd'hui pris en charge par la Mission Locale : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Lucie	15-19 ans	Française	Fin d'étude pris en charge par la mission locale en recherche d'emploi	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Employés	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Fanette	15-19 ans	Française	Fin d'étude pris en charge par la mission locale en recherche d'emploi	Niveau CAP/BEP	Française	Professions intermédiaires	Française	Employés
Allan*	15-19 ans	Française	Fin d'étude pris en charge par la mission locale en recherche d'emploi	Pas au-delà de la scolarisation obligatoire	Etrangère	Professions intermédiaires	Française	NR
Lison	20-24 ans	Française	Fin d'étude pris en charge par la mission locale en recherche d'emploi	Niveau bac	Française	NR	Française	NR

Tableau 8 - Groupe n°2 - Employés d'exécution : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Aïcha	30-34 ans	Française + Tunisienne	Caissière à Super U en attendant de passer le CAPES	Niveau Bac +3 et plus	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle
Elie*	45-49 ans	Française	Chef dispatcher	Niveau CAP/BEP	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Caroline	35-39 ans	Française	Employé en CDD en menuiserie	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Ouvriers
Julien	20-24 ans	Française	Conducteur de travaux, salarié dans une agence d'architecte	Niveau Bac +2	Française	Employés	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Hélène	20-24 ans	Française	Serveuse dans un bar	Niveau CAP/BEP	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Kaya	20-24 ans	Française	Employée en mission locale en tant que référente numérique	Niveau CAP/BEP	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Employés
Albin	20-24 ans	Française	Employé en mission locale comme technicien polyvalent image et son	Niveau bac	Etrangère	Employés	Française	NR

Tableau 9 – Groupe n°2 bis -Employés d'exécution dont la trajectoire est marquée par des situations de déclassement/instabilité : propriétés sociales

Prénom	Age	Nationalité	Situation professionnelle	Niveau de diplôme	Origine de la mère	Profession de la mère	Origine du père	Profession du Père
Séverine	15-19 ans	Française	Vendeuse dans une boulangerie après avoir abandonné ses études dans un établissement sélectif	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	NR
Sophie	50-54 ans	Française	Salariat d'exécution au RSA au moment de l'enquête	Niveau Bac+3 et +	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise

Tableau 10 - Groupe n°3 - Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction publique : propriétés sociales

PRENOMS	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Isman*	55-59 ans	Française + Marocaine	Fonctionnaire - Prof de Physique-chimie	Niveau Bac+3 et +	Etrangère	Agriculteurs/Agricultrices	Etrangère	Agriculteurs/Agricultrices
Chantal	60-64 ans	Française	Aide-soignante en milieu hospitalier	Niveau Bac+2	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Employés
Abdel*	30-34 ans	Française + Algérienne	Animateur territorial /centre de loisirs	Niveau bac	Française	Employés	Etrangère	NR
Sandra	65-69 ans	Française + Italienne	Aide-Soignante	Niveau Bac+2	Etrangère	Employés	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Julie	20-24 ans	Française	Kinésithérapeute	Niveau Bac+3 et +	Française	Employés	Etrangère	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Loïc*	35-39 ans	Française	Educateur spécialisé	Niveau Bac+3 et +	Française	NR	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Amar	45-49 ans	Française	Educateur spécialisé	Niveau Bac+2	Etrangère	Ouvriers	Etrangère	Ouvriers
Jean	55-59 ans	Française	Directeur de centre social (MJC)	Niveau Bac+4	Française	Employés	Française	Professions intermédiaires

Tableau 11 - Groupe n°3 bis - Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l'enquête : propriétés sociales

PRENOMS	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Corinne *	50-54 ans	Française	Formatrice, accompagnatrice sociale dans une association. En CDI de projet depuis 2019.	Niveau Bac+3 et +	Française	Agriculteurs/Agricultrices	Etrangère	Agriculteurs/Agricultrices
Véronique	55-59 ans	Française	Actuellement en congés longue maladie. Travaillait dans le domaine pharmaceutique et cosmétique, commerciale puis formatrice	Niveau Bac+3 et +	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Elisa	35-39 ans	Française	Au chômage (a demandé une rupture conventionnelle de contrat dans le cadre de son boulot d'éducatrice spécialisée), en train de monter deux micro-entreprises : une dans l'immobilier, l'autre dans les massages	Niveau Bac+4	Française	Professions intermédiaires	Française	Employés
Estelle	40-44 ans	Française	Ancienne animatrice sociale au chômage au moment de l'enquête	Niveau CAP/BEP	Française	Professions intermédiaires	Etrangère	Professions intermédiaires

Tableau 12 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Sacha	30-34 ans	Française	Consultant spécialisé dans le numérique qui vient de monter sa structure de conseil	Niveau bac	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Aurélie	40-44 ans	Française	Propriétaire d'un petit café	Niveau CAP/BEP	NR	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Mohamed	25-29 ans	Française + Marocaine	Commissionnaire transporteur à son compte	Niveau bac+2	Etrangère	Employés	NR	NR
Hugues	35-39 ans	Française	Entrepreneur BTP, gérant non salarié, entreprise de 3 salariés	Niveau bac	Française	Employés	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Manuela	60-64 ans	Italienne	Gérante d'un commerce	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Laure	30-34 ans	Française	Architecte	Niveau CAP/BEP	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Joël*	40-44 ans	Française	Entrepreneur individuel dans l'agencement d'intérieur	Niveau CAP/BEP	Française	Employés	Française	Employés
Jérôme	35-39 ans	Française	Expert digital. Ancien cadre dans l'automobile, a monté sa société dans le digital.	Niveau CAP/BEP	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	NR
Sandra	40-44 ans	Française	Entrepreneure en communication	Niveau Bac+3 et +	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Française	NR

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Isabelle	45-49 ans	Française	Créatrice de luminaire et fabricante d'abat-jours. Avant dans le domaine transport et logistique. Reconversion par choix	Niveau Bac+2	Française	Employés	Française	Professions intermédiaires
Patrick*	30-34 ans	Française	Directeur général d'une entreprise traitement de l'eau. Co-dirige avec son frère	Niveau Bac+3 et +	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Georges	55-59 ans	Française	Patron d'une PME/Garage auto	Niveau Bac+2	Française	Employés	Etrangère	Professions intermédiaires
Joan	50-54 ans	Suisse	Coach holistique	Inconnu	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Etrangère	NR
Pascal	45-49 ans	Française	Propriétaire de deux agences immobilières	Niveau bac	Française	Employés	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Marc	35-39 ans	Française	Patron d'une petite entreprise. Actuellement un salarié, mais développement important. Entreprise de communication numérique	Niveau Bac+3 et +	Française	Professions intermédiaires	Française	Professions intermédiaires
Bertrand	40-44 ans	Française	Petit patron à son compte, il est commerçant de produits pour l'apéritif (olives, fruits secs, amuse-gueule).	Niveau bac	Française	Employés	Française	Employés
Jean-Claude	60-64 ans	Française	Gérant d'une laverie automatique. Il fait du service, il repasse, lave, cherche les clients, pique à la machine.	Niveau Bac+2	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Française	Professions intermédiaires
Malik	50-54 ans	Française	Chef d'une petite entreprise qui fait de la vente, de l'entretien et de la réparation de matériel industriel ; salarié de 1991 à 2003 dans une entreprise	Niveau Bac+2	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Employés

Tableau 13 - Groupe n°4 bis – Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable

PRENOMS	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Mourad	50-54 ans	Française + Algérienne	Plombier qui se définit comme un petit patron. Travaille la plupart du temps "au noir" ou comme intérimaire	Niveau CAP/BEP	Etrangère	NR	Etrangère	NR
Jean-Eude	40-44 ans	Française	Vient tout juste de créer sa société de coaching. S'il arrive à se faire un salaire et vivre c'est en partie selon lui parce qu'il est hébergé gratuitement chez sa copine	Niveau bac	Française	Employés	Française	NR
Claire	20-24 ans	Française	Vient tout juste de se mettre à son compte pour monter une boutique de vêtement	Niveau bac	Française	Employés	Française	Professions intermédiaires

Tableau 14 - Groupe n°5 – Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLOME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Dominique*	55-59 ans	Française	Cadre supérieure dans une institution publique de la Côte d’Azur	Niveau Bac+3 et +	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Charles	45-49 ans	Française	Dentiste en libéral	Niveau Bac+3 et +	Française	Professions intermédiaires	Française	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Joseph	25-29 ans	Française	Chef de projet, développement informatique. En poste depuis 6 ans (direct en sortie d'étude d'ingénieur), chez Eurocopter	Niveau Bac+3 et +	Française	Professions intermédiaires	Française	Professions intermédiaires
Patricia	55-59 ans	Française	Cadre supérieure à la sécurité sociale	Niveau Bac+3 et +	Française	Agriculteurs/Agricultrices	Française	Agriculteurs/Agricultrices
Jean	50-54 ans	Française	Pharmacien	Niveau Bac+3 et +	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	NR
Carla	30-34 ans	Française	Directrice d'un café culturel	Niveau Bac+3 et +	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Esteban	55-59 ans	Française	Cadre dans un grand groupe industriel, actuellement commercial dans la région sud-est	Niveau Bac+3 et +	Etrangère	Employés	Etrangère	Ouvriers
Vanessa	40-44 ans	Française	Attachée direction hospitalière	Niveau Bac+3 et +	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Française	Employés

Tableau 15- Groupe n°5 bis – Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Alexandra*	40-44 ans	Française	Au chômage pendant l'enquête, ancienne chargée de mission communication et marketing	Niveau Bac+3 et +	Française	8. Autres personnes sans activité professionnelle	Française	5. Employés
Babette	50-54 ans	Française	Notaire de profession mais n'a pas repris le travail après son déménagement, par choix	Niveau Bac+3 et +	Française	8. Autres personnes sans activité professionnelle	Française	3. Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Anne	50-54 ans	Française	Cadre d'un grand groupe français (Communication) aujourd'hui au chômage	Niveau Bac+3 et +	Française	8. Autres personnes sans activité professionnelle	Française	3. Cadres et Professions intellectuelles supérieures

Tableau 16 - Groupe n°6 – Retraités : propriétés sociales

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Sylvie*	60-64 ans	Française	Après avoir connu beaucoup d'instabilité, a fini sa carrière en 2018 comme agent administratif dans une médiathèque municipale	Niveau bac+2	NR	NR	NR	NR
Alfred	65-69 ans	Française	Ancien directeur méthode et développement dans une entreprise de construction	Pas au-delà de la scolarisation obligatoire	Etrangère	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Ouvriers
Françoise	65-69 ans	Française	Ancienne pharmacienne	Niveau Bac+3 et +	Etrangère	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Française	Ouvriers
Jeanne	75 ans ou plus	Française	Elle n'a jamais travaillé au cours de sa vie. Elle est aujourd'hui décédée.	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Professions intermédiaires
Roger*	60-64 ans	Française	Ancien cheminot qui a fini sa carrière au centre de documentation après avoir été chef d'équipe mécanique puis chef d'équipe de relevage	Niveau CAP/BEP	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Etrangère	Employés
René*	65-69 ans	Française	Retraité après avoir exercé différentes activités : ouvrier; aide-éducateur; prof de danse	Niveau CAP/BEP	NR	NR	NR	NR
Yves	65-69 ans	Française	Retraité des services territoriaux forestiers	Niveau bac	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Cadres et professions

								intellectuelles supérieures
--	--	--	--	--	--	--	--	-----------------------------

PRENOM	AGE	NATIONALITE	SITUATION PROFESSIONNELLE	DIPLÔME	ORIGINE DE LA MERE	PROFESSION DE LA MERE	ORIGINE DU PERE	PROFESSION DU PERE
Christelle	65-69 ans	Française	Retraitée du privé. Ancienne ingénieure et cadre dans de grandes entreprises privées.	Niveau Bac+3 et +	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Française	NR
Corinne	65-69 ans	Française	Retraitée du privé. Ancienne ingénieure et cadre dans de grandes entreprises privées.	Niveau Bac+3 et +	Française	Professions intermédiaires	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Franck	70-74 ans	Française	Ancien directeur de la communication d'une grande ONG, journaliste sur BFM radio puis RCF.	Niveau Bac+3 et +	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Française	Cadres et Professions intellectuelles supérieures
Thierry	65-69 ans	Française	Président d'un centre social	Niveau Bac+3 et +	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Employés
Odile	75 ans ou plus	Française	Anciennement pharmacienne (propriétaire d'une pharmacie en centre-ville d'Aix)	Niveau Bac+3 et +	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Colette*	60-64 ans	Française	Enseignante à la retraite	Niveau Bac+2	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Artisans, Commerçant(e)s, Chef(fe)s d'entreprise
Milène	70-74 ans	Française	Retraitée du monde du spectacle, organisatrice de bal	Pas au-delà de la scolarisation obligatoire	Française	Autres personnes sans activité professionnelle	Française	Agriculteurs/Agricultrices

1.2 RAPPORTS AU TERRITOIRE

Tableau 17 - Groupe n°1 – Lycéens et étudiants : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Enzo	MARSEILLE 16	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Très fort	Très fort	va très bien	Non
Antoine	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dans laquelle il est hébergé à titre gratuit	Très faible	Assez fort	va très bien	Peut-être
Clémence	CAGNES-SUR-MER	Entre 10 et 20 ans	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires	Assez fort	Assez fort	va moyennement bien	Ne se sent pas concerné(e)
Lucas	MARSEILLE	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Moyen	Faible	va assez bien	Peut-être
Mourad	MARSEILLE 15	Entre 10 et 20 ans	HLM	Assez fort	Très fort	Va moyennement bien	Non
Iris*	AIX-EN-PROVENCE	Entre 10 et 20 ans	Logement de fonction	Moyen	Assez fort	va assez bien	Non
Gaëlle	DIGNE-LES-BAINS	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Très fort	Assez fort	va assez bien	Oui, beaucoup plus facile
Aurélie	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Assez fort	Assez fort	Va très bien	Peut-être
Elise	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Très fort	Très fort	Va très bien	Peut-être
Pierre	MARSEILLE 16	Déménagement au cours de l'enquête	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Moyen	Moyen	ne va pas très bien	Peut-être
Sophie	MARSEILLE 16	Entre 10 et 20 ans	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont locataires	Très fort	Très fort	va moyennement bien	Non

Raphaël	FLASSANS	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Faible	Assez fort	va assez bien	Peut-être
----------------	----------	--------------------	---	--------	------------	---------------	-----------

Tableau 18 - Groupe n°1 bis– Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par l'entrée/passage dans un dispositif de discrimination positive : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Dora	MARSEILLE 15	Plus de 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Faible	Très fort	va très bien	Non
Mariama	MARSEILLE 15	Entre 10 et 20 ans	HLM	Très fort	Très fort	ne va pas bien du tout	Oui, beaucoup plus facile
Francis	MARSEILLE 16	Entre 10 et 20 ans	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires	Assez fort	Très fort	va assez bien	Non
Aïssata	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	HLM à Marseille et résidence universitaire à Aix	Très fort	très fort	va moyennement bien	Peut-être
Fatou	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	HLM à Marseille et résidence universitaire à Aix	Très fort	très fort	va moyennement bien	Peut-être
Jibril	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires et colocation à Aix-en-Provence	Très fort	Très fort	va moyennement bien	Peut-être
Leïla	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	HLM à Marseille et résidence universitaire à Aix	Très faible	Très fort	Ne va pas très bien	Oui, beaucoup plus facile
Younes	MARSEILLE 16 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) à Marseille dont les parents sont locataires et colocation à Aix-en-Provence	Moyen	Très fort	va moyennement bien	Peut-être

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Marwa*	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires et résidence universitaire à Aix-en-Provence	Assez fort	Assez fort	ne va pas très bien	Peut-être
Louna	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence- MARSEILLE 15	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence puis retour à Marseille	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires	Moyen	Assez fort	va très bien	NR
Imran*	MARSEILLE 14 - Aix-en-Provence - MARSEILLE 14	Déménagement au cours de l'enquête sur Aix-en-Provence puis retour à Marseille	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires	Très fort	Très fort	ne va pas très bien	Oui, beaucoup plus facile
Ines	MARSEILLE 16	Entre 5 et 10 ans	Maison individuelle dont les parents sont locataires et colocation à Aix-en-Provence	Assez fort	Assez fort	va très bien	Peut-être
Ayoub	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires et résidence universitaire à Aix-en-Provence	Assez fort	Assez fort	va assez bien	NSP
Clément	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires et résidence universitaire à Aix-en-Provence	Assez fort	Moyen	va très bien	Oui, beaucoup plus facile
Eliott	MARSEILLE 16 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont locataires et résidence universitaire à Aix-en-Provence	Très faible	Faible	Ne va pas bien du tout	Oui, beaucoup plus facile
Nour	MARSEILLE 15	Entre 10 et 20 ans	Appartement dans résidence collective (Hors HLM) dont les parents sont propriétaires	Moyen	Assez fort	va assez bien	Oui, beaucoup plus facile

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Lilia	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires et résidence universitaire à Aix-en-Provence	Très fort	Très fort	Ne va pas très bien	Non
Solange	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires et locataire à Aix-en-Provence	Très fort	Assez fort	Va très bien	Non
Ali	MARSEILLE 15	Entre 10 et 20 ans	HLM	Assez fort	Assez fort	Va très bien	Oui, beaucoup plus facile
Samuel	Aubagne	Déménagement au cours de l'enquête à Aix-en-Provence	Maison individuelle dont les parents sont propriétaires et locataire à Aix-en-Provence	Très faible	Très faible	Va assez bien	Non

Tableau 19 -Groupe n°1 ter – Lycéens dont la trajectoire est marquée par une situation de décrochage scolaire et aujourd’hui pris en charge par une mission locale : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D’HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Lucie	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	HLM	Assez fort	Très fort	NSP	Oui, beaucoup plus facile
Fanette	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Faible	Faible	Va assez bien	Oui, beaucoup plus facile
Allan*	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	Va très bien	Non
Lison	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va très bien	Peut-être

Tableau 20 - Groupe n°2 – Employés d'exécution : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Aïcha	AIX-EN-PROVENCE	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Très fort	va très bien	Oui, beaucoup plus facile
Elie*	MARIGNANE	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Moyen	Très faible	Va assez bien	Peut-être
Caroline	BRIANCON	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Très fort	NR	Non
Julien	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Plus de 20 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Très fort	va très bien	Peut-être
Hélène	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Hébergé à titre gratuit / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très fort	Très fort	Ne va pas très bien	Peut-être
Kaya	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Très fort	Va très bien	Oui, beaucoup plus facile
Albin	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Locataire / Maison individuelle	Faible	Moyen	Va assez bien	Oui, beaucoup plus facile

Tableau 21 - Groupe n°2 bis – Employés d'exécution en situation de déclassement/instabilité professionnelle : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Séverine*	MARSEILLE 15 - Aix-en-Provence	Déménagement au cours de l'enquête	Locataire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	va assez bien	Non
Sophie	AIX-EN-PROVENCE	Entre 2 et 5 ans	HLM	Faible	Faible	Ne va pas bien du tout	Oui, beaucoup plus facile

Tableau 22 - Groupe n°3 – Professions intermédiaires du social, de la santé et de la fonction publique : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Isman*	MARSEILLE 15	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très faible	Faible	ne va pas bien du tout	Peut-être
Chantal	BRIGNOLES	Plus de 20 ans	Locataire / Appartement dans maison	Très fort	Très fort	NR	Peut-être
Abdel*	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	HLM	Très faible	Très fort	va assez bien	Oui, beaucoup plus facile
Sandra	DIGNE-LES-BAINS	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Moyen	va assez bien	Non
Julie	AIX-EN-PROVENCE	Moins de 2 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Assez fort	va assez bien	Non
Loïc*	LA ROYA	Moins de 2 ans	Hébergé à titre gratuit / Maison individuelle	Très fort	NR	Va moyennement bien	NSP
Amar	VITROLLES	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Faible	Va assez bien	Peut-être
Jean	BRIANÇON	Plus de 20 ans	Appartement dans maison	Moyen	Assez fort	Va moyennement bien	Non

Tableau 23 - Groupe n°3 bis – Professions intermédiaires en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l'enquête : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Corinne*	MARSEILLE 15	Plus de 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Très fort	va moyennement bien	Peut-être
Véronique	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	Va très bien	Peut-être
Elisa	SAORGE	Moins de 2 ans	Locataire / Appartement dans maison	Assez fort	Très fort	Va moyennement bien	Non
Estelle	CAMPS LA SOURCE	Moins de 2 ans	Hébergé à titre gratuit / Maison individuelle	Faible	Faible	va assez bien	NSP

Tableau 24 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Sacha	AIX-EN-PROVENCE	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Assez fort	Va assez bien	Peut-être
Aurélié	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va moyennement bien	Oui, beaucoup plus facile
Mohamed	MARSEILLE 15	Plus de 20 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très fort	Très fort	Ne va pas très bien	Ne se sent pas concerné(e)
Hugues	CAGNES-SUR-MER	Moins de 2 ans	Locataire / Appartement dans maison	Moyen	Moyen	va très bien	Peut-être
Manuela	SAORGE	Entre 10 et 20 ans	Hébergé à titre gratuit / Maison individuelle	Très fort	Assez fort	Ne va pas très bien	Non
Laure	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Très fort	Va assez bien	Non
Joël*	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	Hébergé à titre gratuit / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va très bien	Peut-être
Jérôme	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Locataire / Maison individuelle	Moyen	Très fort	Va assez bien	Non
Sandra	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Moins de 2 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Assez fort	Va assez bien	Non
Isabelle	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Très fort	Va très bien	Non
Patrick*	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Faible	Assez fort	Va assez bien	Non

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Georges	BRIANCON	Entre 5 et 10 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	Va très bien	NSP
Joan	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 5 et 10 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va assez bien	Oui, beaucoup plus facile
Pascal	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va assez bien	Non
Marc	AIX-EN-PROVENCE	Entre 2 et 5 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très fort	Assez fort	va très bien	Non
Bertrand	LE BRUSQUET	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Assez fort	va assez bien	Non
Jean-Claude	BRIGNOLES	Entre 5 et 10 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Ne se sent pas concerné(e)	Très fort	Ne va pas très bien	Non
Malik	BERRE	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va assez bien	Non

Tableau 25 - Groupe n°4 bis –Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable: rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Mourad	MARSEILLE 13	Plus de 20 ans	HLM	Moyen	Très fort	NR	NR
Jean-Eude	AIX-EN-PROVENCE	Entre 10 et 20 ans	Hébergé à titre gratuit / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très faible	Moyen	Va assez bien	Oui, beaucoup plus facile
Claire	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Locataire / Appartement dans maison	Ne se sent pas concerné(e)	Très fort	Va très bien	Non

Tableau 26 - Groupe n°5 – Cadres et professions intellectuelles supérieures : rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Dominique*	CAGNES-SUR-MER	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va assez bien	Non
Charles	BRIGNOLES	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Moyen	Très faible	va assez bien	Peut-être
Joseph	AIX-EN-PROVENCE	Entre 5 et 10 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Assez fort	va très bien	Non
Patricia	DIGNE-LES-BAINS	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va assez bien	Non
Jean	BRIANCON	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Assez fort	Va assez bien	Non
Carla	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Moins de 2 ans	Locataire / Maison individuelle	Moyen	Moyen	Va très bien	Non
Esteban	ROGNAC	Moins de 2 ans	Locataire / Maison individuelle	Moyen	Faible	Va assez bien	Non
Vanessa	TENDE	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Assez fort	Ne va pas très bien	Peut-être

Tableau 27 - Groupe n°5 bis – Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : Rapports au territoire

PRENOMS	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Alexandra*	MARSEILLE 16	Entre 5 et 10 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Moyen	Moyen	va moyennement bien	Peut-être
Babette	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 2 et 5 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Assez fort	Va très bien	Non
Anne	MARSEILLE 3	Entre 2 et 5 ans	Locataire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Très fort	Très fort	Va moyennement bien	Non

Tableau 28 - Groupe n°6 – Retraités : Rapports au territoire

PRENOM	VILLES DE RESIDENCE	Ancienneté sur le territoire	TYPE D'HABITAT	Attachement au quartier	Attachement à la ville	Qualification du lieu de vie	Plus facile de réaliser ses projets ailleurs
Sylvie*	CAGNES-SUR-MER	Plus de 20 ans	Locataire / Appartement dans maison	Très fort	Assez fort	va assez bien	Peut-être
Alfred	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va très bien	Non
Françoise	CAGNES-SUR-MER	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Faible	ne va pas très bien	Peut-être
Jeanne	AIX-EN-PROVENCE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	va très bien	Ne se sent pas concerné(e)
Roger*	MARSEILLE 15	Plus de 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	assez fort	Très fort	ne va pas très bien	Oui, beaucoup plus facile
René*	DIGNE-LES-BAINS	Plus de 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Moyen	Moyen	va assez bien	Non
Yves	BRIGNOLES	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Assez fort	Ne va pas très bien	Non
Christelle	SAORGE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Très fort	Très fort	Va assez bien	Non
Corinne	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Moins de 2 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va assez bien	Non
Franck	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Moins de 2 ans	Locataire / Maison individuelle	Moyen	Très fort	Va assez bien	Non
Thierry	ISLE-SUR-LA-SORGUE	Entre 10 et 20 ans	Propriétaire / Maison individuelle	Assez fort	Très fort	Va très bien	Non
Odile	AIX-EN-PROVENCE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Très fort	Va assez bien	Non
Colette*	MARIGNANE	Plus de 20 ans	Propriétaire / Appartement dans résidence collective (Hors HLM)	Assez fort	Assez fort	Va assez bien	Peut-être
Milène	VITROLLES	Plus de 20 ans	HLM	Assez fort	Très fort	Va moyennement bien	Oui, beaucoup plus facile

1.3 PROJECTION DANS L'AVENIR / SENTIMENT DE BIEN VIVRE

Tableau 29 - Groupe n°1 – Lycéens et étudiants : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Enzo	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Antoine	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Clémence	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Lucas	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Mourad	Moyennement	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Iris*	Oui, tout à fait	Moyennement confiant(e)	Assez confiant(e)
Gaëlle	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Aurélie	Moyennement	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Elise	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Pierre	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Sophie	Oui, plutôt	NR	Assez confiant(e)
Raphaël	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)

Tableau 30 - Groupe n°1 bis – Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par le passage/inscription dans un dispositif de discrimination positive : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Dora	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Mariama	Oui, tout à fait	Moyennement confiant(e)	Peu confiant(e)
Francis	Oui, tout à fait	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Aïssata	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Fatou	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Jibril	Oui, tout à fait	Moyennement confiant(e)	Assez confiant(e)
Leïla	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Younes	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Marwa*	Moyennement	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Louna	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Imran*	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Ines	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Ayoub	Oui, plutôt	Pas du tout confiant(e)	Peu confiant(e)
Clément	Oui, plutôt	NSP	Moyennement confiant(e)
Eliott	Non, plutôt pas	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Nour	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Lilia	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Solange	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Ali	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Samuel	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 31 - Groupe n°1 ter –Lycéens dont la trajectoire scolaire est marquée par des situations de décrochage scolaire et aujourd’hui pris en charge par la Mission Locale : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Lucie	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Fanette	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Peu confiant(e)
Allan*	Oui, plutôt	Peu confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Lison	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 32 - Groupe n°2 – Employés d’exécution : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Aïcha	Oui, plutôt	Pas du tout confiant(e)	Peu confiant(e)
Elie*	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Caroline	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Julien	Moyennement	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Hélène	Moyennement	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Kaya	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Albin	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Ne se sent pas concerné(e)

Tableau 33 - Groupe n°2 Bis - Employés d'exécution dont la trajectoire est marquée par des situations de déclassement/instabilité: projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Séverine	Moyennement	Pas du tout confiant(e)	Assez confiant(e)
Sophie	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)

Tableau 34 - Groupe n°3 –Professions intermédiaires du social, de l’enseignement et de la fonction publique : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOMS	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Isman*	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Très confiant(e)
Chantal	Moyennement	Moyennement confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Abdel*	Moyennement	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Sandra	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Julie	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Loïc*	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Amar	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Jean	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)

Tableau 35 - Groupe n°3 bis – Professions intermédiaires du social, de l’enseignement et de la fonction en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l’enquête : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOMS	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Corinne *	Moyennement	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Véronique	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Elisa	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Estelle	Moyennement	Peu confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 36 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Aurélie	Non, plutôt pas	Assez confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Mohamed	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Hugues	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Manuela	Non, plutôt pas	Peu confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Laure	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Joël*	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Très confiant(e)
Jérôme	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Sandra	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Isabelle	Oui, plutôt	NSP	Moyennement confiant(e)
Patrick*	Moyennement	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Georges	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Joan	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Peu confiant(e)
Pascal	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Marc	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Bertrand	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Jean-Claude	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Sacha	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Malik	Non, pas du tout	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 37 - Groupe n°4 bis – Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOMS	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Mourad	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	NR
Jean-Eude	NSP	NSP	Peu confiant(e)
Claire	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Très confiant(e)

Tableau 38 - Groupe n°5 – Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Dominique*	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Charles	Oui, tout à fait	Pas du tout confiant(e)	Peu confiant(e)
Joseph	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Patricia	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Jean	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Carla	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Esteban	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Vanessa	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 39 - Groupe 5 bis – Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Alexandra*	Moyennement	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Babette	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Anne	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Moyennement confiant(e)

Tableau 40 - Groupe 6 – Retraités : projection dans l’avenir / sentiment de bien vivre

PRENOM	SENTIMENT DE BIEN VIVRE	AVENIR PERSONNEL	AVENIR DE LA SOCIETE FRANCAISE
Sylvie*	Moyennement	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Alfred	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Françoise	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Jeanne	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Roger*	Oui, plutôt	Moyennement confiant(e)	Peu confiant(e)
René*	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Yves	Oui, plutôt	Peu confiant(e)	Pas du tout confiant(e)
Christelle	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Peu confiant(e)
Corinne	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Franck	Oui, tout à fait	Très confiant(e)	Assez confiant(e)
Thierry	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Très confiant(e)
Odile	Oui, tout à fait	Assez confiant(e)	Moyennement confiant(e)
Colette*	Oui, plutôt	Assez confiant(e)	Assez confiant(e)
Milène	Oui, plutôt	Très confiant(e)	Assez confiant(e)

Annexe 2. Fiches « enquête »

Groupe n°1 : « Lycéens et étudiants »

	Iris, étudiante en droit, Aix-en-Provence
Présentation de l'enquêtée (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	17 ans (née en 2000), née à Auxerre qu'elle a quitté pour Aix à l'âge d'un an. Célibataire, vient d'avoir son bac au moment de la V1. Prépare le concours d'entrée à l'IEP mais l'ayant raté, elle fait des études de droit et repasse le concours. A grandi à Aix avec ses parents et sa petite sœur. A travaillé durant l'été 2018 dans un club de tennis à Toulon.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Habite dans un logement de fonction (père professeur documentaliste – mère CPE) au lycée Zola, proche de l'Arc de Meyran. N'apprécie pas particulièrement le quartier qui est un peu excentré et peu vivant mais est fortement attachée à la ville d'Aix-en-Provence. Regrette le manque de transports en commun et d'aménagements urbains pour les vélos N'envisage pas de déménager pour l'instant, ne partirait que pour les études et de préférence à l'étranger.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer/augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Ne se sent pas touchée par l'injustice mais est très sensible aux injustices, au manque de solidarité (vague 2) en particulier vis-à-vis des migrants. Regrette le manque de prise en compte des enjeux écologiques sur le territoire et notamment pour les transports en commun. A bien conscience que si ses parents n'avaient pas de logement de fonction, ils n'auraient pas les moyens d'avoir un tel logement (appartement avec jardin) et même de vivre à Aix.
Poids du capital d'autochtonie (Vient-il compléter un faible capital scolaire ? Et ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Capital d'autochtonie moyen. A deux amies dans le quartier. A un niveau de capital scolaire élevé et est bien consciente que la fréquentation du lycée de Luynes a favorisé cette augmentation de son capital culturel. A ressenti la différence avec les autres étudiants en intégrant la fac de droit.
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Est insérée dans un réseau amical local (2 amies du quartier) ou issu du lycée de Luynes (contacts quotidiens avec ses amies parties étudier à l'étranger ou loin). A l'université elle n'a pas véritablement de lien avec d'autres étudiants mise à part une ancienne camarade de Luynes. (quand elle était lycéenne est ressentait pourtant les effets négatifs de la concurrence sur les relations amicales). Fait beaucoup d'athlétisme à l'université ainsi que de la boxe. S'intéresse à la politique mais n'a pas d'engagement partisan.

Sentiment d'avoir prise (sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?)	Sentiment d'avoir prise sur son avenir par le biais des études. De plus en plus confiante dans sa réussite (V2). A l'impression que les enjeux écologiques et les questions liées aux transports ne sont pas assez pris en compte par les pouvoirs publics. Elle se déplace beaucoup à vélo et à pied car les transports en commun ne sont pas adaptés. Son quartier est mal desservi. Vient d'avoir 18 ans et a bien l'intention de voter pour influencer les choix politiques.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Elle est attachée à sa ville mais pas à son quartier.
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Se sent valorisée à l'université en raison de sa formation de qualité au lycée de Luynes. Elle a accédé à un niveau de capital culturel qu'elle n'aurait pas eu sinon. Cela la met également mal à l'aise car elle ressent une distance sociale avec les autres étudiant.e.s de la fac de droit.

	Marwa, ancienne lycéenne d'un lycée populaire entrée à Sciences Po par un dispositif de discrimination positive. Marseille/Aix
Présentation de l'enquêtée (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Née en 2000 à Marseille – Hôpital Nord. A grandi et toujours vécu à Marseille, dans le quartier de la Granière, dans le 15ème près de l'hôpital Nord. Elle a vécu 17 ans dans la même résidence (où elle a déménagé 3 fois, au fil des naissances des frères et sœurs). Elle a deux grands frères, une petite sœur et un petit frère. Ses parents sont désormais propriétaire de l'appartement. Depuis la rentrée de septembre 2018, elle vit la semaine dans une chambre universitaire de la cité universitaire de Cuques (Aix-en-Provence). Elle est d'origine kurde (la famille retourne à chaque vacance, parfois plusieurs fois dans l'année en Turquie). Dans son quartier, elle estime que la moitié des familles sont d'origine kurde. Elle a beaucoup investi dans l'école et fait montre d'une volonté de dépassement et de mobilité sociale par rapport à ses propres parents. Dans son discours, elle analyse sa réussite scolaire comme le fruit de son travail. Elle reconnaît l'importance de certains enseignants (mais pas de l'institution scolaire dans son ensemble).

	Elle a été à l'école à Kalliste, puis son collège au Vallon des Pins. Elle a fait une seconde au Lycée militaire d'Aix : « <i>je voulais juste sortir un peu, changer... changer de monde</i> ». A la fin de la seconde, elle rentre cependant à Marseille et est acceptée dans son lycée de secteur. Elle explique ainsi son « retour » : « <i>Il y a plusieurs raisons. Je vous ai dit, je me lasse très, très vite de l'environnement. Je commençais à en avoir marre du côté militaire. [...] J'aimais beaucoup l'internat [...] Des amis formidables. On a passé énormément de temps ensemble etc. Les cours, c'était des cours... Comme ici. Mais le niveau d'exigence, il était un peu plus élevé. Ce n'était pas ce niveau-là qui me posait problème, c'était plus le côté militaire. On vous impose un rythme tout le temps. Et au bout d'un moment, c'est chiant, je trouve. Je suis quelqu'un d'assez organisé. J'aime bien faire toute seule, des choses. Je m'organise moi-même. Et... Je n'ai pas aimé ça. Et la pression de ma famille aussi a fait que, je suis partie de là-bas. Comme je vous dis, mes... Mes frères ne voulaient pas, au début. Et au bout d'un moment, ça s'est ressenti. J'en avais marre. [...] OK. Je cède. Je m'en vais</i> ». Elle a eu son bac avec mention B et est entrée à Sciences Po (malgré des doutes très forts exprimés au moment de la préparation des oraux d'entrée, doutes sur sa capacité à réussir).
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Lors de la vague 1 (et alors qu'elle vit encore à Marseille), elle qualifie son attachement au quartier de la Granière et à la ville de Marseille comme « Assez fort » et son attachement à la région comme « très fort ». Son attachement au quartier est notamment lié à la présence de sa famille et de beaucoup d'amis, voisins issus de la communauté kurde (elle explique que dans la communauté, les liens sont quasi-familiaux : elle considère les femmes plus âgées qu'elle comme ses tantes). Elle entretient un rapport ambivalent aux « quartiers nord ». Elle dit à la fois son attachement à ces quartiers et l'envie (très forte) d'en sortir « J'aimerais sortir de ce quartier, j'aimerais sortir de ces quartiers » (vague 1). Dans la vague 2, elle fait part de cette ambivalence en expliquant : ne pas en avoir honte, mais éviter malgré cela de dire qu'elle en vient quand elle se présente à ses nouveaux collègues de l'IEP.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer/augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Elle fait état d'inégalités. Entre les lycées, entre les écoles, entre les hommes et les femmes. Elle souligne la nécessité d'investir dans la culture et les loisirs pour « compenser ». Et dans les transports : « <i>ça ne devrait pas être aussi compliqué, c'est pas normal</i> ». (V1). Dans la V1 (plus que dans la V2), elle fait maintes fois référence à l'existence de deux mondes, très différents (la culture turque/kurde vs la culture française // son lycée de Marseille vs le lycée militaire, l'IEP vs son lycée/le quartier...) Lors du focus groupe, elle fait part d'un discours plus fort sur les injustices. En expliquant justement que les jeunes des quartiers nord « méritent » des bons profs (comme dans les autres quartiers).

	Dans la V2 néanmoins, elle insiste pour dire qu'elle n'est pas comme d'autres qui ressentent un sentiment de colère. Qu'elle n'est pas en colère. Qu'elle considère qu'elle et ses parents « ont ce qu'ils méritent » (dans un sens positif).
Poids du capital d'autochtonie (Vient-il compléter un faible capital scolaire ? Et ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Elle est bien insérée dans sa communauté locale. Mais ses ressources scolaires semblent l'amener à ne pas la surinvestir. Néanmoins, elle cherche malgré tout à s'investir avec sa communauté (elle participe aux mobilisations de la communauté kurde, une dizaine de fois par ans).
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Bien insérée, avec sa famille, dans les réseaux communautaires kurdes (elle participe à la vie de la communauté, se rend aux cérémonies les weekends, va en Turquie pendant les vacances, et va parfois aux manifestations pour la cause kurde, « quand ça la touche »). Dans le même temps : elle s'engage dans l'association IEP pour TOUS et dans une association qu'elle veut créer avec un autre étudiant « Les invisibles » (qui aurait comme vocation d'aider les enfants des quartiers/quartiers nord en leur faisant découvrir la culture générale). N'envisage pas de s'engager dans un parti, comme militante. Pas tant par distance à la politique, que parce qu'elle veut conserver sa liberté individuelle. Dans la V2, elle se montre critique vis-à-vis des organisations.
Sentiment d'avoir prise (sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?)	Sentiment qu'en travaillant, elle pourra avoir prise sur sa propre trajectoire, sa propre scolarité. Mais doute en même temps que cela soit suffisant. Elle a gagné en assurance entre la V1 et la V2, mais elle se montre toujours malgré tout inquiète elle dit avoir l'impression que ça va, mais attendre la fin du premier semestre pour en être sûre.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Attachement au quartier : « assez fort » Attachement à sa commune « assez fort » (et ambitionne pourtant d'en partir, pour Aix, pour ailleurs, pour n'importe où) Attachée à son appartement (dans la V2, elle dit s'ennuyer de sa famille), même si elle critique les « barres » où l'on « tasse les immigrés ». Attachement très fort à la région « <i>je suis bien dans le sud moi</i> » Et en même temps, a très envie d'aller travailler à l'étranger, dans les pays arabes.
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ?	Se sent valorisée à l'école, où elle a l'impression, dans la vague 1 comme dans la vague 2 d'avoir ce qu'elle mérite, d'être récompensée dans son travail.

(rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Elle souligne qu'il en va de même pour ses parents (et surtout pour son père, dont elle estime qu'il est récompensé pour son travail).
--	--

	Imran, ancien élève d'un lycée populaire entré à Sciences Po par un dispositif de discrimination positive. Marseille/Aix
Présentation de l'enquêtée (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1995 à Marseille, l'enquêté a grandi dans les « <i>quartiers nord</i> » de Marseille. Fils d'une mère et d'un père Tunisien. Sa mère arrive en France en 1989 / son père avant dans les années 70. Il fait les allers-retours entre la France et la Tunisie à l'époque. En France, il a vécu en foyer pour immigrés à Marseille – de nombreux petits boulots dans les champs, pour la SNC. Le passage par une famille française d'accueil semble avoir joué un rôle décisif dans son intégration et sa volonté de s'installer en France. Elle lui a notamment permis d'avoir un statut légal d'immigré en France par une embauche pour travailler la terre avec la famille. Aujourd'hui, son père n'a plus de lien avec cette famille et l'origine juive de cette famille est érigée comme une variable explicative, un détachement progressif parce que difficilement compatible avec les positions politiques du père vis-à-vis d'Israël. A priori, son père a vécu une situation de déclassement social en Tunisie après l'arrivée de Bourguiba, père plutôt attaché à la France, rapport ambigu à la décolonisation. Son père a obtenu récemment la nationalité française sans « le vouloir vraiment » mais suite à la pression de sa mère qui elle « aimerait vraiment l'avoir », mais elle est handicapée, pas assez a priori pour toucher encore l'AAH et donc pas considérée pour l'enquêté comme travailleuse ce qui ne joue pas en sa faveur pour obtenir la nationalité. Il décrit la famille de sa mère comme éduquée et « <i>féministe</i> » avec une place très forte de la femme. Il a un frère plus âgé (27 ans au moment du premier entretien) qui vraisemblablement vivote sans avoir de boulot fixe. Ce dernier a quitté le domicile familial depuis longtemps, juste titulaire d'un bac. Situé à l'extrême gauche de l'échiquier politique, son frère semble jouer un rôle important dans les rapports que l'enquêté entretient lui-même à la politique (attraction-répulsion). Il a aussi une sœur plus jeune. Il a passé son bac en même temps. Il a intégré Sciencespo aix au moment où sa sœur rate son bac de sciences de l'ingénieur au lycée Rempart. La famille a tout fait pour que sa sœur n'aille pas dans le lycée de secteur mais finalement redouble son bac à Saint-ex, sur les conseils de l'enquêté. L'enquêté a une scolarité très compliquée, viré de plusieurs établissements scolaires, inscrits en CAP, il rejoint la filière STG d'un lycée marseillais, poussé par un enseignant de son CAP à réintégrer le circuit scolaire classique. Il arrive à passer de première STL à première ES en écrivant une lettre de motivation à la proviseure puis intègre en terminal le dispositif IEPEI sur les conseils de sa professeure de SES, responsable

	du dispositif IEPEI. Il passe son bac à 22 ans et l'obtient avec mention AB. En septembre 2017, il a intégré Sciencespo-Aix en première année via le dispositif IEPEI. Il a redoublé sa première année. Il est aujourd'hui en 2^{ème} année à Sciencespo-Aix. En parallèle à ses études, il est réserviste pour l'armée française (depuis l'âge de 18 ans).
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Parents locataires d'un appartement situé dans le 14^{ème} Un rapport ambigu aux quartiers nord / attachement très fort à Marseille mais plus à distance avec les quartiers nord ou tout du moins alternance du rapport au territoire en matière de ressource et de stigmat. Attachement au territoire de résidence : <i>« Très fort mais ce n'est pas très fort dans le sens je suis attaché j'aime complètement, c'est très fort dans le sens où je suis obligé d'être attaché ». « On pourrait croire en disant très fort que j'adore mon quartier de la ou je viens etc. Ce n'est pas complètement faux, j'y tiens, mais je pense que c'est quelque chose ou une fois qu'on y est ça fait partie de notre vie, qu'on le veuille ou non. Ça fait partie de moi, de mon histoire et qui m'a forgé. J'y suis très attaché mais pas forcément dans le sens où j'aime ça... »</i> Exemple QN comme ressource – mise en scène de la fusillade qui a lieu en bas de chez lui à Marseille sur les réseaux socio étudiants – montrer qu'on vient d'un quartier difficile. - drague : je lui ai dit : <i>« Je vois comment tu me regardes depuis tout à l'heure mais désolé on n'est pas compatible je viens des quartiers nord »</i>. Elle a rigolé et m'a regardé et je lui ai dit : <i>« Mais si j'étais un bourgeois je me serais sûrement marié avec toi »</i>. Et en même temps conscience que ses codes de drague ne sont pas les bons à Sciencespo aix. Il a cultivé les conquêtes à Marseille (surtout copines du lycée mais pas nécessairement de sa classe et filles qui habitent pas au cœur des QN) alors qu'à Sciencespo aix pour l'instant difficile. Dans son propos, usage très fréquent du « nous » dans les quartiers nord pour travailler les différences en termes de sociabilités et de codes sociaux à Sciences po Aix Joue sur les pratiques vestimentaires – pas le même style à Sciencespo que dans les QN – a changé complètement sa garde-robe depuis son intégration et en même temps peut parfois se remettre en survêt à Sciencespo pour se « rebeller »... a intégré qu'à Sciencespo il y a des codes vestimentaires particuliers Se sent différent de ceux qui habitent les quartiers nord : <i>« Et du coup moi dans mon éducation, ça qui a fait un peu une coupure avec les quartiers nord, c'est que dans les quartiers nord il y en a beaucoup qui viennent de famille ou c'est normal que la femme soit dans la cuisine et qu'elle fasse ci et ça alors que moi, déjà ça me chauffait quand on me disait ça et ensuite quand on dit « non mais les femmes vous savez c'est l'égal des hommes etc » moi c'est une chose que « je maîtrisais déjà ».</i>

Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer/augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	« Je sens que... Je ne peux pas être totalement ami avec les gens de Sciences po, mais je ne peux plus être totalement ami avec les gens des quartiers nord. Je suis devenu quelque chose entre les deux » Représentation de sa place dans la société à partir de la métaphore du corps humain : « <i>l'estomac ou intestin dans le sens ou ce n'est pas la chose la plus jolie qui soit mais c'est utile, dans le sens ou je suis dans les quartiers nord, c'est pas grandiose ce que je fais, je vais pas finir ma vie astronaute... mais on est le peuple et on a besoin de nous. La population. Je pense</i> ». Met en évidence l'accès difficile aux quartiers nord en termes de transports urbains C'est avant tout les réseaux acquis en dehors des QN qu'ils mobilisent (intégration au conseil régional des jeunes par exemple). Rôle de la gendarmerie / rôle des enseignants qui lui ont permis d'être intégré et en même temps il est aussi victime de situation de mise à distance à la gendarmerie (stigmatisme de son faciès, difficile d'évoluer dans un milieu d'extrême droite). Intéressant de voir comment il se fait le porte-parole des quartiers nord dans de nombreux espaces : « <i>A Marseille on est une ligne de délimitation. Il y a les marseillais qu'on écoute et les marseillais qu'on n'écoute pas. Et les quartiers nord on voit bien, on est en 2018 et il y a encore des endroits où des gens se chauffent avec des bidons et le feu et tout ça et on prend le bus n va pas très loin, 1 km max, et on arrive dans une très belle ville, tout est beau tout est bien fait, magnifique. Ça je l'ai dit à la table ronde Marseille métropole, c'est bien en fait le MuCEM etc, c'est joli ça fait plus de culture, certes. Mais nous dans les quartiers nord on se dit encore un truc qu'on construit chez les riches, ça a tendance à plus nous isoler quand même. Moi vraiment, j'ai découvert Marseille, je suis marseillais mais j'ai découvert Marseille à 17 18 ans quand j'ai commencé à sortir. Vraiment... Quand j'ai vu la villa méditerranée avec le conseil régional des jeunes etc, je me suis dit ah oui. C'est pour ça qu'on dit que Marseille c'est beau. Il y a deux Marseille. C'est pas... enfin je ne comprends pas c'est dommage d'en arriver là, c'est comme le truc du train. C'est on dessert Saint Charles, Saint Antoine pour faire plaisir voilà il y a un arrêt dans les quartiers nord et tous ceux qui sont entre les deux bah... on est 4 trains par jours et si on les rate tant pis. Vraiment je me suis senti abandonné. Je l'ai vécu comme ça</i> ».
Poids du capital d'autochtonie (Vient-il compléter un faible capital scolaire ? Et ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Le rapport qu'il entretient avec sa famille est central. Il semble éprouver des difficultés à vivre seule. Il a habité quelques mois à Aix-en-Provence lors de sa première année d'étude mais a décidé assez rapidement de laisser tomber sa location pour revenir habiter chez ses grands-parents.

Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Peu de réseaux amicaux dans les quartiers nord et sur son lieu de résidence à proprement parler, la plupart de ses amis résident dans d'autres quartiers de Marseille. Difficile aujourd'hui de garder des amis qu'ils considèrent comme Marseillais pur sucre...il a gardé contact avec sa meilleure amie mais il l'a considérée déjà comme différente, elle vient de l'Estaque et a selon lui déjà un style de vie différent : <i>« il y en a une autre elle s'appelle Coralie, elle c'est vraiment la Marseillaise pure quoi, petite femme avec l'accent etc qui regarde tous les matchs de foot, qui passe ses soirées à plan de campagne... Et euh... Elle par contre je sens qu'on est en train de s'éloigner pas mal »</i> Pas de déplacements fréquents en dehors de Marseille et Aix-en-Provence / Tunisie pour les vacances mais ça fait longtemps qu'il n'y est pas allé. Dénonciation du salafisme / emprise du religieux... il évoque le rapport ambigu de ces parents à la religion. Ils sont restés croyants mais en France, leurs pratiques se sont estompées (de l'aïd à juste croyant) / la croyance est interprétée comme une « routine » par l'enquête <i>« Moi je dis toujours que je suis agnostique. Je ne peux pas affirmer que dieu existe ou non, mais je fais le choix, enfin ça peut choquer quand je dis ça, mais c'est pas méchant. J'ai l'impression que la religion c'est une faiblesse d'esprit dans le sens ou, on a besoin d'un truc pour apporter des solutions simples ».</i> Au niveau du territoire de résidence, pas d'investissement associatif particulier / ni militantisme politique. En revanche, très fortement intégré dans les réseaux associatifs étudiants de Sciences po Aix. Interface – association d'aide au soutien scolaire – seul réseau associatif avec lequel il entretient un lien avec les quartiers nord Mauvais genre – association féministe APNA – Association de protection des animaux – pôle quatre pattes Association ATENEX – défense géostratégie Rapport particulier à l'association IEP pour tous. Association qui regroupe la totalité des lycéens passés par Saint-Ex. il en a été le président la première année mais n'a pu rester à la présidence suite à son redoublement. Est entré en conflit avec l'équipe mais reste très lié à ce qui s'y fait tout en étant critique. Progressivement au cours de sa 2^{ème} année d'étude il laisse un peu de côté ces engagements associatifs multiples.
Sentiment d'avoir prise (sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité,	Forte croyance dans les institutions notamment l'école comme espace de mobilité sociale <i>« Je faisais mes trucs et j'avais l'impression que j'allais faire ça toute ma vie jusqu'à mourir. Voila. Point A point B puis je meurs. Et depuis que j'ai fait mon CAP j'ai commencé à galérer et tout je me suis dit en fait la vie il y a plein de chose à découvrir comme ça et Sciences po ça ne m'a pas déçu dans</i>

déplacements ? sur les instances politiques ?)	<i>le sens où je me suis pris une gifle quoi... je suis arrivé c'est un autre milieu social, une autre manière de travailler en cours ».</i> Par rapport à la gendarmerie – de « <i>l'arabe intégré</i> » au « <i>gars de science po qui va reprendre les rênes, futur général ou quoi</i> » C'est d'ailleurs son intégration comme réserviste qui lui ouvre certaines portes à Sciencespo aix, notamment réseau de fils de militaires / lien avec le master histoire militaire Mise en évidence de certains enseignants comme les figures centrales de sa mobilité (sa prof de SES au lycée, le référent égalité des chances à Sciencespo-Aix)
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Attachement très fort à Marseille / rapport plus complexe aux quartiers nord. Au niveau de ces mobilités dans les 15^{ème} et 16^{ème}, assez peu de déplacements dans ce qui est associé à la vie sociale des quartiers nord – cité, marché, terrains de foot...le lieu où il se sent le mieux, l'Estaque (autre visage des quartiers nord). Attachement à Aix-en-Provence et en même temps ne se sent pas d'y habiter pour des raisons économiques mais aussi parce qu'il s'y sent pour l'instant trop seul. Il a fait une tentative lors de sa première année d'installation à Aix qui a été un échec – retour dans le foyer familial.
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Le lycée Saint-ex décrit davantage comme le lieu où il a trouvé du sens, fortement intégré au lycée mais dans le petit groupe PEI, plus amis en L, décrit un fonctionnement au lycée Saint-ex comme une famille dans laquelle les enseignants sont érigés en parents. A ce titre, Saint-Ex rompt avec un rapport à l'école précédent très distant et plutôt en opposition – avec l'expérience marquant du CAP dans laquelle il a été à la fois mis de côté dans les cours techniques parce que pas intéressé mais aussi chouchouté par son prof d'histoire-lettre qui a joué un rôle important dans sa scolarité. A Sciences po Aix, il recherche la reconnaissance par la reconnaissance par les pairs ce qui se traduit par un sur-investissement associatif – reconnaissance sociale plus importante que celle de ses résultats à Sciencespo aix / mise en scène de son intégration au sein de groupes reconnus et élitistes de Sciencepo-aix (ex : Aix pistols) Au niveau de la mobilité dans Aix, ne fréquente que le centre / certains espaces privés (appartements des amis de Sciencespo aix dans lequel il est reçu).

	Allan, jeune en décrochage scolaire, L'Isle-sur-Sorgue
Présentation de l'enquêté.e	Né en 2000, à Cavaillon, il a toujours vécu à L'Isle sur la Sorgue. Il vit avec sa mère et ses quatre sœurs dans une maison aux Liserons depuis 13 ou 14 ans. Il est aujourd'hui

(Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	déscolarisé et suivait la Garantie Jeunes au sein de la Mission locale de la ville au moment de l'entretien. Après la 3ème (n'a pas son brevet), il a fait une seconde CTRM Conducteur Transport Routier de Marchandises mais il n'a pas eu le permis. Il s'est donc réorienté en première transport et terminale transport. Cependant, un problème de santé l'a obligé à arrêter cette formation en novembre 2018. A débuté la Garantie Jeunes en avril 2019, dispositif qui doit lui permettre de se réinsérer dans la vie active.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Un rapport positif : l'enquêté est très attaché à sa ville et à son quartier, proche du centre-ville. Y a toute sa famille, ses amis. Il note également « <i>elle s'améliore la ville. Franchement c'est une très belle ville. Les alentours bah, y'a les alentours qui deviennent...qui disent « Ah j'aimerais bien habiter ici ».</i> Comme j'ai dit, y a beaucoup de touristes. C'est une habitude d'être ici, franchement...voilà c'est notre ville, c'est... ».
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	L'enquêté se sent bien, il aime là où il vit, son cadre de vie qu'il considère comme privilégié « <i>Il n'y a que des beaux endroits</i> », il est entouré de ses proches. Cependant, il reste très incertain quant à son avenir à cause de son problème de santé. Reste toutefois positif « <i>Après moi j'ai toujours le sourire, je me prends pas la tête, je suis bien. Franchement, je me plains pas, je me dis toujours y'a pire que soi. Plutôt confiant, je suis pas bien au max</i> ». S'il aime sa ville, son territoire plus largement, il pense qu'il sera nécessaire qu'il en parte pour trouver du travail car selon lui, il n'y a pas beaucoup d'emplois.
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Il connaît bien le territoire, la ville, s'y sent bien inséré même si, selon lui, certaines choses manquent pour les jeunes : cinéma, boutiques type H&M ou Zara, des loisirs. Si un nouveau skate-park a été fait sur la ville, il y avait d'autres priorités. « <i>A part la Sorgue, on n'a pas de grands loisirs</i> ». La Mission Locale est perçue comme un vrai soutien. Il espère que cela va lui permettre de passer le permis et de trouver un emploi ou une formation
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Il se déplace assez fréquemment sur le territoire en train, bus ou stop, voire en voiture quand des amis à lui ayant le permis peuvent l'emmener. Dans L'Isle-sur-Sorgue, il se déplace toujours à pied. Certains trajets sont un peu longs (jusqu'à Cavaillon, peu de navettes). Pour le shopping, va jusqu'à Marseille, Avignon, Miramas, en train ou en voiture. N'a pas vraiment l'impression que les envies des jeunes pour la ville soient écoutées : il voudrait plus de boutiques pour les jeunes, des bars à chicha, boîte de nuit, cinéma. Ne se sent pas trop écouté plus généralement par les instances politiques.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait)	L'enquêté est fortement attaché à sa ville : « <i>Je suis attachée à ma ville. Franchement après peut-être je changerais d'idée, plus tard, en grandissant mais pour l'instant je me vois pas ailleurs.</i> ». Est également attaché à sa région, qui pour lui se

référence : logement, commune, région...)	<i>résume aux alentours de L'Isle-sur-Sorgue : Cavaillon, Apt, pas beaucoup plus loin. Aix-Marseille, c'est différent, « c'est le 13, c'est pas les mêmes ».</i>
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	A perdu beaucoup de sa confiance en lui et en son avenir depuis son problème de santé qui l'a obligé à arrêter l'école. Cependant, ses expériences professionnelles, notamment durant un job d'été qu'il a occupé à Lacoste, papeterie au Thor, il travaillait dans les bureaux <i>« Je faisais ce que je faisais à l'école. Bah en fait...j'étais...déjà j'appelais les autres entreprises pour avoir des...voilà pour les livraisons je m'occupais des cartes grises des véhicules, des livreurs je bipais leurs commandes, leur aller leurs retours »</i>. Ça lui a plu, s'est senti à sa place, valorisé. Bien ancré sur le territoire aussi de par le foot, qu'il pratique depuis de nombreuses années. Il souligne également être soutenu par sa famille, ce qui est important à ses yeux <i>« après mes parents ils m'ont toujours monté vers le haut. Ils m'ont jamais rabaissé ou quoi, ils ont toujours été là pour moi, pour la santé aussi pour le boulot. »</i>.
Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	Se déplace beaucoup plus depuis que des amis à lui ont la voiture. A découvert plus d'endroits dans la région, auparavant il restait principalement sur L'Isle-sur-Sorgue et alentours. Par exemple, il allait, durant l'été, se baigner au Partage des Eaux, désormais va à la mer en voiture (Marseille). Va en boîte sur Aix ou Marseille désormais. S'il apprécie ses endroits, pour lui ce n'est vraiment pas pareil que L'Isle-sur-Sorgue, complètement différent. MAIS Territoire contraignant quand on n'a pas soi-même la voiture et/ou le permis. Se déplace en train, bus ou stop la majorité du temps <i>« Y'a pas d'autres solutions »</i>. Doit souvent rester à L'Isle-sur-Sorgue et même s'il aime beaucoup sa ville, il tourne vite en rond. Pas de choses qu'ils considèrent lui pour les jeunes : pas de boîtes de nuit, de boutiques, de bar à chicha : <i>« Après je peux comprendre aussi, c'est pas trop une ville pour les jeunes comme...voilà c'est plus pour la Brocante. »</i>
Représentations du monde social et propre position	(V1) Se sent bien dans sa situation, intégré, satisfait de sa station et de sa position même s'il est stressé par rapport à son avenir pro.

Groupe n°2 : « Employés d'exécution »

	Elie, chef dispatcher, Marignane
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né à Lourdes Il a passé sa jeunesse dans les Pyrénées jusqu'à 12 ans. Puis arrivée à Marignane, là où il vit toujours, après avoir vécu à Aix et en Normandie. Scolarisation dans le privé catholique, BEPC Punk, Chef dispatcher Célibataire, un enfant
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Mitigé. Son discours marque une certaine indifférence aussitôt que l'on sort du « chez soi ». Cependant, on notera des points d'accroche (positifs et/ou négatifs). Il y a les gilets jaunes (il se dit un vrai, de la première heure) ou l'explosion de Rouen (propriétaire à proximité), la question du voile (comme polluant l'actualité). Mais cela survient aussi au niveau de la ville de résidence. Dans ce cas, ces points sont ancrés dans un ordinaire (la démultiplication des rond-point par exemple lui apparaît comme un problème ; la piétonnisation du centre-ville aussi, celle-ci n'ayant aucun sens dans une ville « dortoir »).
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	N'apprécie ni les institutions, ni les politiques. L'attache au lieu (hors domicile) est faible. Cela met en relief son parcours biographique « décalé », sa mobilité résidentielle et les rebondissements personnels, professionnels, etc., qui ont ponctué son parcours. Actuellement, l'enquêté se sent « bien » et ne ressent pas d'injustice, sans pour autant être totalement confiant.
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Assez peu dans le cas présent. Le travail semble plutôt primer chez l'enquêté. Bien qu'ayant un BEPC (...), il estime son « capital scolaire » bien supérieur aux jeunes avec qui il est travaillé et qui sont mieux « dotés » en diplôme (« ils ne savent même pas écrire »). Par ailleurs, au regard de sa mobilité, ses liens se centrent surtout auprès de réseaux diasporiques. Mais la forge d'une autochtonie n'a cessé de se déplacer, et n'a que peu capitalisé que peu pour le moment (47 ans).
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Oui. Peu dit lors de l'entretien, mais insertion forte dans un réseau professionnel ; forte présence aussi dans les réseaux sociaux sur Internet (de très longues dates, bien avant facebook). A pris ses distances avec Radio Zinzine (ancien animateur)

Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Je dirais que le territoire n'est pas une entité efficiente pour lui, mais plutôt un support de vie. Le travail (et la famille) est (sont) davantage mis en avant. La signature récente d'un CDI semble un moment fort et un évènement marquant (il l'estime comme une récompense du fait de son engagement personnel au travail). C'est le travail qui le réinstalle (dans le sud ; prochainement dans un nouvel appartement à Marignane, hors foyer des parents, etc.). Aucune incidence sur les instances politiques. En revanche, les transports posent problème (coût de la voiture sur le pouvoir d'achat). Mais tout cela est peut-être en devenir : il souligne que cela ne fait que 2 ans (!) qu'il est revenu dans le sud. A noter qu'il est propriétaire d'une maison à côté de l'usine qui a explosé à Rouen. Là, il se sent concerné : il ne comprend pas la résurgence de la question du voile qui a éclipsé l'explosion d'une usine.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Attachement fort au domicile familial (et bientôt à « ma maison à moi »). Les institutions dotées en territoire et prises en comptes, sont surtout la ville et l'Etat. Conseil départemental, Conseil Régional, intercommunalité, etc. : aucun avis car ne saurait pas et ne s'en soucierait pas de toute façon.
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Monde professionnel principalement (par exemple, il est fier d'avoir passé une <u>formation</u> pour conduire les chariots). Famille également, surtout depuis qu'il peut voir son fils au relais de ses parents à lui.

Groupe n°3 : « Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique »

	Abdel, Animateur territorial, salarié du public, L'Isle-sur-Sorgue
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1987 en Algérie, il arrive en France à 4 ans et a grandi à Carpentras avec sa mère, française même si elle est née en Algérie, cadre dans les assurances. Il ne connaît pas son père et a un frère de 21 ans, chauffeur-livreur. Il est marié depuis 2011 avec une de ses amies d'enfance, né en Algérie où leurs familles se connaissaient déjà. Son épouse est titulaire d'un BTS dans l'environnement mais s'occupe de leurs 3 enfants et fait pour l'instant des ménages dans les hôtels. Abdel est titulaire d'un bac STT et d'une licence de droit. Comme il travaillait au centre de loisirs de la commune parallèlement à ses études, on lui a proposé une titularisation et il a préféré travailler que poursuivre ses études (il avait envisagé éducateur PJJ) mais pourrait envisager de reprendre un master. Il est aujourd'hui animateur territorial, salarié du public.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Il habite L'Isle sur Sorgue depuis 2010 et vivait auparavant dans un petit village (Caron) près de Carpentras, sa mère ayant voulu sortir son frère et lui des quartiers. Il est heureux mais ne vit pas forcément bien car il est en HLM et ne veut pas cela pour ses enfants (on ne vit pas comme un enfant comme les autres en HLM car il ne faut pas faire de bruit pour ceux d'en dessous). A déménagé de nombreuses fois et financièrement jusqu'à maintenant, il n'avait pas d'autre choix que les HLM. Le cadre de vie (la ville) le satisfait énormément mais pas son lieu d'habitation, il a en projet de déménager dans une maison qu'il a commencé à construire. Il dit « je déteste le Vaucluse » qu'il a longtemps vu du point de vue de Carpentras, ville fortement dépréciée à ses yeux. Il déteste Orange et Bollène, Avignon, Cavaillon (villes d'insécurité et de très fort racisme). Sentiment que la commune change, de village devient une vraie ville avec besoin d'infrastructures supplémentaires.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Sentiment d'injustice vécu par procuration, lui s'en est toujours bien sorti (on l'appelait la tête et il a toujours trouvé du travail) mais pas ceux aux côtés de qui il vivait dans son quartier. Il dénonce la communication politique faite sur l'argent mis dans les quartiers qui ne bénéficie pas aux gens qui y vivent. <i>« Par hasard j'ai rencontré L'Isle sur Sorgue, tellement j'ai l'impression que c'est une personne. Ça m'a fait ce truc-là »</i> « Parce qu'on a vécu dans un coin pourri et quand on est ici on a l'impression que c'est la crème de la crème » => ville qu'il ne connaissait pas alors qu'il vivait à Carpentras (à peine 10 km) et faisait ses études à Avignon, ce qui en dit long sur le fait d'être prisonnier du territoire.

Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Capital d'autochtonie assez fort de par son activité professionnelle et ses investissements associatifs.
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Très bien inséré dans les réseaux de sociabilités. En qualité d'animateur territorial, responsable des adolescents dans la structure « Accueil Jeune », il participe avec une troupe de théâtre locale (Les ateliers du Toucan) au trophée d'improvisation créé par Djamel Debbouze. S'intéresse à la politique mais ne comprend pas ce qui se fait depuis une dizaine d'années.
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Oui de par son activité professionnelle. <i>« Je suis confiant parce que je crois en moi »</i>
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	La commune au-dessus de tout. Aucun attachement au quartier qu'il veut quitter. Déteste le département du Vaucluse, terre de discrimination. <i>« le régional moi je l'assimile à Marseille et Nice pas plus. J'ai presque l'impression que je ne fais pas partie de la région ou peut-être parce qu'on est dans une petite ville donc j'ai cette impression du lointain aussi »</i>
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Clairement son espace professionnel mais également les sociabilités locales qu'il développe via l'école et ses interventions auprès des adolescents. Il bénéficie d'une forte notoriété et d'une image très positive auprès des familles des enfants dont il s'occupe.

	Isman, professeur de physique-chimie en lycée, Marseille 15
Présentation de l'enquête.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1960. A grandi au Maroc dans la région de Casablanca, dans une famille de petits paysans de 9 enfants. Doué à l'école, a obtenu des bourses pour étudier les mathématiques en France. Sa région de cœur est celle de Dijon, dans laquelle il est arrivé lors de sa venue en France en 1982, dans laquelle il a étudié et rencontré sa femme, prof d'italien française, avec qui il a un garçon (Marius). Il n'aime pas trop la région PACA, encore moins son lieu de vie (Marseille 15 ^e), dans lequel il vit depuis plus de 12ans. Il est venu s'installer ici pour son travail (prof de physique-chimie) mais aimerait bien déménager pour retourner vers Dijon.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Il est arrivé dans le 15 ^e en 2006 car il souhaitait acheter un bien immobilier avec une vue sur la mer. Il n'avait pas les moyens de le faire dans un autre quartier. Il est dans un « grand appartement », mais se plaint de la saleté malgré les moyens dépensés par la copropriété pour maintenir l'endroit propre (tags, poubelles, choses suspendues aux fenêtres, « <i>c'est pas Kalliste mais c'est pas loin</i> »). Sentiment de bien vivre mais rapport globalement négatif au lieu de vie (très insatisfait de son cadre de vie quotidien) : attachement au quartier « très faible », à la ville « faible », à la région « faible ». Rapport ambiguë au quartier : il aime l'espace, le fait qu'il soit près d'une « <i>grande colline où il n'y a rien</i> », mais n'a aucun sentiment d'appartenance.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Malgré le fait que l'enquête relève fréquemment le fait que les pouvoirs publics sont trop peu présents dans le quartier, cela n'est pas vécu comme une injustice du fait de son très faible attachement à un quartier qu'il considère comme ne lui ressemblant pas. Ce qui le préoccupe dans son quartier : l'insécurité (se plaint de ne jamais voir de policier, mais ne vit pas ça comme une injustice : selon lui, c'est normal, parce qu'ils ont peur de venir). Il relativise toutes les critiques qu'il peut émettre sur la présence de l'Etat dans le quartier. Ex : les transports, se plaint un peu de leur rareté avant de dire « <i>mais quand même, ça va, on n'est pas bloqués non plus</i> ». Il dit « <i>je suis sévère quand même !</i> ». Concernant l'emploi, il dit être effrayé par le nombre de chômeurs chez les parents d'élèves : « <i>soit ils ne trouvent pas, soit ils ne cherchent pas, mais il y a forcément un problème !</i> »
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne	Capital d'autochtonie faible entraîne des pratiques d'évitement de la sociabilité de quartier. Il dit ne pas avoir d'amis dans le quartier. Le fait qu'il ait « une tête de musulman » mais ne le soit pas le contraint selon lui à ces pratiques d'évitement : il raconte par exemple devoir faire des détours pour rentrer chez lui de façon à ne pas passer devant la mosquée, qu'il ne fréquente pas. De même, pour

sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	boire une bière ou se détendre, il se rend en centre-ville de Marseille. Son rapport distancié à la religion (il est non croyant) semble peser négativement sur son ressenti concernant son capital d'autochtonie. Par exemple, il a mis en 3^e position des problèmes de son quartier l'école. Quand je lui demande de développer, il dit « je parlais des problèmes de religion chez les élèves en fait » Il parle des gens du quartier en utilisant des procédés de distinction « ces gens-là ». Son fils a un capital d'autochtonie plus développé mais l'enquête tente d'avoir un effet négatif sur son « intégration » au quartier : « Il est dans le quartier mais je ne veux pas trop le laisser s'attacher au quartier. Je ne veux pas qu'il traine avec n'importe qui, je peux pas le laisser trainer avec les gens de son âge même s'il aimerait bien. Je suis toujours derrière lui. ». Son fils est scolarisé dans le privé, vers Cinq Avenues.
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Ne se sent pas inséré/ « intégré » dans les réseaux de sociabilité du quartier (« Moi j'essaie vraiment de m'isoler, je ne veux pas rentrer dans tout ça »). Il dit ne « <i>pas correspondre à un cas représentatif du quartier</i> ». Dans le quartier, il tient son rôle de prof et dit avoir « <i>une réputation à tenir</i> » : il dit devoir toujours être bien habillé pour sortir, ne pas boire une bière près de son lieu de vie qui est aussi son lieu professionnel. « <i>En revanche, quand je m'éloigne de mon quartier, je vis ma vie, libre !</i> ». Il semble très investi en tant qu'enseignant de physique chimie (projets d'astronomie avec les élèves) à bien inséré dans le réseau professionnel local. Ses amis sont à Dijon.
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Sentiment d'avoir prise sur son avenir et sa propre famille du fait d'une préservation de sa famille vis-à-vis de l'environnement (interdire à son enfant de sortir avec les enfants du quartier... l'inscrire dans un privé du centre-ville – Longchamps, amener sa femme en voiture jusqu'aux transports en commun qui l'amènent dans le centre...). Défiance vis-à-vis de la mairie locale, qu'il accuse d'avoir des pratiques très populistes à l'égard des habitants.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Très faible attachement aux lieux locaux en général, qui contraste avec l'attachement pour sa région et ville d'étude lorsqu'il est arrivé en France (Dijon). « <i>Je suis là sans être là en fait</i> »
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Se sent valorisé dans son espace professionnel : cela fait longtemps qu'il travaille dans le collège, où il fait partie des anciens. Il dit avoir de bonnes relations avec la direction, il est investi dans des projets d'établissements. Dans le quartier, il ne quitte pas ses habits de profs : c'est ce rôle qu'il souhaite tenir face à ses voisins. Selon ses dires, dans le quartier il est avant tout le prof de physique du collège. Les lieux où il peut se sentir valoriser en dehors de son statut professionnel sont extérieurs au 15^e : il dit se rendre en centre-

	ville pour boire une bière en terrasse, pour être « libre » d'être qui il veut.
Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	Son fils est scolarisé dans le privé, vers Cinq Avenues (distance géographique et sociale) où il fait toutes ses activités (foot, karaté, musique). Sa femme aussi a des activités, mais toutes en centre-ville, éloigné du quartier. Se déplace en centre de Marseille dès qu'il s'agit d'un loisir, alors que le territoire vécu est aussi celui de son lieu de travail, mais sur lequel il ne s'autorise pas (hormis chez lui) à être lui-même dans l'espace public. Quand il se déplace dans son quartier pour autre chose que les courses ou le travail, c'est lorsqu'il fait son footing. Mais là encore, stratégie d'évitement et de cloisonnement : « au début j'osais pas [aller courir dans la colline près du quartier] mais après, en fait, je mets un casque sur la tête, je m'occupe de personne » Sa propre mobilité sociale (originaire famille très populaire rurale à prof urbain) a un impact sur la manière dont il souhaite élever son enfant : il déplore sa « mentalité de bourgeois » et essaie de lui montrer d'où il vient, notamment en l'amenant régulièrement dans son village marocain et en lui montrant les conditions difficiles dans lesquelles il vivait. La scolarité de son fils lui donne à voir une classe sociale plus élevée : « [dans son établissement privé] Il y a des personnes un peu... assez à l'aise. Il y a de tout, mais il y en a beaucoup qui sont très à l'aise financièrement. Lui, il vit avec eux, j'ai rien contre, mais je veux qu'il comprenne les deux, qu'il soit un petit peu... »
Représentations du monde social et propre position	Sur la partie du corps qu'il représente dans la société : <i>« Je suis aucun... Je crois que dans l'organisme humain, il y a un petit os qui sert à rien... Là, je suis là... qu'est-ce que j'aimerais être ? Oui, ça, je peux le dire. Mais qu'est-ce que je suis ? Je suis rien... [Pourquoi ? vous faites quand même bcp de choses] Je sais pas si je fais des choses... je fais pas grand-chose, justement. [...] Les mains, par exemple. Vous me donnez une mission et je fais, je travaille, j'exécute un travail. Je fais de l'agriculture, je sais faire, ça, par exemple. [OK, d'accord. Donc ça, et ce que vous aimeriez être, c'est les mains ?] C'est ce que je suis, peut-être. »</i> Sur où il est positionné dans la société : <i>« Je vais pas dire que je suis en bas, mais vers le bas. Si je dois tracer un segment, il y a le milieu, et moi, je suis juste à côté, mais du côté bas. »</i> Mais pour autant sentiment d'être heureux et de vivre correctement. Met son propre cas en comparaison d'autres : des riches bien plus malheureux parce qu'ils voudraient viser plus haut, gagner davantage, et des gens qui meurent de faim = sa connaissance de milieux sociaux très divers le fait appréhender sa propre situation avec un certain recul. <i>« moi je suis toujours avec les pauvres »</i> (politiquement) -Dans son quartier : <i>« isolé dans mon coin à regarder »</i> relève les problèmes de civisme des gens à côté de qui il vit dans le quartier (jeter ses poubelles par la fenêtre etc... « tous les voisins sont mécontents mais tous participent ». déplore la non-mixité de son quartier (« je suis dans un

	endroit où la population est d'origine étrangère, exclusivement. J'ai rien contre, mais s'il y a que ça, s'il y a pas assez de variété, c'est trop compliqué - Vis-à-vis de l'extérieur : son fils le tire vers une sphère sociale plus élevée (école privée du centre), ce qui lui donne selon lui une « mentalité de bourgeois ». Je demande pourquoi il dit ça : « <i>Parce qu'on lui offre un certain nombre de choses. En fait, on se prive, sa maman et moi, d'un certain nombre de choses pour lui acheter de bons habits, des marques... pas trop, mais quand même... des choses que moi je peux pas me payer. Des fois, je suis vraiment... aller faire des crédits à la banque, tout ça, pour... Sans vouloir qu'il soit vraiment, mais juste pour qu'il se sente pas en manque de quelque chose</i> ».
--	---

	Loïc, éducateur spécialisé, Saorge (Vallée de la Roya)
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Éducateur spécialisé (travailleur social CDD grande association), grandi à Nice mais toujours fréquenté la montagne (famille originaire d'une vallée piémontaise), vit à Saorge depuis peu (pour aller vivre avec sa copine), avant Tende, mais travaille dans l'ensemble de la vallée (entretien à Breil) ; a fait ses études à Nice, y compris des études de sociologie (bac +5) ; en couple ; pas d'enfants (mais 2 enfants de sa conjointe).
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Rapport très positif au lieu de vie, qu'il a choisi. Grandi à Nice, de père originaire de Nice et mère originaire du Piémont italien, il a choisi de partir vivre en montagne il y a 4 ans et demi. Ce qu'il aurait dû faire depuis longtemps, il estime. Toujours fréquenté la montagne, notamment la vallée piémontaise où reste présente une maison familiale. Se sent attaché à ce qu'il appelle son territoire transfrontalier, plutôt qu'à la région PACA par exemple. Il valide toujours son choix et ne se verrait pas partir, malgré les aspects négatifs (train, forte présence policière, expériences d'injustice liées à la question migratoire) et malgré la possibilité de partir vers des vallées plus « calmes ». Si jamais il devait partir, ce serait pour la vallée piémontaise d'où est originaire sa mère, très proche. Il est attaché non seulement à la dimension vie de montagne, calme, mais aussi à la dimension transfrontalière et vallée-littoral. Il regrette néanmoins le manque de services, notamment les transports, et le fait que plus de personnes ne viennent pas s'installer dans la vallée. A propos du territoire, il explique : « <i>Il va plutôt moyennement bien. Il va moyennement bien parce qu'il est... Il a pas trouvé les moyens d'attirer des nouvelles personnes qui viennent s'installer ici. Et du coup, et notamment en bas de la vallée du coup, même si tu as des gens qui viennent ici, ils vivent pas vraiment ici parce qu'ils travaillent en bas. Et du coup, ils consomment en bas aussi en partie. Donc nous, on voudrait des gens qui viennent vivre et travailler en montagne. On</i>

	voudrait pas des gens qui viennent vivre à Breil-sur-Roya, que tu vois jamais parce que ils vivent en bas. Je comprends pas comment c'est possible d'avoir... Si tu vas sur Pôle emploi.fr là, tu vois qu'ici en fait, tu... On cherche au moins quatre ou cinq infirmiers ou cadres infirmiers, enfin je comprends pas qu'on puisse être en carence de... De... De gens. Enfin moi, si j'étais... Et pareil, les enseignants (1.01.06.1). Chaque année, on cherche des enseignants. Et on trouve pas de gens qui demandent spécifiquement le collège ici ou le collège à Tende. Moi, ça me paraît fou, ça. C'est... Comment... Comment c'est possible de galérer tous les ans, à chercher des enseignants qui vont se taper la route Nice – Breil-sur-Roya, Nice – Tende et comment c'est possible de... De... De maintenir un service hospitalier fermé à Tende parce que tu n'as pas les infirmières pour le faire fonctionner. Et de recruter des infirmières en Italie ou même des Roumaines, pour venir travailler à Tende. Moi, je comprends pas ça. Comment... Comment on peut ne pas avoir trouvé les moyens de... Même tu vois... Je sais pas, tu as plein de maires ruraux, tu le vois dans les reportages qui se bougent, tu vois, qu'ils n'ont plus de médecins ou que, ils ont besoin de maintenir un commerce, ils passent des annonces. Ils font des promotions de fou : ouais. Logement gratuit etc. Venez, toi, médecins, toi infirmières, toi enseignants, on a besoin de toi. Ici, je vois pas ça. C'est dommage. C'est dommage parce que la terrasse que tu vois, elle est comme ça, un mois dans l'année. Deux mois dans l'année. Le reste du temps ici, c'est l'enfer. [...] Les commerces ferment plus qu'ils n'ouvrent. Et quand ils ouvrent, ils... Ils ferment un ou deux ans après. Ils ferment parce que les gens, ça les intéresse pas vraiment de vivre et de travailler en montagne. Ça, c'est vraiment triste. C'est vraiment triste ».
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	L'expérience migratoire dans la vallée a particulièrement forgé son sentiment de défiance à l'égard de la justice. Frustration puisqu'il aimerait bien faire confiance dans la justice. Distinction entre légal et légitime. « Enq. : Personnellement tu as des expériences ou par ton travail, tu as à faire avec les institutions de la justice ? Loïc : Bah si on est ici, on est pas ailleurs. Ici depuis... Depuis quatre ans que tous ces jeunes... Que tous ces migrants sont arrivés à travers la frontière, grâce à l'action de Cédric, des associations et des avocats, et de tous les gens qu'on a réussis à mettre sur ce coup-là, on s'est bien rendu compte que, à de multiples reprises, la loi n'était pas respectée. Que... Que les policiers, les gendarmes, les procureurs ne respectaient pas les lois françaises. Donc à ce moment-là ou ils se démerdent pour les changer, ou alors ils les respectent. Mais si un type qui arrive là, il a le droit de faire sa demande d'asile, bah il a le droit de faire sa demande d'asile. On crée pas des... Des zones spécifiques où s'il se fait arrêter là, il peut pas aller à Nice ou alors s'il se fait arrêter là, si on n'a pas de caméra à côté, bah, on le renvoie directement à Vintimille, sans prévenir l'Italie, sans avoir traduit papier, sans rien. Je parle même pas des cas des mineurs. Donc on se demande plus... Dont on se demandait pas pendant des mois et des mois, s'ils étaient mineurs, majeurs, ni quoi que ce soit, ils étaient directement renvoyés en Italie. Ça, c'est une première

chose concernant les... Les gens qui arrivaient. C'était que si on avait pas mis les avocats sur le coup, et les médias, qu'on avait pas filmé etc. bah ça aurait continué, en fait. Et la deuxième chose évidemment, c'est pour tous ceux qui ont accompagné et aider les migrants, je regrette mais là aussi, on a eu affaire à quand même quelque chose comme un acharnement à un moment donné, sur... Sur des gens qui pour l'écrasante majorité, même tous, ont accompagné des gens et ils les ont aidés à... À bouger, à les héberger, à les nourrir, et juste parce qu'ils accèdent à leurs droits, en faisant une demande d'asile. Et si je dois faire le compte des personnes qui ont passé du temps en garde à vue, qui ont été poursuivis, qui avaient des obligations de contrôle judiciaire, et même qui ont été condamnés par la justice, franchement pour avoir au maximum transporté une personne d'un endroit à un autre, là, la confiance que j'ai dans la justice, elle est vraiment limitée. C'est pour parler vraiment de ce qui se passe là sur ce thème-là. C'est... C'est pas possible. Là, encore une fois, si les gens n'avaient pas mis énormément de médias sur le coup, il est probable qu'on aurait été condamnés encore plus, et encore plus durement sans que personne ne sache en France, à part nous, qu'est-ce qui se passe vraiment. Donc c'est pas facile.

Ouais. Et cette expérience en particulier, tu as l'impression que ça a changé ton rapport à la justice ?

Ça, c'est une question extrêmement importante parce que... Alors là, pour prendre mon cas, moi, j'ai été éduqué dans le respect des lois. C'est comme ça. C'est pas autrement. Dans le respect de la justice. Dans le respect du professeur, de l'uniforme, de ce que tu veux (28.26.4). Donc moi, je veux bien respecter des règles, mais premièrement il faut que les règles, je les comprenne. Et deuxièmement, surtout j'ai besoin de savoir si les règles, elles sont légales, et si ensuite elles sont légitimes à mes yeux. Et là en fait, notre expérience, elle a... Elle a... Elle a montré que, les règles, bah, on les comprenait pas vraiment. Que certaines... Que certaines étaient simplement, enfin des manières de faire étaient illégales. Et que surtout la plupart des règles en la matière, nous paraissaient illégitimes et injustifiées. Et donc c'est par rapport à notre expérience que, je pense, un certain nombre de personnes se sont retrouvées à se dire comme moi : en fait, mais pourquoi... Pourquoi continuer à respecter ce fonctionnement qui nous paraît, qui... À bien des égards est illégal, et qui surtout nous paraît complètement injustifié sans... Sans que à aucun moment, on prenne en compte ce que (29.25.4) nous, on vivait ici et... Et en nous faisant passer bien souvent de manière... De manière détournée, mais en nous faisant passer presque nous-mêmes pour des passeurs, en créant l'amalgame entre un passeur et un passeur. Enfin c'était... Et tout ça pour couvrir... Tout ça pour expliquer aux gens en France que : rassurez-vous, on a fermé la frontière. Les gens ne passeront pas. Mais enfin... Nous, on a jamais prôné l'ouverture de toutes les frontières pour tout le monde à n'importe quel moment, mais c'est juste que, on a... On a... On est dans un pays avec des lois, avec des règles. S'il y a des personnes qui doivent d'abord les respecter, ne les respectent pas, ça nous engage encore moins les respecter. Donc moi, c'est... C'est... Enfin c'est clairement... C'est

	<i>clairement ce qu'on a... Ce qu'on a vécu qui fait que, au fil des années, ta confiance en... En la police et en la justice, bah, elle s'érode, de fait. Parce que tu le vois. Tu vois qu'il y a des choses qui ne sont pas claires. Et encore une fois si tu n'as pas des... Des... Des caméras ou des journalistes qui viennent pointer ça, et des avocats, bah en fait, ça peut être bien pire. Et d'ailleurs tu te dis qu'en fait ici, c'était... C'est tout petit. Mais en fait c'est susceptible de se passer dans plein d'endroits en France, je parle même pas dans le monde entier. Et en fait, tu te dis : la loi... Tu te dis : la loi française, les préfets, les autorités peuvent bien souvent faire un peu ce qu'elles veulent. Si c'est pas relayé par... Par des associations, des avocats et des médias, bah, ça passe. Et ça, c'est... Ça, c'est hallucinant. Et tant que tu n'es pas confronté à ça, même si tu es à Nice en fait, tu peux très bien fermer les yeux, tu n'es pas obligé de savoir. Nous, à un moment donné, on parlait que de ça. Et en fait, on s'apercevait que même si tu étais à Nice, tu pouvais très bien ignorer presque tout de ce qui se passait à une heure de train. Et que l'État profite de ça, et le sait pertinemment ».</i>
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	C'est plutôt son capital professionnel et militant qui viennent compenser le capital d'autochtonie. Pas « originaire » mais très investi dans la vie de la vallée, qu'il connaît bien, très au courant de la vie politique est institutionnelle de la vallée, investi dans la vie culturelle et sociale de la vallée (organisations d'événements, réseaux associatifs).
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Il est impliqué dans l'organisation d'événements festifs et d'agrégation dans la vallée.
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Institutions politiques : déceptions par rapport à l'échelon communal du fait qu'on ne dépasse pas les clivages sociaux de la vallée (notamment originaux/nouveaux, ruraux/non ruraux) ; sentiment d'abandon par rapport aux échelon départemental (ex éducation) et régional (ex train)
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Très fort sentiment d'appartenance au lieu, avec un scope assez large mais transnational : il n'est pas plus attaché à Saorge (où il habite maintenant) ou Tende (où il a habité quelques années) qu'au reste de la vallée par exemple, et cette appartenance (ou en tout cas sentiment d'être à l'aise et quelque part « chez lui ») s'élargit notamment au territoire montagnard transfrontalier (plus qu'au reste de la région notamment, échelon peu significatif). <i>« Moi, j'ai moins d'attachement à la région PACA qu'à mon territoire transfrontalier. Parce qu'ici, c'est entre chez moi, et chez moi. Voilà. Je suis né à Nice. Mais on est tous transfrontaliers ».</i>

	Par ailleurs, il considère qu'une communauté d'agglomération montagnarde et transalpine aurait été beaucoup plus pertinente et intéressante par rapport à la communauté d'agglomération actuelle, guidée par Menton. <i>« Je sais qu'avant que j'arrive ici, beaucoup de gens s'étaient mobilisés contre le projet de la communauté d'agglomération, la Riviera française parce que dans l'idée, c'était Roquebrune et Menton surtout, qui allaient prendre la main de... De cette communauté d'agglomération, avec toutes les communes d'ici à l'intérieur. Et du coup, l'idée, c'était de... De proposer une alternative, une communauté de communes de montagne toute petite ici, et dans les fantasmes des uns et des autres, carrément une communauté de communes transnationales avec tous les petits pays italiens limitrophes dont on se disait que finalement, on avait plus de cohérence à être que des hameaux et des villages de montagne, que d'être rattachés à Menton. Et ça sur le papier ça me paraissait intéressant. Ça n'a pas été retenu ».</i> Il considère également que les maires de la vallée devrait davantage travailler ensemble et avoir une vue davantage d'ensemble. <i>« Je pense qu'on a des mairies-là qui... Qui n'ont pas assez à cœur de... De rassembler tous les habitants des villages. Mais tous. Et on arrive pas à dépasser nos différences. On arrive pas à dépasser nos... Nos différences. On a des... Des municipalités qui... Que ça n'intéressent pas plus que ça. C'est triste. C'est triste parce qu'on est des... On reste bien souvent plus sur nos différences que ce qui nous rassemble, là, c'est-à-dire de vivre ici dans une vallée, en montagne. Et sous prétexte de... De point de vue politique, de... De se dire : toi, tu viens d'ici (39.40.7). Toi, tu viens de là-bas. Toi, tu es étranger. Toi... Toi, tu travailles la terre ... que sais-je. On reste plus sur ça. Et on le voit toujours à travers... À travers les fêtes. C'est incroyable selon la fête à laquelle tu vas aller, tu vas retrouver absolument pas les mêmes gens. Mais les municipalités j'ai l'impression que, elles ont un peu abandonné. Ou alors elles savent pas faire d'essayer de fédérer un peu, mais vraiment tous les habitants de leur commune, tous les habitants de la vallée. C'est dommage ».</i>
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Importance d'être bien dans son travail et d'être bien entourés. <i>« Du coup, qu'est-ce que ça signifie pour toi « bien vivre » ? Justice et liberté. Ouais. Justice et liberté. Choisir d'avoir un... D'avoir un travail qui me plaît ou de ne pas en avoir à d'autres moments. Mais là, choisir d'avoir un travail qui me plaît. Je... Être autonome dans... Dans une... Dans une bonne partie du travail, peut-être dans l'organisation. De... D'être en confiance avec son employeur. Et surtout, niveau vie personnelle, être... D'être bien entouré et... Voilà. D'être dans la confiance avec mes proches. On te retire ça... Pas besoin de grand-chose d'autre pour moi ».</i>
Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales	Grandi à Nice, vient s'installer dans la vallée suite à une opportunité professionnelle qui lui permet de franchir le pas et concrétiser un souhait qu'il avait déjà avant. Attaché au territoire montagnard transfrontalier depuis l'enfance.

affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	Désormais ses mobilités sont : dans la vallée de la Roya (travail, amis, participation et/ou organisation événements festifs et d'agrégation, courses), à Nice (famille, amis, démarches), dans la vallée piémontaise dont est originaire sa mère (famille, amis, projets de cultivation) La vie dans la vallée frontalière au moment de la « crise migratoire » a pu affecter sa confiance dans la justice (voir supra) et dans la police. <i>« D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la police, vous êtes...</i> <i>(Silence)... Les... Les... Enfin... Les... Les policiers pour la plupart, ils sont... Ils sont dans des postes de travail. Ils obéissent à leur hiérarchie. Ils ont des règles. Et personne n'est vraiment disposée à remettre en cause ces règles. Quand bien même certains policiers ne les trouvent pas justifiées etc. Moi, c'est ça que je regrette le plus. Et la plupart des policiers ici, même... Même si... Enfin c'est sûr que pour la police c'est d'une manière générale, tu vas quand même approuver ce qu'on te demande de faire. Mais même si tu n'approuves pas, tu vas quand même le faire pour des raisons multiples. Et ils sont manipulés par quelque part presque une idéologie d'État qui va... Déjà qui va te faire croire qu'ici la frontière, elle est contrôlée pour ne pas faire passer de terroristes. Bon. On n'a jamais vu aucun terroriste passer par chez Cédric Herrou pour ensuite, se préparer à commettre un attentat en France. Et... Et comment dire ? Le niveau, il est... Enfin malheureusement pour nous, il est quasi nul parce que on voit bien cette frontière-là, à quoi sert le contrôle policier à la frontière ? À quoi sert ce contrôle policier à la frontière ? À part, à communiquer. En fait, il ne sert absolument à rien. Et là, l'expérience encore une fois, elle te... Elle te... Elle vient à l'appui de... D'un point de vue. Ce... Ce contrôle policier à la frontière, si vraiment des gens voulaient faire passer des migrants de Vintimille à Breil, ça serait à la portée d'un enfant de six ans. Et... Enfin il suffit de passer avant avec une autre voiture et de voir. Et la plupart du temps tu t'apercevras que quand il fait nuit, personne ne contrôle. Quand il pleut, personne ne contrôle. Quand c'est trop tôt le matin, personne ne contrôle. Et quand il commence à faire nuit, personne ne contrôle. Mais alors, à quoi ça sert ? Si... Si tu contrôles la frontière, tu la contrôles, ou alors tu la contrôles pas. Je comprends pas, en fait. C'est des milliers et des milliers d'euros tous les jours qui sont balancés pour dire qu'on va reconduire cent personnes à Vintimille, et qui le lendemain vont essayer de repasser. Je comprends pas. Je... Je comprends pas.</i> <i>Ouais.</i> <i>Moi, j'ai pas eu d'expérience forcément négative avec la police mais je dirais que on n'en a pas besoin au quotidien ici, et tant mieux. Mais je dirais que pour plein de gens malheureusement, c'est devenu plus un ennemi qu'un allié. C'est... C'est triste quand même, quelque part. là encore une fois, je préférerais être tranquille et me dire que, la police, elle fait ce qu'elle a à faire, et que si je n'ai rien à me reprocher, je pourrais être tranquille. Bah malheureusement, je suis pas si tranquille que ça. Et pourtant j'ai pas</i>
---	---

	<i>l'impression que j'ai particulièrement des choses à me reproche.</i> <i>Ouais.</i> <i>Et on se retrouve avec régulièrement un préfet dont on a vraiment l'impression que c'est notre ennemi. Alors qu'il devrait être juste garant de l'ordre public dans le département. Voilà ».</i>
--	--

Groupe n°4 : « Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants »

	Joël, entrepreneur dans l'agencement d'intérieur, L'Isle-sur-Sorgue
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1976 à L'Isle-sur-Sorgue, où il vit toujours, dans la maison secondaire de sa compagne à Saint Antoine, qui elle vit en Suisse. Ils font les allers retours entre les deux pays. Il est actuellement en couple, a une fille de 20 ans. Il est entrepreneur individuel dans l'agencement d'intérieur, accompagne ses clients à construire leur cuisine « <i>de A à Z</i> ». Ecole primaire à L'Isle-sur-Sorgue, collège au Thor puis de nouveau L'Isle-sur-Sorgue pour le lycée. Est ensuite parti en école de commerce à Avignon. Vient de faire une formation continue d'une année, un DAS, en Suisse, dans le développement durable.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Un rapport positif : l'enquêté est très attaché à sa ville, où il a toujours vécu, mis à part une parenthèse au Thor et à Velleron (communes alentours) pour raisons familiales, avant de revenir sur L'Isle-sur-Sorgue. A souhaité s'installer professionnellement sur la ville, vrai souhait d'y rester. Ainsi, même s'il a eu il y a quelques années une situation professionnelle délicate (a tout perdu de son ancienne entreprise), il a vraiment souhaité se réinvestir ici, bien qu'il ait pensé à déménager. Mais a changé d'avis, explique : « <i>Parce qu'on est bien ici. Non, parce que c'est "Qu'est-ce qui m'avait poussé à vouloir partir ?" C'est que j'ai perdu beaucoup, j'ai perdu une entreprise, tout on va dire, pour moi. Je n'avais plus de travail je n'avais plus rien, perte de repères et puis pas très envie de recroiser les gens qui m'avaient vu grandir ici et puis le temps a passé, j'ai fait la formation, je me suis repositionné ici donc...</i> ». Ne souhaite donc plus déménager.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	L'enquêté se sent bien sur ce territoire, il y est attaché, bien qu'il ait vécu récemment une « phase compliqué » : « <i>j'ai perdu beaucoup de choses et du coup quand on a tout perdu après ça ne peut aller que mieux. Mais pour les mêmes raisons aussi et puis je suis ancré dans le territoire et ce que je fais aujourd'hui, je me suis réaligné avec ce que je fais moi et comment je le fais, aujourd'hui tous les signaux sont positifs, ça se met en place mais ça va vers le bon</i> ». A pu éprouver un certain sentiment d'injustice à moment donné, quand il a tout perdu, notamment vis-à-vis du regard des autres qui le connaissent depuis toujours (voir ci-avant). Mais le fait d'avoir fini par rester (vrai choix) est aussi une façon de montrer qu'il a réussi à rebondir et à s'en sortir.
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger	Bien intégré sur L'Isle-sur-Sorgue, du point de vue professionnel, a monté plusieurs affaires sur la ville. Pas de lien cependant véritable avec ses voisins, ne mentionne pas des liens amicaux particuliers bien qu'il soit né sur ce territoire : « <i>Je connais le voisinage proche mais pas plus que ça, pas de lien... L'attachement c'est l'endroit mais ce n'est pas la population tout autour qui... Comment on peut peut-être</i>

un capital d'autochtonie ?)	<i>ressentir quand on habite en centre-ville, où là on l'écosystème est plus important (...)</i> ».
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Outre le fait que l'enquêté soit ambassadeur de la démarche d'attractivité Village-monde de la ville, il affiche une vraie ambition de s'investir politiquement sur L'Isle-sur-Sorgue : « <i>Mais il va se passer sûrement des choses avec les élections qui arrivent, j'en ferais peut-être partie des acteurs</i> ». A déjà un passé politique : « <i>A la mairie de Velleron, j'étais juste conseiller municipal, d'opposition en plus. D'opposition à un maire LR, alors que j'étais LR il y a longtemps avant...</i> ». Aujourd'hui LREM (se dit en réalité plutôt Macron que LREM car selon lui « De toute façon je ne m'en cache pas moi je suis majorité présidentielle, je suis Macron, après le système aujourd'hui LREM n'est pas Macron, on sent qu'à l'intérieur il y a des choses qui ne vont pas. ». A approché le Maire actuel pour faire partie de son équipe et que celui-ci rejoigne le parti de la majorité actuelle. Il nous confie : « <i>il y a des premières rencontres qui ont été faites avec le maire actuel, il on va sûrement, il va y avoir un soutien, on va le soutenir, à condition qu'il intègre certains personne</i> ». Le sujet du développement durable lui tient à cœur, veut faire en sorte que le Maire s'investisse : « <i>On se connaît, Pierre on se tutoie, je pense qu'on peut travailler ensemble, et je pense que la partie développement durable, je pense que je ferai partie des parties des porteurs de projets</i> ».
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	L'enquêté est confiant dans le devenir de son territoire : « <i>je vois l'évolution de la ville, elle est pour moi plutôt positive. Pour moi aujourd'hui la ville rayonne</i> ». Quelques craintes dû à ce développement : « <i>Bon il va y avoir des choses à traiter justement, certaines choses dues, à cause de ce rayonnement, parce que ça créé une clientèle à gérer</i> ». + développement durable à investir : « <i>sur la partie développement durable, où je vois qu'il y a des actions qui sont faites mais ce sont plus des actions qu'une vraie démarche</i> ». Pense qu'il peut amener son expertise acquise durant l'année de formation dans le domaine qu'il vient de terminer. Donc un certain sentiment d'avoir prise sur les instances politiques de son territoire de par ses connaissances et son investissement.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Très attaché à L'Isle-sur-Sorgue et à la région. Pour lui, la région se rattache d'abord à son accent : « <i>Donc pour moi l'accent c'est un point très important</i> » Mais également « <i>La météo, avec le ciel bleu et le mistral qui vont de pair. Il n'est pas simple à supporter mais c'est ce qui fait qu'on a le ciel bleu. Et j'allais dire les traditions provençales qui sont pour moi attachées mais après chaque région à ses traditions et généralement c'est ce qui fait le pourquoi on est attaché à la région</i> ». Cependant, a sa propre définition de la région PACA : « <i>Pour moi c'est autre chose, pour moi la région c'est... ma région, c'est 100km autour de l'Isle-sur-la-Sorgue. Nice, la partie Côte-d'Azur pour moi c'est un autre bassin de vie, c'est une autre météo déjà, c'est une autre façon de vivre et une autre population. C'est un a priori, mais pour moi 100km</i> ». Si Marseille fait partie de la région telle que la conçoit l'enquêté, elle n'en reste pas moins à part : « <i>Marseille est une spécificité</i> ».

	<i>en elle-même, mais la région de Marseille pour moi... enfin on n'a pas mal de traditions communes... Donc ça en fait partie oui ».</i>
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Se sent bien intégré dans la ville, notamment de par ses réseaux professionnels et politiques. A également su se construire ici sur le plan familial (sa compagne actuelle est sa deuxième compagne, a divorcé une première fois), bien que sa conjointe ait décidé de retourner vivre en Suisse, d'où elle est originaire, après des affaires juridiques sur L'Isle-sur-Sorgue. Il habite donc la maison secondaire à Sainte Antoine de sa compagne.
Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	A très peu déménagé, est resté sur un périmètre très proche autour de L'Isle-sur-Sorgue. Se sent bien sur le territoire, cependant il pointe un décalage entre certains quartiers de la ville qui le mettent mal à l'aise et qu'il peut ressentir seulement quand il s'y déplace, ce qui est rare (l'enquête reste plutôt dans les quartiers plus « huppés » de la ville, type Saint Antoine où il vit et le centre-ville mais dans sa partie la plus favorisée). S'il trouve que « <i>L'Isle-sur-Sorgue devient une ville plus huppée</i> », il a également l'impression qu'« <i>il y a un grand écart qui est en train de se mettre en place</i> ». Notamment avec des quartiers comme Rebenas (QPV) : « <i>C'est Rebenas, c'est ce quartier-là. Et ça faisait très très longtemps que je n'étais pas allé à Macdo, j'y suis allé avant-hier soir j'étais seul, c'était tard, et j'étais surpris de la population. Oui on est dans le Macdo mais il y a quelques années j'allais aussi chez Macdo, je ne ressentais pas ça. Là... ouhh... Je me suis senti mal à l'aise. J'étais habillé comme ça en plus. Je me suis senti mal à l'aise dans la façon de parler, dans la façon d'exprimer certains de mes contentements, d'insulter les pauvres serveurs et l'éducation et les enfants aussi</i> ».
Représentations du monde social et propre position	L'enquête se représente comme étant une main car il travaille. Pense que la société française est hiérarchisée et très fragmentée : « <i>la partie formation, aujourd'hui on a les haut-fonctionnaires qui, depuis Paris. Enfin, fragmenté, le côté centralisé avec une partie d'énarques, et Macron est un énarque, mais - j'espère qu'il y a peut-être des changements qui se font aussi à ce niveau-là. Mais très hiérarchisée. Notamment une grosse partie classe politique supérieure, se sent supérieure, mais il se passe des choses</i> ». Il trouve que l'arrivée d'E. Macron a toutefois permis une ouverture à la société civile, mais que cela a aussi des effets négatifs : « <i>on se retrouve avec des gens qui doivent traiter des sujets qu'ils ne maîtrisent pas, donc il faut la formation, donc... aujourd'hui, on est à une charnière, mais jusque-là pour moi c'était très très hiérarchisé</i> ». Dans cette société, lorsqu'on lui demande où est-ce qu'il a l'impression d'être positionné, rappelle qu'il vient d'un segment ouvrier avant d'expliquer : « <i>(...) et aujourd'hui je fais partir des décideurs. Je me suis positionné chez les segments décideurs, puisque je suis élu sur les chambres consulaires, j'interviens dans les fédérations, donc j'oriente des décisions. Ce n'est pas moi qui décide mais je donne mon avis et</i>

	<i>j'amène la connaissance du segment ouvrier pour l'utiliser et mélanger plutôt que de garder les strates et les silos ».</i>
--	--

	Patrick, directeur d'une entreprise spécialisée dans le traitement écologique des eaux usées, L'Isle-sur-Sorgue
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1987 à Aix en Provence. Il est en couple et a une fille de trois ans. A vécu une grande partie de sa vie à L'Isle-sur-Sorgue, en a déménagé à cause de l'emploi de son père ou pour ses propres raisons professionnelles mais a toujours fini par y « <i>revenir</i> ». A fait une école d'ingénieur à Tarbes, après le lycée à L'Isle-sur-Sorgue, en génie mécanique et génie industriel. Son diplôme le plus élevé = ingénieur. Aujourd'hui, Directeur général d'une entreprise qu'il co-dirige avec son grand frère, spécialisée dans le traitement des eaux de façon écologique. Les seuls à faire ça dans le monde, ont déposé le brevet.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Un rapport positif car l'enquêté est attaché à sa ville et plus encore à la région. Cependant, il reste mitigé sur plusieurs points, notamment le soutien apporté aux entreprises qu'il trouve trop peu suffisant, ainsi que les problèmes liés au stationnement.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	L'enquêté se sent bien sur le territoire, il y est attaché mais en même temps soulève plusieurs problématiques. Il reconnaît que des choses sont faites pour la ville, notamment dans les aménagements, les infrastructures, les routes. Mais en même temps, regrette fortement le manque d'investissement des pouvoirs publics auprès des entrepreneurs, notamment de ceux qui innovent + pas d'égalité des chances selon lui, prend l'exemple de sa fille : « Là je viens de faire la réunion de rentrée de ma fille, quand je vois qu'on leur fait payer des navettes pour se rendre en centre-ville et qu'ils en ont qu'une et demie pour toute l'école dans l'année, ça me révolte. Voilà. Là rien que là, on parle d'égalité des chances, on n'y est pas. L'école qui est en centre-ville, ils vont à pied au Musée, celles qui sont excentrées ils vont nulle part parce qu'il faut qu'ils payent eux-mêmes les navettes. » Selon lui, il y a une grande part de « piston » dans l'avancée des choses sur le territoire : « <i>C'est pour ça, là je vous dis... j'ai pas plus...on en revient toujours au même point, vaut mieux connaître du monde que d'avoir des convictions quoi</i> ». C'est plus facile selon lui lorsqu'on connaît quelqu'un de l'équipe municipale
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	L'enquêté se sent chez lui à L'Isle-sur-Sorgue, n'a pas envie d'en partir même si c'est parfois difficile professionnellement. Lorsqu'on lui demande pourquoi il souhaite rester à L'Isle-sur-Sorgue, il déclare : « <i>Bah parce que j'y ai mon travail, ma famille, j'ai mes amis, une grande partie de mes amis et après en termes d'infrastructures et tout ça, y a tout ce qu'il faut. Y a des lycées, y a des collèges maintenant, y a les écoles. Il fait bon vivre quand même à L'Isle-sur-Sorgue, c'est sûr. Moi j'ai un peu toute ma vie ici, j'ai le rugby, j'ai tous mes amis</i> ».
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	L'enquêté est bien inséré dans la ville, même s'il regrette que son entreprise ne soit pas plus connue et reconnue. Fait du sport (rugby) depuis de nombreuses années.

Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Sentiment d'avoir peu prise sur le territoire, en ce qui concerne les décisions politiques (voir réponses ci-avant). Les entreprises ne sont pas réellement aidées alors qu'il a beaucoup de savoir-faire sur le territoire qui voudraient se développer ici. Difficultés également ressenties dans le domaine des mobilités, avec des routes en mauvais état, une vraie difficulté à se stationner, et des nouveaux parkings payants même pour les résidents L'Islois.
Attachement au lieu : quel lieu ? (l'habitat, le quartier, la commune, le département, la région ?)	L'enquêté est attaché à sa ville, beaucoup moins à son quartier « <i>si je dois partir je verserais pas ma larme, parce que c'est pas non plus...y a rien de particulier là-bas, en tout cas pour moi</i> ». Très fortement attaché à sa région.
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Se sent peu valorisé en tant qu'entrepreneur, revient sur le sujet à plusieurs reprises, il serait plus facile pour eux de partir travailler à l'étranger.
Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	Ses déménagements hors du Vaucluse ou hors de la région Sud lui ont permis de voir combien il était appréciable de vivre à L'Isle-sur-Sorgue. Selon lui, on y revient finalement toujours, c'est un lieu où l'on a envie de s'installer, de vivre, de travailler, de participer à son développement. Néanmoins, le fait de travailler avec des partenaires étrangers lui laisse un goût amer quant au fonctionnement français : « <i>C'est beaucoup plus compliqué d'être une PME innovante aujourd'hui dans une société comme la France. Parce que l'innovation, on est pas du tout aidé. Absolument pas soutenu, y a pas de subventions, c'est que des avances, il faut...enfin pour demander 1000 euros, il faut faire douze mois de dossier d'instruction pour pas un rond</i> » / « <i>Mais on est un pays qui exècre l'échec donc pour qu'on te prête de l'argent, il faut que tu aies déjà réussi, que t'en aies plus besoin. En France, les banques c'est ce qu'elles nous disent « Vous avez des dettes aujourd'hui mais votre idée elle est géniale. Quand vous aurez plus de dettes, revenez on vous financera ». Oui oui, mais 100% des banques qu'on a vu nous ont dit ça « C'est génial ce que vous faites mais quand vous aurez plus de dettes on vous aidera ».</i>
Représentations du monde social et propre position	Se voit dans la France qui travaille, parle surtout au nom de son entreprise lorsqu'il évoque sa position : « <i>Déjà quand on fait partie de la France qui travaille, on fait partie des muscles déjà. Après les entrepreneurs, je dirais que c'est plutôt une partie bah...intelligente, un organe vital je dirais...un poumon ou quelque chose comme ça, une artère, un poumon, un cœur, le cerveau. {...} je dirais qu'en tant qu'entreprise innovante, qui possède des brevets, des agréments bah je me dis qu'on est peut-être pas loin du cerveau, d'une France qui innove, qui développe de la</i>

	<i>créativité, de l'activité on aimerait plus mais bon voilà, c'est ce à quoi on travaille ».</i> A l'impression d'être positionné dans la classe moyenne « <i>qui travaille beaucoup et à qui on prend beaucoup et on donne pas grand chose</i> ». C'est le salaire qui fait que l'on fait partie de cette classe moyenne selon lui. N'est pas satisfait de sa situation, et finalement mitigé quant à sa confiance en son avenir. Professionnellement, compte beaucoup sur l'étranger car impossible de vivre seulement avec des contrats passés en France. Trouve la société française partitionnée, fragmentée car notion de cassure assez violente à l'œuvre dans la société, entretenue notamment par les représentations que livrent les médias, qui donnent à voir une société « <i>qui exploite les différences, qui aime bien caster et fractionner les populations plutôt que de les rassembler. Ça, c'est dangereux</i> ». Selon lui, on est sans cesse ramené à ce que l'on dégage physiquement, à ses diplômes.
--	--

Groupe n°5 – Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures

	Dominique, cadre supérieure dans une administration publique de la Côte d'Azur, Cagnes-sur-Mer
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Famille originaire de Cagnes. Fille de militaire, elle grandit et vit à l'étranger et en France. Elle revient vivre à Cagnes en 1988. Parents/famille : Père colonel, Mère enseignante puis ne travaillant plus pour suivre son mari et élever les enfants. Frère plus jeune qui est ingénieur informatique chef de projet à Axa. Famille fortement implantée sur Cagnes. - Du côté de sa mère, des italiens venus de Calabre. Grand-père devenu français. en 1947. (travaillait pour l'ancêtre de GDF, avait été maçon) - Du côté de son père, français qui travaillait en Algérie (pied-noir). Rencontre son épouse pendant la première GM (c'était sa marraine de guerre). Une modiste originaire de Cagnes (des hauts de Cagnes). Ils partent ensuite en Algérie, en Kabylie (d'où ils reviennent en 1961) Scolarité et trajectoire dans l'espace <i>[Elle naît en Algérie. Juste après sa naissance, ses parents rentrent en France] « En France. J'ai vécu au Gré-des-garnisons, à Montargis, à Epinal à Reims, Tours, mes parents étaient à Lyon puis Pontoise et moi je suis resté faire mes études à Tours. Je faisais des études d'histoire, j'ai une maîtrise d'histoire. Collège à tours et à Reims, le lycée à Montargis et la faculté à Tours. Après j'ai été à Saint-Lô j'ai été responsable de la culture. J'ai été tout de suite dans la fonction publique, c'est ce qui m'intéressait, la culture initialement. J'ai été responsable du théâtre de Saint-Lô et en charge de l'information. Puis j'ai rencontré mon mari là-bas, il est architecte, puis il a eu un poste à Antibes je l'ai suivi. Je suis rentrée chez moi en suivant mon mari. Et ensuite j'ai eu un poste [sur la Côte d'Azur] de responsable des affaires culturelles ».</i> Métier : Cadre dans une institution publique de la Côte d'Azur, elle est très prise par son travail. Beaucoup de responsabilités. En couple : mariée. Mari architecte à la retraite.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Rapport très positif à la région et, surtout à Cagnes et Haut de Cagnes (attachement très fort également à sa maison => que son mari, ancien architecte, a repensée et aménagée dans sa totalité).
Sentiment d'injustice	Sentiment d'être privilégiée.
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie	Elle dispose à la fois du capital scolaire et économique et d'un fort capital d'autochtonie .

vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	« Je connais les vieux Cagnois qui connaissaient ma grand-mère etc. Donc je suis une fille du pays pour eux. Même si je suis assez distante pour ne pas être embêtée parce que je travaille à la mairie. Mais j'ai un attachement au lieu, parce que ma grand-mère et ma mère y vivaient ». Quand je lui demande si elle et son mari ont envisagé de vivre à Antibes (là où travaillait son mari) : « Non parce que tout simplement c'est un de mes oncle qui nous a arrangés et qui nous a passé une maison dans le haut de Cagnes. J'avais de la famille ici et j'ai toujours des oncles et tantes ici ».
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Elle a été longtemps à la tête de l'association des habitants des hauts de Cagnes. Aucun engagement partisan (compliqué pour un haut fonctionnaire).
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Sa position dans une institution publique lui permette d'avoir le sentiment d'avoir prise sur son territoire d'une façon particulière. Ses capitaux économique et scolaire lui permettent en outre de se sentir « privilégiée » et de savoir qu'elle peut faire ce qu'elle veut.
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Son attachement au lieu se joue sur plusieurs échelles : elle est très attachée à sa maison (rénovée par son mari architecte), elle est également très attachée à son quartier, les Hauts de Cagnes (beauté du lieu, tranquillité, ancrage familial), mais aussi à la ville, elle est sensible à ce qui s'y passe + elle est également attachée à cette ville d'où une large partie de sa famille est issue). « Vous avez donc l'impression de bien vivre ? Enquêtée : Je trouve que bien vivre pour moi c'est... Bon déjà j'ai un travail qui me plaît donc des responsabilités que j'assume, avec toutes les contraintes mais des responsabilités. Mais ce qui fait que je vis bien et je le dis, c'est parce que j'habite [à proximité] de mon lieu de travail (...). Je rentre chez moi le midi, ça permet de faire une coupure etc. En plus c'est très joli le chemin pour aller au travail, la mer au loin. Et quand je remonte en haut de Cagnes je me sens bien aussi. Mon mari n'avait pas le même luxe mais à la fin de sa carrière il a fait en sorte de l'avoir parce que on a acheté un petit studio dans le vieil Antibes. Il pouvait y aller le midi et y rester le soir parfois. Ça je trouve que ça apporte énormément en qualité de vie, je n'ai pas le stress des transports déjà. Après je vis dans un lieu de vacances quelque part. Une jolie terrasse, on mange le soir dehors. Ça compte énormément, plus que faire des voyages à l'autre bout du monde. Ça ne m'intéresse pas je suis très bien chez moi ».
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ?	Dans son travail, dans sa famille, dans ses amitiés (locales et ailleurs)

	Alexandra, cadre supérieure au chômage, Marseille 15.
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Née en 1977, originaire du sud-ouest, elle a passé quelques années de sa jeunesse à l'étranger (Afrique, Guadeloupe) du fait du travail de son père (dans une banque). Elle est fille unique. Etudes : bac L, licence de philo puis Sciences Po Toulouse. Elle a habité dans de nombreuses autres villes, en France comme à l'étranger. Elle est arrivée en PACA pour suivre son ex-conjoint, directeur financier, avec qui elle a eu un enfant, qui a 5ans. Elle a habité à l'Estaque pendant 5ans, avant de déménager vers le sud-ouest (en 2018/2019) Licenciée économique en janvier 2018, elle recherche un travail dans sa branche : responsable marketing et communication.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Lors du premier entretien, elle habite dans une grande maison avec une magnifique vue sur l'Estaque (entretien réalisé chez elle) Rapport globalement positif au lieu de vie. « <i>C'est un quartier calme, hétéroclite, multiculturel. Mes voisins sont très représentatifs de cette multiculturalité. Par exemple mes voisins d'à côté : elle me ressemble, lui est Tunisien il fait le ramadan et leurs deux petites filles vont à l'église mais ne mangent pas de porc</i> » → attrait pour la multiculturalité de ses voisins, éléments qu'elle met en avant plusieurs fois en entretien. A mettre en lien avec son parcours de vie dans plusieurs pays, dans de nombreuses villes aux profils divers. Un quartier qu'elle qualifie de « <i>tranquille</i> » et « <i>agréable</i> », proche du centre mais avec un esprit village. Elle aimerait rester mais contrainte de déménager car elle n'a plus les moyens de payer la maison seule depuis que son conjoint l'a quittée.
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	La vie sur le quartier a été choisie et n'est pas vécue comme une injustice, au contraire. Le quartier a surtout été choisi pour sa tranquillité, qui lui semblait plus approprié qu'un quartier du centre-ville pour élever un enfant. Néanmoins, se plaint du manque d'accès à l'offre culturelle dans le 15^e. Elle se plaint également des nombreux points de deal et du fait que les pouvoirs publics ne fassent rien pour changer cela. « <i>Les pouvoirs publics savent très bien ce qu'il se passe mais ils ne font rien. Puis je ne connais pas les personnes qui dealent. Je ne peux pas faire d'hypothèse. Mais je trouve ça aberrant, pas très loin d'ici il y a la Castellane, quand on y passe en voiture, à chaque point d'entrées il y a des hommes cagoulés qui surveillent. C'est un no mans land, je trouve ça dingue. Qu'on ne me dise pas que les pouvoirs publics sont présents, ce n'est pas possible</i> ». Déplore aussi la mauvaise qualité de l'offre scolaire, alors qu'elle reste clairement dans ce quartier pour son enfant. Elle a dû mettre son enfant dans le privé alors qu'elle n'est pas pro-privé, après avoir vu comment ça se passait à l'école publique du secteur. On l'avait prévenue mais elle a pu vérifier par elle-même : « <i>J'ai halluciné de la façon dont les enfants sont cadrés, ou plutôt pas cadrés. A la sortie de l'école c'est la</i>

	<i>jungle, les enfants rentrent dans l'école, les dames qui sont à l'entrée ne disent pas bonjour aux enfants, ils se bousculent. Les parents parlent aux enfants avec un vocabulaire non approprié. Il y a de telles disparités entre élèves qu'il y a forcément un problème d'organisation dans la classe. Certains sont dans un niveau tellement bas qu'ils freinent les autres »</i>
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Bonne entente avec les voisins mais le fait que l'offre culturelle soit très limitée diminue son sentiment d'appartenance au quartier : il n'y a pas grand-chose à faire dans ce quartier, ce qui ne favorise pas « <i>les vrais moments de partage et de connexion</i> ». « <i>Je ne me sens pas appartenir à une communauté de quartier que je ne voudrais pas quitter</i> » Elle n'est pas née dans la région mais semble néanmoins s'être forgé un capital d'autochtonie : elle parle à plusieurs reprises de ses amis (qui habitent dans le centre-ville). Sa maternité et le fait que son fils se sente bien ici semble avoir beaucoup contribué à renforcer son capital d'autochtonie
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Insertion dans des réseaux de voisinage limité du fait du peu de vie culturelle/associative du quartier selon elle. S'entend bien avec son voisinage, mais rien de plus. Ses cercles de sociabilité semblent se trouver à l'extérieur du quartier (amis en centre-ville de Marseille, à Aix)
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Sentiment d'avoir prise sur sa vie malgré le fait qu'elle traverse une période difficile (séparation conjugale, recherche d'emploi avec un jeune enfant à charge). Confiance envers les institutions et les pouvoirs publics de manière globale, mais pas dans son quartier ! Difficulté à se déplacer autrement qu'en voiture : critique beaucoup les transports jusqu'à son quartier. « <i>C'est une catastrophe. Et quand on prend la voiture c'est pareil, une fois sur deux j'arrivais en retard. J'ai vécu à Paris, mais Marseille c'est pire que Paris [concernant les transports]</i> »
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Concernant son quartier, elle dit vivre très bien dans ce quartier mais n'a pas pour autant un attachement très fort : le manque d'offre culturelle ne favorise selon elle pas le développement d'un sentiment d'appartenance. Elle a un attachement « <i>moyen</i> » au quartier, à la ville et à la région. Il semblerait qu'elle n'ait pas développé un amour particulier pour son lieu de vie : elle s'y sent bien comme elle pourrait se sentir bien ailleurs, ni plus ni moins. Les contraintes conjugales, professionnelles et familiales (le fait que son fils ait son école, ses copains et ses activités ici) fait qu'elle y reste dans un premier temps (avant de partir en fin d'année 2018).
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Il semble qu'elle se sente en particulier valorisée dans sa maison. L'entretien s'est déroulé chez elle et une certaine fierté vis-à-vis d'un lieu de vie très soigné, avec une magnifique vue, est perceptible dès l'accueil. Elle évoque fréquemment des sorties en centre-ville pour la vie culturelle et pour retrouver ses amis. Elle aimait également beaucoup se rendre à Aix, mais à présent elle trouve que c'est trop cher et les perturbations de transports l'empêchent de s'y rendre fréquemment.

Groupe n°6 : Retraités

	Sylvie, Ancienne employée d'une médiathèque aujourd'hui à la retraite, Cagnes-sur-Mer
Présentation de l'enquête.e (Lieu de naissance, où il a grandi, où il vit ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Née en 1955, en Bourgogne. Famille populaire, ancrée en Bourgogne. Parents : Père frigoriste (employé d'un entrepreneur). Mère professeure dans un lycée : professeur d'enseignement ménager (cuisine/repassage...) Parents et grands-parents très ancrés en Bourgogne : du côté de sa mère, mère couturière et père maire du village. Du côté de son père : facteur et femme de ménage et en charge d'élever ses 4 garçons. L'une de ses tantes est néanmoins venue s'installer à Antibes (c'est par elle qu'elle découvre le Sud pendant les vacances) Elle a deux sœurs, l'une à Antibes l'autre à Chambéry. Scolarité (elle a un bac et fait un BTS « trilingue/assistante de direction » qu'elle n'obtient pas) <i>« je voulais faire du droit mais on me disait que c'était bouché etc. Ma mère me disait tu devrais faire ça ou ça. J'avais pas envie de faire secrétaire mais bon il fallait bien que... voilà. Puis comme mes parents ils aimaient bien, c'est comme pour la musique. Moi je voulais faire de la guitare ou du piano. Mais non tu feras du violoncelle. Je voulais faire de l'anglais, mais non tu feras de l'allemand. Parce que tes sœurs font de l'anglais. Pas toujours fait ce que je voulais. Moi c'était pour la justice j'adorais ça ».</i> Trajectoire professionnelle (et résidentielle) : elle abandonne un travail stable en Bourgogne pour venir vivre dans le Sud. Elle enchaînera les petits boulots, les déménagements. Elle s'installe à la fin des années 1980 à Cagnes avec ses 3 enfants et son mari pour reprendre un restaurant. Progressivement, leur vie de couple devient compliqué et il en va de même de leur activité professionnelle : ils font faillite et divorcent en 1989/1990 (elle a 34 ans). Pendant son BTS, elle fait un stage aux allocations familiales en Bourgogne et se fait titulariser. Elle y reste cependant moins d'une année : <i>« j'ai dit que je ne resterais pas 1 an aux allocations familiales, et mon rêve c'était de partir dans le midi. J'avais 22 ans. Je tapais des lettres... Et puis j'avais cette obsession de partir dans le midi. D'où venait cette envie ? Quand j'étais jeune, ma tante du côté de ma mère habitait à Antibes, on venait la voir les vacances. Et comme j'adorais l'eau et la montagne j'avais envie. Et vers 14/15 ans ça commençait à être très fort. Et peut-être 1 an avant que je parte dans le midi, je mettais radio Monte Carlo et je m'y voyais déjà. Je ne savais pas comment j'allais y aller. Et un jour, j'étais aux allocations familiales et j'ai des amis qui passent et ils me disent on va dans le sud est ou ouest on ne sait pas. Je leur ai dit si vous partez dans le sud-est je démissionne je pars avec vous. Eux partaient chercher du travail. Et c'est ce que j'ai fait.</i>

	<i>Je suis partie dans le midi et je ne suis plus jamais retournée en Bourgogne. (rires). Mais je reviens encore pour les vacances, ça me fait du bien de retourner là-bas ».</i> À Antibes, en arrivant, elle recroise un ex-amoureux, un lyonnais rencontré en Bourgogne et qui travaille désormais à Antibes. 6 mois plus tard, elle l'épouse, puis tombe enceinte (elle a 23 ans) : <i>([On était] à Menton-Garavan [...]. Pas des bons souvenirs je déprimais là. Je ne connaissais personne [...]) Je me suis retrouvé enceinte, j'étais un peu perdu quoi. J'avais quitté mes parents, j'ai laissé un mot sur la table, je pars dans le midi »).</i> Avec son époux et les enfants (3 au total), ils déménagent régulièrement, elle change souvent de travail. Mais ils restent sur la Côte d'Azur (Antibes, Menton-Garavan, Roquebrune Cap Martin, Beausoleil, La Trinité puis Cagnes-sur-Mer). Lui est dans la restauration. Au début, elle travaille dans un camping, par la suite, elle torréfie du café, devient femme de chambre à Monaco, fait des saisons dans la restauration... (elle alterne avec l'éducation des enfants). => 3 enfants, un garçon et deux filles, nés entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980. Dans les années 1980, grâce à de l'argent mis de côté, ils achètent un appartement dans une résidence à La Trinité (tennis, piscine – qu'ils n'ont jamais vue finie). Fin des années 1980 : ils reprennent un petit restaurant en gérance à Cagnes sur Mer, dans le Vieux Cagnes (où elle habite toujours) : « <i>On a été foudroyé par le village et on a eu envie</i> ». Ils louent à Cagnes et tentent de louer leur appartement à La Trinité. Mais rapidement, leur couple bat de l'aile et ils n'arrivent pas à faire face à des problèmes de trésorerie pour le restaurant : « <i>A partir de ce moment-là on a tout perdu. On a perdu l'appartement, la voiture, et nous on s'est séparé... J'avais l'impression de faire partie des meubles je ne m'éclatais plus. J'avais 34 ans je n'étais pas vieille</i> ». Elle se retrouve « <i>sans rien</i> » mais avec les trois enfants à charge. Elle cherche du travail du côté de la mairie et trouve à être employée à la médiathèque (cf. « <i>capital d'autochtonie</i> ») comme agent administratif (accueil, lecture aux enfants, réception de classes...) Elle y fera tout le reste de sa carrière. Enfants : -Un garçon d'une quarantaine d'années : bac pro d'électroménager – travaille dans l'informatique, à Apple, à Cap 3000. Célibataire, vit dans un studio dans les Hauts de Cagnes -Une fille, un peu plus jeune : BTS tourisme, travaille à l'Hôtel du Cap pour les saisons d'été et à Courchevel en hiver. Vit à Antibes -Une troisième fille, d'une trentaine d'année : vit dans village à côté de Cagnes) avec son compagnon. Après une école de stylisme, elle s'est lancée dans la sculpture. A 26 ans, une grave maladie la coupe dans sa carrière.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Rapport très positif au quartier des Hauts de Cagnes (« mon village »). Rapport très positif également « <i>au Midi</i> ». Elle ne souhaite pas déménager.

Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer/augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injuste ?)	Sentiment de ne pas avoir été justement valorisée et rémunérée dans son travail (« par rapport à d'autres employés de la médiathèque »). Sentiment aussi qu'elle dénote dans le paysage local (lors de la seconde vague, elle explique que les habitants des Hauts de Cagnes sont plutôt des gens aisés « <i>sauf moi</i> »). Mais elle ne qualifie pas cette situation en termes d'injustice. Elle tend à considérer son lieu de vie comme quelque chose de positif, quelque chose qu'elle vit comme une chance (et ce, même si elle n'entretient pas de relations véritablement amicales avec son voisinage).
Poids du capital d'autochtonie (Vient-il compléter un faible capital scolaire ? Et ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Sylvie n'est pas de Cagnes (dans la mesure où elle y est arrivée à l'âge de 30 ans). Elle a cependant noué des liens avec son voisinage (notamment via ses enfants qui ont été scolarisés dans le quartier des Hauts de Cagnes). Elle s'est ainsi forgée un petit capital d'autochtonie qui a joué un rôle central au moment de la faillite et du divorce (moment où elle se retrouve seule avec ses 3 enfants et sans travail). Elle ne décrit pas ses voisines comme des « <i>amies</i> » ou comme des « <i>proches</i> », mais souligne le rôle qu'elles ont néanmoins joué dans le moment difficile qu'a constitué la faillite (accompagnée du divorce). Quand je lui demande si elle est bien insérée dans le tissu social local elle répond « <i>Heureusement que j'ai eu ça. Il y a des personnes qui ont été vraiment super ! Qui ont forcé un petit peu je pense. Qui m'ont conseillée de demander à la secrétaire de la mairie voilà de demander si... Enq. : et le fait d'avoir été là depuis un moment ça vous a aidé ? S. : Je pense. Je suis quand même allée à la mairie chercher du travail. Mais connaissant... ben madame M., comme elle travaille à la mairie, je me dis est-ce que... elle a dû parler de moi à la médiathèque je ne sais pas. Enq. : Parce que vous la connaissiez ? S. : Et oui parce que j'allais chercher les enfants avec madame M., et R. donc voilà.</i> ».
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Peu insérée dans des réseaux professionnels, associatifs et politiques. Lors de la vague 2, désormais à la retraite, elle regrette de ne pas s'être syndiquée pour se protéger. Envisage d'entrer dans une association caritative (mais ne l'a pas fait et ne s'est jamais engagée dans l'associatif).
Sentiment d'avoir prise	Le sentiment de ne pas avoir de prise se fait particulièrement sentir sur la question du déménagement. Locataire, elle craint en effet qu'un jour ses propriétaires ne lui demande de déménager (elle dit craindre cette question et éviter d'y penser).
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, quartier, commune, département, région...)	Attachement à ce qu'elle appelle le Midi et à son quartier des Hauts de Cagnes (par contre, peu attachée à la ville de Cagnes = dans la V2, elle raconte aller peu dans le centre-ville et trouver la ville un peu « <i>morte</i> »).

	René, Professeur de danse continuant ses activités malgré sa retraite, Digne-les-Bains
Présentation de l'enquêté.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Né en 1949 à Bollène (Vaucluse). A grandi à Digne. Elevé par ses grands-parents. Passage par « <i>l'orphelinat, maison de redressement à l'époque</i> » pendant 5 ans. Obtient un CAP ferronnier et commence à travailler à 17 ans « <i>pour aider ses grands-parents</i> ». Travaille dans des usines notamment à Marseille comme chaudronnier et quitte Digne où il « <i>revient par intermittence</i> ». Il aurait souhaité faire une école de dessinateur industriel mais ses grands-parents n'avaient pas les moyens. Il quitte et revient à Digne « parce que c'était son point de chute » en fonction des possibilités professionnelles. Par exemple il travaille comme éducateur-technique dans le Vaucluse. Il tente de devenir éducateur mais « <i>il y a d'autres personnes avant lui et pas assez de financements</i> ». Il revient alors à Digne. Puis repart travailler dans différentes usines en Belgique ou « <i>à travers la France</i> » comme chaudronnier (Montpellier, Saint-Nazaire, Dunkerque...). A Digne, il apprend le judo, la plongée et « passe des diplômes pour encadrer les autres ». Il travaille comme éducateur technique dans un foyer éducatif à la Busserine (Marseille). Il apprend la danse à Digne et lors de ses déplacements s'inscrit à des stages de danse contemporaine. A la fin des années 80, il « lâche tout pour enseigner la danse » à Digne. Il a eu « <i>l'opportunité à Digne d'acheter avec la compagne avec qui il était d'acheter</i> » et de créer son studio de danse en 1989. Il revend le studio de danse suite aux difficultés financières qu'a rencontrées sa compagne et partenaire de l'époque. Mais l'association survit et c'est dans le cadre de cette association qu'il enseigne la danse en intervenant dans les écoles et en montant des spectacles. Il vit dans un appartement dans le centre historique (délabré) et dont il est propriétaire depuis 1979. Il est célibataire et sans enfant.
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Le rapport de ce retraité à Digne est rythmé par des départs et des retours. Digne est à la fois le lieu ressource et refuge où il apprend le judo, la plongée, la danse et peut créer son studio et une sorte de pis-aller dans lequel il a la sensation d'être « <i>enfermé</i> » (terme qu'il utilise plusieurs fois) et dans lequel il n'avait pas l'intention de revenir. Concernant son lieu de vie (centre-ville), il occupe un appartement de 40m2 avec « <i>les toilettes sur le balcon</i> » et où il a tout refait avec des amis. Cet appartement dont il est propriétaire rend possible sa survie puisqu'il estime que s'il était locataire il serait à la rue. Il évoque également un voisinage pénible (bruit, marchands de sommeil, jeunes qui se piquent...) Même s'il souligne avoir vécu son enfance ici et y avoir plein d'amis, et « <i>faire partie de la ville</i> » pour y avoir monté des spectacles, il revendique un attachement à « la terre des Alpes »

	Il aimerait déménager « <i>à proximité de la ville</i> ». Il considère qu'il est là un peu « <i>malgré lui pour des raisons financières</i> ». « <i>C'est une obligation d'être ici. Si je pouvais être ailleurs, je le serais</i> ».
Sentiment d'injustice (l'attachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Même si dans ses propos, l'enquêté répète être là par obligation financière et s'agace lorsqu'il évoque la réaction des policiers municipaux qui lui répondent d'aller vivre ailleurs lorsqu'il leur demande d'intervenir pour des voisins qui manquent de « <i>mettre le feu au couloir</i> », il relativise la contrainte en disant « <i>ça va c'est pas la zone. Si c'était la zone j'irais vivre dans un carton</i> » ou « <i>avoir la chance de vivre dans le chef-lieu de département et d'avoir tout à proximité</i> ».
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	Capital d'autochtonie fort. Bifurcations professionnelles et possibilités d'échapper à l'emploi industriel rendues possibles grâce aux réseaux de sociabilité locaux. (Apprentissage du judo, de la danse, ouverture du studio, interventions dans les écoles, appartement malgré très faibles revenus...). Il reconnaît d'ailleurs la nécessité de connaître des gens Néanmoins ce capital d'autochtonie semble également constituer une limite au développement de son activité de chorégraphe lorsqu'il souligne « <i>on a jamais eu le droit de faire une compagnie parce que ici on est les rats des champs</i> ».
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Même s'il se considère aujourd'hui comme étant « en retrait » plutôt que « <i>retraité</i> », il indique que son activité professionnelle a bénéficié de son insertion dans le tissu social local « <i>c'est une petite ville et on se connaît plus ou moins. Je donnais déjà des cours de danse ici. J'avais déjà une petite notoriété ici</i> ».
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Même s'il reconnaît y avoir des amis, des souvenirs, un « nid » (avec son appartement qu'il a refait lui-même) il refuse toutefois d'affirmer un attachement à la ville ou au quartier, il revendique à l'inverse un attachement « <i>animal</i> », « <i>viscéral</i> » à la « <i>terre des Alpes</i> »
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Malgré des dispositions scolaires, personnelles a priori faibles, voire stigmatisantes, l'enquêté semble avoir trouvé dans les espaces de sociabilités locaux (associations sportives et culturelles) des ressources qu'il a reconverties en ressources professionnelles. Mais pourtant si ces ressources territoriales/sociales lui permettent d'échapper à la condition ouvrière, elles contribuent en retour et peut-être paradoxalement à son « <i>enfermement</i> », l'empêchant finalement d'entrer pleinement dans des mondes artistiques légitimes souvent centrés dans les grandes villes. « <i>Je n'avais pas l'intention de revenir à Dignes. Mais j'ai eu l'espace d'acheter, donc j'ai fait le studio de danse. De 89 et depuis je suis resté. Sinon je serais parti danser ailleurs. Ma foi c'est comme ça il n'y a rien à regretter</i> ».

Mobilités spatiales (mobilités dans l'espace) [En quoi les mobilités sociales/spatiales affectent les représentations du territoire/du monde social ?]	Se déplacent facilement dans la ville et hors de la ville avec un petit van dans lequel il peut dormir. Il va souvent voir ses amis qui ne vivent pas dans la vieille ville mais souvent dans les villages qui entourent Digne. Il a rencontré ses amis dans le cadre de l'Education nationale via ses interventions artistiques. Eux ne viennent pas vraiment chez lui. Sur la fragmentation sociale, il répond plutôt que la diversité est une bonne chose.
Représentations du monde social et propre position	Il a le sentiment de bien vivre « <i>Je pense que, oui. Quand on a la santé, même si j'ai peu de moyens, j'ai peu de moyens, mais j'ai toujours bien vécu dans le sens où j'ai jamais eu de gros besoins. J'ai pas de gros besoins. La principale chose, c'est d'avoir quelques amis, de faire des bons petits repas, qu'on a décidé de partager, de bourlinguer un petit peu à droite, à gauche. Voilà. C'est... Et comme ça la vie est assez belle</i> ».

	Colette, Enseignante à la retraite, Marignane
Présentation de l'enquête.e (Lieu de naissance, territoire de vie ; niveau d'étude ; situation professionnelle ; maritale...)	Née à Oran (Algérie, famille « pied-noir »), a grandi à Marignane, étudié dans la région (Ecole normale) ; retraitée de l'éducation nationale, veuve mais avec quelqu'un (« un ami »), un fils et un petit-fils (dont elle s'occupe beaucoup !).
Rapport positif/négatif au lieu de vie	Rapport assez positif, en particulier à l'égard de la municipalité et politique de la ville (environnement, balade des familles au bord du Bolmon, jeu pour les enfants, piétons et pistes cyclables, base nautique de loisirs, logements sociaux) Mais consciente des problématiques environnementales, notamment autour de l'Etang de Berre (rejets de déchets industriels, de la centrale hydroélectrique, pollution). Se souvient de comment c'était il y a 40 ans (pêcheurs, tourisme, qui se relance aujourd'hui pour le second). Salue les initiatives récentes pour aménager les plages du pourtour de l'Etang (assainissement ; création de zones agréables et activités liées à la voile)
Sentiment d'injustice (Ifattachement au lieu vient-il atténuer ou augmenter un sentiment d'injustice ? est-ce la vie sur le territoire qui est vécue comme injustice ?)	Conscience des inégalités sociales, et des conditions de précarité de certaines familles (y est confrontée dans la vie professionnelle et milieu associatif), sentiment d'injustice lié à cette réalité mais pas au territoire ; se sent bien dans la région où elle habite. Politiques sociales au cœur des préoccupations (il faudrait plus de moyens dans les services publics, notamment éducation nationale – créer plus de postes, car « c'est le point de départ de tout » et logement – rénovation des logements insalubres, construction de logements sociaux)
Poids du capital d'autochtonie (ce capital d'autochtonie vient-il	Née et a toujours vécu dans la région, connaît « du monde » dans sa ville (enseignante, revoit parfois ses anciens élèves ; membre des Restos du cœur depuis 2010 environ). Se sent bien dans sa ville, y a passé pratiquement toute sa vie.

compléter un faible capital scolaire ? Quid de ceux qui ne sont pas nés dans la région, ont-ils été en mesure de se forger un capital d'autochtonie ?)	
Insertion dans des réseaux professionnels, associatifs, politiques	Activités sportives, culturelles, associatives : bénévole des <i>Restos du cœur</i> depuis 9 ans, à Marignane, moins de temps récemment (changement depuis l'arrivée du petit-fils). Mercredi matin : livraison des marchandises ; après-midi : distribution aux personnes accueillies ; depuis 5 ans, elle a mis en place l'aide au devoir pour les enfants des bénéficiaires (4 bénévoles le samedi matin). Continuité de son métier d'enseignante ; autre façon d'aider les personnes.
Sentiment d'avoir prise sur le territoire ? sur leur propre devenir ? Sur celui de leur famille ? (en matière de scolarité, de vie pro...) Sur leur mobilité, déplacements ? sur les instances politiques ?	Se déplace principalement à pied (Marignane) ou en voiture, utilise peu les transports en commun. Aimait être plus informée sur les possibilités de transports en commun dans la région. Aide le plus possible (soutien économique et logistique) sa famille (fils, petit-fils) Regrette qu'il n'y ait pas assez de vie dans son quartier Peu de prise sur l'évolution de sa ville (arrivée de populations étrangères, transformation de l'organisation des écoles (absence de mixité raciale et sociale) ; populations en difficulté logées dans des conditions insalubres dans le centre). Voir la pauvreté qui se développe dans la région, dans sa ville aussi la préoccupe. « Impression de misère qui saute aux yeux ; qui heurte pour moi. Et je sens une certaine scission dans la ville de Marignane ». Regrette le fait que les populations ne se mélangent pas (anciens marignanais et populations immigrées) ; dans les espaces culturels, ou fêtes traditionnelles, ou ailleurs (donne l'ex concret du marché du samedi matin).
Attachement au territoire (Spécifier le territoire auquel il est fait référence : logement, commune, région...)	Attachement à la région dans son sens large (« le sud », la côte) ; assez fort envers la ville aussi. Quartier, niveau social « moyen », copropriété de petits immeubles (pas de « barres d'immeubles », mais des bâtiments de 3-4 étages, 2 « tours » de 8) pas dans le centre mais à proximité d'infrastructures sportives, école (dans laquelle elle a enseigné) ; commerces. Aime ce quartier, et beaucoup sa ville, Marignane. Y habite depuis 1962, y a grandi, travaillé, mariage. Evolution de la ville, pas toujours « bonne » ; certaine époque, a ressenti que la ville se dégradait (création voulue ou non voulue de « quartiers un peu ghettos » où les familles issues de l'immigration se sont progressivement concentrées, avec les problématiques scolaires qui y sont liées). Mais ville avec des infrastructures culturelles, sportives, promenades pour les familles. Aime sa région = Provence, avec la mer (elle aime beaucoup s'y rendre), proximité du Luberon.

	Très attachée à la Corse aussi (résidence secondaire dans un petit village).
Espaces sociaux dans lesquels ils se sentent valorisés ? (rapport à l'école, rapport au territoire, monde professionnel, espace privé...)	Monde professionnel (elle parle de son métier en termes très positifs et accorde toujours une place centrale à l'éducation, la transmission du savoir), milieu associatif (Resto du cœur et Rando Passion Côte Bleue) dans lequel elle s'investit beaucoup. A l'impression de continuer à aider les gens.

Annexe 3. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°1

Présentation de l'enquête

• **Enquête collective** à laquelle participent plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs du laboratoire CHERPA (Sciences Po Aix). Qui porte sur les représentations et les rapports au territoire en région PACA.

▪ L'objectif est de réaliser environ 70 **entretiens** avec des personnes de **tous niveaux sociaux**, de **tout bord politique** et de **toute la région PACA**.

▪ Il s'agit de mieux comprendre comment les habitants de la région PACA vivent sur leur territoire, s'y déplacent et quelles représentations ils en ont. Nous voulons leur **donner la parole**, sur ce qui à leurs yeux va ou ne va pas dans leur ville, dans leur région, et même en France aujourd'hui, sur leurs souhaits concernant l'avenir et plus largement sur leurs avis à propos des problèmes sociaux, politiques et économiques actuels, sur leurs sujets de satisfaction ou de mécontentement.

▪ L'intérêt de cette enquête approfondie est de **pallier les insuffisances des enquêtes sur les conditions de vie qui ne reposent que sur des questions fermées**.

▪ Le protocole d'enquête garantit l'**anonymat** : aucun nom propre ne sera cité. Les entretiens seront regroupés et analysés collectivement et anonymement. On ne pourra pas identifier les enquêtés dans le corpus final. Les coordonnées personnelles seront effacées.

▪ L'enquête propose une **grille d'entretien commune à tous les enquêtés**, même si certains aménagements ont lieu au cas par cas, selon les profils des interviewés.

▪ Afin de mesurer les évolutions des opinions, **les entretiens seront répétés dans le temps**, avec plusieurs « vagues » : l'une en avril-juin ; l'autre à l'automne. Et d'autres à l'avenir, dont les dates restent à définir.

Vague 1

Comme je vous le disais, il s'agit aujourd'hui d'un premier entretien qui sera suivi, dans quelques mois d'un nouvel entretien. On vous sollicitera alors de nouveau, pour vous poser de nouvelles questions et vous reposer des questions similaires. Pour nous, il s'agit de comprendre comment évolue le ressenti des individus vis-à-vis de leur cadre de vie, de leur territoire mais aussi comment évoluent leurs pratiques/usages sur ce territoire. Cet entretien s'inscrit sur un travail universitaire, qui vise à comprendre ce que vous pensez (et aucunement ce que vous savez). Il n'y a pas de "bonne réponse". Sentez-vous libre de dire que vous ne savez pas ou qu'une question ne vous inspire pas.

Ce premier entretien est divisé en trois grandes parties :

- dans un premier temps : une série de questions fermées, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir et sur les institutions mais aussi sur la façon dont vous percevez le lieu où vous vivez.
- dans un second temps: nous reviendrons sur une série de questions ouvertes, où vous aurez du temps pour détailler vos réponses.
- dans un troisième temps : nous aurons une série de questions très courtes sur votre profil socio-professionnel.

1^{ère} partie : Confiance dans l'avenir et cadre de vie [*questions trend*]

J'ai tout d'abord une série de questions très générales, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir et sur les institutions. Ce sont des questions que je vous poserai à chaque fois que nous nous verrons.

Pour chacune des questions, notez que vous êtes en droit de ne pas répondre.

1. Concernant l'avenir de la **société française**, vous diriez que vous êtes, personnellement...

[illegible]

2. Concernant votre **avenir personnel**, vous diriez que vous êtes...

Très confiant(e) _____ 1

Assez _____ confiant(e) 2

Moyennement	confiant(e)	3
Peu	confiant(e)	4
Pas du tout	confiant(e)	5
Ne pas	sait	6

3. De façon générale, avez-vous aujourd'hui le **sentiment de bien vivre** ?

Oui,	tout	à	1
fait_____			
Oui,			2
plutôt_____			
Moyennement			3

Non,		plutôt	4
pas_____			
Non,	pas	du	5
tout_____			
Ne		sait	6
pas_____			

J'ai désormais quelques questions sur votre confiance (ou votre absence de confiance) dans une série d'institutions :

4. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **gouvernement actuel**, vous êtes...

Très		1
confiant(e)_____		
Assez		confiant(e) 2

Moyennement		confiant(e) 3

Peu		confiant(e) 4

Pas	du	tout

Vous	ne	vous sentez pas

Ne		sait 7
pas_____		

5. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de l'**école et de la formation des jeunes**, vous êtes...

Très		1
confiant(e)_____		
Assez		confiant(e) 2

Moyennement		confiant(e) 3

Peu		confiant(e) 4

Pas	du	tout

Vous	ne	vous sentez pas

concerné(e) 6		

Ne sait 7
pas _____

6. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **justice**, vous êtes...

Très 1
confiant(e) _____
Assez confiant(e) 2

Moyennement confiant(e) 3

Peu confiant(e) 4

Pas du tout confiant(e) 5

Vous ne vous sentez pas concerné(e) 6

Ne sait 7
pas _____

7. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **police**, vous êtes...

Très confiant(e) 1
Assez confiant(e) 2
Moyennement confiant(e) 3
Peu confiant(e) 4
Pas du tout confiant(e) 5

Vous ne vous sentez pas concerné(e) 6

Ne sait 7
pas _____

8. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **mairie de votre ville**, vous êtes...

Très 1
confiant(e) _____
Assez confiant(e) 2

Moyennement confiant(e) 3

Peu confiant(e) 4

Pas du tout confiant(e) 5

Vous ne vous sentez pas concerné(e) 6

Ne sait 7
pas _____

9. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de [la **métropole d'Aix-Marseille**/dans la **communauté d'agglomération Provence-Alpes** (pour Digne)/**Communauté d'Agglomération de la Provence Verte** (pour Brignoles)/**Communauté d'agglomération Pays des Sorgues Monts de Vaucluse**/communauté d'agglomération de Nice pour Cagnes sur Mer], vous êtes...

Très						1
confiant(e)	_____					
Assez					confiant(e)	2

Moyennement					confiant(e)	3

Peu					confiant(e)	4

Pas		du		tout	confiant(e)	5

Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6

Ne					sait	7
pas	_____					

10. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **conseil départemental**, vous êtes...

Très						1
confiant(e)	_____					
Assez					confiant(e)	2

Moyennement					confiant(e)	3

Peu					confiant(e)	4

Pas		du		tout	confiant(e)	5

Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6

Ne					sait	7
pas	_____					

11. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **conseil régional**, vous êtes...

Très						1
confiant(e)	_____					
Assez					confiant(e)	2

Moyennement					confiant(e)	3

Peu					confiant(e)	4

Pas		du		tout	confiant(e)	5

Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6

Ne					sait	7
pas	_____					

J'ai maintenant une dizaine de questions qui portent sur votre ressenti vis-à-vis de votre cadre de vie, du territoire où vous résidez. On reste encore sur le même modèle "question courte", et des "réponses aux choix". On développera ensuite si vous le voulez bien.

12. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre quartier de résidence**, vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez	_____	fort 2

Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très	_____	faible 5

Vous	ne vous sentez pas concerné(e)	6

Ne	sait pas	7

13. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre ville de résidence**, vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez	_____	fort 2

Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très faible	_____	5
Vous	ne vous sentez pas concerné(e)	6

Ne	sait pas	7

14. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre région de résidence**, vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez	_____	fort 2

Moyen	_____	3
Faible	_____	4

Très faible	_____	5
Vous	ne vous sentez pas concerné(e)	6

Ne	sait pas	7

15. Que pensez-vous de votre **cadre de vie quotidien**, c'est-à-dire de **ce qui entoure le logement où vous vivez** ?

Très	satisfaisant	1
Assez		2
satisfaisant		
Moyennement	satisfaisant	3
Peu	satisfaisant	4
Pas	satisfaisant	du 5
tout		
Vous	ne vous sentez pas	concerné(e) 6
Ne	sait	pas 7

16. Que pensez-vous de la **présence des pouvoirs publics là où vous vivez** ?

Très fort		1
Assez		fort 2
Moyen		3
Faible		4
Très		faible 5
Vous	ne vous sentez pas	concerné(e) 6
Ne	sait	pas 7

17. Si vous deviez **qualifier le lieu où vous vivez**, vous diriez qu'il ...

Va	très	bien	1
Va	assez	bien	2
Va	moyennement	bien	3
Ne va pas très bien			4
Ne	va pas bien du tout		5
Vous	ne vous sentez pas	concerné(e)	6
Ne	sait	pas	7

18. Pensez-vous qu'il serait **plus facile de réaliser vos projets** de vie si vous viviez **ailleurs** ?

Oui,	beaucoup	plus	facile	1
Peut-être				2
Non				3
Vous	ne	vous	sentez pas concerné(e)	4
Ne	sait pas			5

19. Au cours des 5 prochaines années, **souhaiteriez-vous déménager** ?

Oui,	vous	souhaitez	1
déménager			
Non, vous ne souhaitez pas déménager dans les 5 prochaines années			2
Non, vous ne souhaitez pas déménager dans les 5 prochaines années mais vous n'aurez pas le choix			3
Vous ne vous sentez pas concerné(e)			4
Ne sait pas			5

20. Dans l'éventualité d'un déménagement, idéalement, vous aimeriez **aller**...

Dans un autre logement dans le quartier où vous vivez actuellement	1
Dans un logement dans un autre quartier de la ville où vous vivez actuellement	2
Dans une autre ville	3
Dans un autre département	4
Dans une autre région	5
Dans un autre pays	6
N'importe où	7
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	8
Ne sait pas	9

21. Là où vous vivez, quels sont, selon vous, les grands domaines que les pouvoirs publics devraient cibler ? Choisissez parmi ces propositions celles qui correspondent le mieux à vos attentes vis-à-vis des pouvoirs publics (vous pouvez choisir jusqu'à 3 réponses que vous devez hiérarchiser)

	1ère réponse	2ème réponse	3ème réponse
Le logement	1	1	1
L'école et la formation	2	2	2
La sécurité	3	3	3
L'offre de santé	4	4	4
Les transports, circulation et stationnement	5	5	5
Culture et loisirs	6	6	6
Le développement des réseaux de téléphonie mobile et d'internet	7	7	7
Offre de commerces	8	8	8
Installation des entreprises	9	9	9
Emploi	10	10	10
Autre [à remplir]	11	11	11

Je vais maintenant revenir avec vous, plus en détail, sur certaines questions à la fois sur vous, personnellement, pour mieux comprendre "qui vous êtes" et "d'où vous venez" mais aussi sur votre ressenti vis-à-vis du territoire où vous résidez et sur vos pratiques sur ce territoire, mais cette fois-ci en vous laissant une bien plus grande liberté de parole.

II. Portrait long de l'enquêté, rapport au territoire et aspirations pour l'avenir

1^{ère} séquence : Portrait de l'enquêté

Dans cette seconde partie, on va revenir d'abord sur votre parcours. J'ai besoin de savoir un peu qui vous êtes. Nous souhaitons interroger des personnes qui représentent la diversité de la population française et nous avons donc besoin de mieux vous connaître.

- **Enfance/famille**

- Âge
- Où avez-vous passé votre enfance ?
- La famille :
 - Professions des parents ?
- Où sont-ils nés? Quand ? Si nés à l'étranger, quand sont-ils arrivés en France ? Leur profession a-t-elle changé à cette occasion ? Quand sont-ils arrivés en région PACA ?

- Quelles étaient les professions de vos grands-parents ? paternels ? maternels ?
- Frères et des sœurs ? Que font-ils ? Où vivent-ils ? [position dans la fratrie]

- **Couple et enfants**

- En **couple** ? en couple ? divorcé-e ? veuf-ve ? célibataire ?
- Depuis longtemps ?
- Je peux vous demander à quelle occasion vous vous êtes rencontrés ?
- Si oui, quelle est la profession de votre conjoint ?
- Des **enfants** ?
- Combien ?
- Quel âge ont-ils ?
- Que font-ils ? (ils travaillent ? ils étudient ?)
- Où vivent-ils ?

- **Scolarité**

- Quelle scolarité ou études avez-vous suivies ?
 - Trajectoire scolaire universitaire ? ça se passait comment à l'école ? public/privé ?
 - Le diplôme le plus élevé obtenu ?
 - Quand ?

[pour les lycéens et étudiants : question à creuser]

- **Situation actuelle et parcours professionnel**

- Aujourd'hui :
 - Vous travaillez ? vous cherchez du travail ?
 - En études / en formation ?
- Quelle est votre **profession actuelle** ?
- **Statut** : salarié du public ? du privé ? indépendant ? CDD ? intérimaire ? CDI ? au foyer ? retraité (de quoi) ? etc.
- **Travail concret** : description.
- **Horaires**
- "Parcours professionnel" => Auparavant, avez-vous exercé d'autres professions ? lesquelles/quand ?

- **Religion**

Quelques questions sur la religion :

- Vous diriez que vous êtes "croyant(e)" très croyant(e) ? ou pas ?
- Vous avez reçu une éducation "religieuse" ? (concrètement ?)
- Aujourd'hui, vous êtes très pratiquant(e) ? (par quoi ça se traduit ? fréquentation de lieux de culte, prières, port de bijoux, vêtements prescrits par la religion, régime alimentaire prescrit par la religion).
- Question de la régularité de la pratique ?
- Est-ce que vous diriez que vous avez le même rapport à la religion que le reste de votre famille ? (parents, frères, sœurs) Que vos amis ?

SÉQUENCE 2 • Parcours résidentiel et ancrage local

- ça fait longtemps que vous habitez ici? (Vous avez déjà habité dans une autre ville ? dans une autre région ? un autre pays ?)
- [pourriez-vous me décrire - dans les grandes lignes - votre lieu de vie ?]
Vous habitez dans un appartement ? une maison ? dont vous êtes locataire/propriétaire ? il y a un jardin?
- est-ce que vous diriez qu'ici, aujourd'hui, vous vivez bien ? est-ce que vous avez le sentiment de "bien vivre" ?
- et ça vous plaît d'habiter ici ? un endroit que vous aimez ?
- est-ce que vous diriez que vous vous sentez "attaché" à votre territoire ? (par quoi ça se traduit concrètement ?) Vous diriez que vous ressentez un sentiment d'appartenance ?
- Vous diriez que c'est par choix que vous habitez ? que vous êtes venus, que vous restez ici ?
- Est-ce que vous diriez que ce territoire a changé depuis que vous y vivez? [si oui, qu'est-ce qui a changé ? en bien/en mal ?]

SÉQUENCE 3 • L'action des pouvoirs publics

[Ici, il faut reprendre les réponses fermées de la première partie et les mettre en discussion, demander à l'interviewé de développer. Mettre en discussion ces réponses, la hiérarchisation, demander à l'interviewé de développer].

III. Données socio-démographiques sur l'enquête (questions fermées à administrer)

- Vous êtes...

Un homme	1
Une femme	2
- En quelle année êtes-vous né(e)?
- Quelle est votre nationalité ?
- Où êtes-vous né ?
- Aujourd'hui, vous êtes....

En couple (marié(e), pacsé(e), en concubinage)	1
Veuf/Veuve	2
Séparé(e)/Divorcé(e)	3
Célibataire	4
- Avez-vous des enfants ?

Oui	1
Non	2

g. Si oui, combien ?

h. Quelle est votre situation actuelle ?

Vous occupez un emploi (salarié, à votre compte, déclaré ou non, congé maternité, parental, maladie de moins de 3 ans...) 1

Vous êtes apprenti(e) sous contrat ou en stage rémunéré 2

Vous êtes étudiant, élève, en formation 3

Vous êtes au chômage (inscrit ou non à pôle emploi, percevant une rémunération ou pas) 4

Vous êtes femme ou homme au foyer 5

Vous êtes retraité(e) (ou en pré-retraite) 6

Autre situation 7

i. Quelle est votre profession ? ou votre dernière profession (*le plus précisément possible*)

j. Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?

Revenus personnels et couples

k. En prenant en compte tous vos revenus (salaires, aides...), quel est actuellement le montant mensuel de vos ressources pour un mois ordinaire ?

[N'étant ni l'INSEE et ni le service des impôts, nous ne vous demandons pas vos revenus précisément mais estimation nette globale, sur une base mensuelle]

Moins de 800 euros 1

Entre 800 et 1200 euros 2

De 1200 à 1700 euros 3

De 1700 à moins de 2500 euros 4

2500 euros ou plus 5

Ne sait pas 6

Ne veut pas répondre 7

l. S'il y a plusieurs personnes dans votre foyer : En prenant en compte tous les types de revenus de votre foyer (et même s'il manque les revenus de certaines

personnes), quel est actuellement le montant MENSUEL net des ressources de l'ensemble de votre ménage - pour un mois ordinaire ? [Il s'agit là encore d'une estimation globale, sur une base mensuelle]

Moins	de	800	euros	1	
Entre	800	et	1200	euros	2
De 1200 à 1700 euros				3	
De 1700 à moins de 2500 euros				4	
De 2500 euros à moins de 5000 euros				5	
De 5000 à moins de 8000 euros				6	
8000 euros et plus				7	
Ne sait pas				8	
Ne veut pas répondre				9	

m. Percevez-vous (ou une autre personne de votre foyer) des aides sociales ? (logement, allocations familiales...)

Oui	1
Non	2

Résidence

n. [Question uniquement pour les jeunes travailleurs et étudiants] Est-ce que vous résidez aujourd'hui chez vos parents ?

Oui	1
Non	2

o. [Question uniquement pour les jeunes travailleurs et étudiants] Si non, dans quelle commune réside aujourd'hui votre famille ?

p. Personnellement, dans quelle commune résidez-vous actuellement ?
..... (code postal :.....)

q. Combien de kilomètres y a-t-il entre votre logement et la ville de xxxx [ville de référence pour l'enquête] ?

r. Depuis combien de temps résidez-vous dans cette commune?

s. À quel titre occupez-vous votre logement ?

Locataire	1
Propriétaire	2

Hebergé(e) _____ à _____ titre 3
gratuit _____

t. Possédez-vous une résidence secondaire ?

Oui _____ 1

Non _____ 2

Annexe 4. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°2

Il s'agit aujourd'hui de notre second entretien qui sera suivi, dans quelques mois d'un nouvel entretien. On vous sollicitera alors de nouveau, pour vous poser de nouvelles questions et vous reposer des questions similaires. Pour nous, ce sont toujours les mêmes questions qui sont centrales : il s'agit de comprendre comment les habitants de la région vivent sur ce territoire et comment ils perçoivent leur territoire et leur vie sur ce territoire. Vous allez voir cependant que l'on va aborder ces questions par de nouvelles entrées.

Comme je vous l'avais dit la dernière fois, cet entretien s'inscrit dans le cadre d'un travail universitaire, qui vise à comprendre ce que vous pensez (et aucunement ce que vous savez). Il n'y a pas de "bonne réponse". Sentez-vous libre de dire que vous ne savez pas ou qu'une question ne vous inspire pas.

Ce premier entretien est divisé en deux grandes parties :

- dans un premier temps (et comme la dernière fois) : une série de questions fermées, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir.
- dans un second temps: nous reviendrons sur une série de questions ouvertes, où vous aurez du temps pour détailler vos réponses.

INTRODUCTION : Depuis la dernière fois...

Depuis la dernière fois que l'on s'est vu, est-ce qu'il y a eu des changements dans votre vie (situation professionnelle ? déménagement ? nouvelle situation ?)

1^{ère} partie : RETOUR SUR QUELQUES QUESTIONS TREND

Dans un premier temps, je voudrais revenir avec vous sur quelques questions que je vous ai déjà posées lors de la vague 1.

- 1) **Concernant l'avenir de la société française, vous diriez que vous êtes, personnellement...**

Très						1
confiant(e)	_____					
Assez					confiant(e)	2

Moyennement					confiant(e)	3

Peu					confiant(e)	4

Pas		du		tout	confiant(e)	5

Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6

Ne					sait	7
pas	_____					

- 2) **Concernant votre avenir personnel, vous diriez que vous êtes, personnellement...**

Très						1
confiant(e)	_____					

Assez					confiant(e)	2
Moyennement					confiant(e)	3
Peu					confiant(e)	4
Pas		du		tout	confiant(e)	5
Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6
Ne					sait	7
pas						

3) De façon générale, avez-vous le sentiment de bien vivre ?

Oui,		tout		à	1
Oui,					2
plutôt					
Moyennement					3
Non,				plutôt	4
pas					
Non,			pas	du	5
tout					
Ne				sait	6
pas					

4) D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **gouvernement actuel**, vous êtes...

Très						1
confiant(e)						
Assez confiant(e)						2
Moyennement					confiant(e)	3
Peu					confiant(e)	4
Pas		du		tout	confiant(e)	5
Vous	ne	vous	sentez	pas	concerné(e)	6
Ne					sait	7
pas						

RELANCE À PARTIR DES RPS DE LA V1 - [Comme on sait ce qu'ils ont répondu la dernière fois, on peut les relancer. Saisir les évolutions, les différences... les cohérences...]

5) Comme la fois précédente, j'ai une question à choix multiples. Je vais vous proposer une série de "valeurs" et j'aimerais que vous me disiez, pour vous, personnellement, quelles sont les valeurs qui vous semblent aujourd'hui les plus importantes ? Choisissez parmi ces propositions celles qui vous correspondent le mieux (vous pouvez choisir jusqu'à 3 réponses que vous devez hiérarchiser)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse	3 ^{ème} réponse
La liberté	1	1	1
La solidarité	2	2	2
La sécurité	3	3	3
Le travail	4	4	4
L'égalité	5	5	5
Le mérite	6	6	6
La responsabilité	7	7	7
La fraternité	8	8	8
La loyauté	9	9	9
L'engagement	10	10	10
Autre [<i>à remplir</i>]	11	11	11

DEMANDER A L'ENQUETE.E DE DEVELOPPER, d'EXPLIQUER SES CHOIX

2^{ème} partie : Pratiques du territoire, engagement, représentations et aspirations pour l'avenir [QUESTIONS OUVERTES]

J'ai maintenant une série de questions plus ouvertes. Des questions qui vont porter sur plusieurs domaines :

- d'abord, sur votre **rapport au territoire et sur vos pratiques/vos mobilités sur ce territoire** mais aussi sur les **relations que vous entretenez avec votre voisinage**
- Dans un second temps, j'aimerais que l'on parle un peu de vos **engagements** (s'il y a lieu) **engagement associatif, engagement dans un parti, engagement syndical...**
- Et enfin, dans un dernier temps, j'aimerais que l'on discute de vos **aspirations/envies/espoirs pour l'avenir**.

L'idée dans un premier temps, c'est un peu de comprendre où est-ce que vous vous déplacez, les lieux où vous vous rendez... (et ceux où vous n'allez pas).

1) REPRÉSENTATIONS et PRATIQUES DU TERRITOIRE (vacances, culture, consommation, relations de voisinage)

- Premières séries de questions, sur vos pratiques sur le territoire et donc sur vos déplacements "quotidiens" (c'est-à-dire dans le cadre de vos déplacements de tous les jours, par exemple, pour le travail, pour l'école...)

Question pour les actifs :

Pour le travail d'abord :

- vous travaillez où ?
- A combien de km de là où vous résidez ?
- ça implique quoi comme déplacement ? vous y allez comment ?
- c'est un déplacement que vous trouvez long ?
- C'est un trajet que vous trouvez agréable ? désagréable ?

[des choses qui vous plaisent/vous déplaisent durant ce trajet ?]

Question pour les retraités/sans emplois :

- une journée type, elle se déroule « où » ?
- c'est quoi vos « déplacements quotidiens » ? A combien de km de là où vous résidez ?
- ça implique quoi comme déplacement ? vous y allez comment ?
- c'est un déplacement que vous trouvez long ?
- C'est un trajet que vous trouvez agréable ? désagréable ?

[des choses qui vous plaisent/vous déplaisent durant ce trajet ?]

- [***courses et shopping***] Une des raisons de sortir de chez soi, c'est évidemment d'aller faire des courses, pour les besoins du quotidien, mais aussi pour le shopping, les habits, les meubles... bref, tout ce que l'on consomme. Et une question qui nous intéresse : c'est justement de savoir si les gens/nos enquêté.e.s, ils vont plutôt à côté de chez eux, ou plus loin... dans les centres commerciaux... ou dans les commerces de centre-ville. J'ai donc plusieurs questions là-dessus :
 - Est-ce que vous voulez bien me raconter où est-ce que vous faites vos courses ? centre ville, centres commerciaux, quels déplacements, comment ils se font.... (Et avec qui ? seul.e, en famille, avec des ami.e.s)?
- [***loisirs***] Autre domaine qui peut impliquer des déplacements les loisirs, les activités que l'on fait ou que font les enfants.
 - première question du coup, est-ce que vous avez des loisirs ? ou vos enfants ? [*pour ceux qui ont des enfants encore scolarisés*] : c'est quoi les activités extra-scolaires de vos enfants (sport, danse, musique...)?
 - Et ces activités, elles se déroulent où ? dans votre commune? dans votre quartier ? ailleurs ?
- Derniers domaines qui peut impliquer des "déplacements" : les vacances et les weekends
 - Première question qui se pose, est-ce qu'il vous arrive de prendre des vacances ? de partir en weekend? [*pour essayer de savoir, aussi, s'il ont les moyens de le faire, et le temps aussi*]
 - Vous partez souvent ? les weekends et les vacances ? ou vous restez plutôt à la maison ? (*essayer de savoir si c'est vécu comme un choix ou comme une contrainte*)
 - C'est quoi pour vous le weekend idéal ? les vacances idéales ?
 - Est-ce que c'est de rester à la maison ? de voir du monde ? de partir (où?)

- **[Relations de voisinage, entraide et sociabilités]** Toujours pour essayer de mieux comprendre comment est-ce que vous vivez sur ce territoire : **j'avais des questions sur votre quartier et sur les relations que vous entretenez avec votre voisinage.**

- Première question, comment est-ce que vous décririez les gens qui habitent dans ce quartier ? Qui sont les gens qui vivent ici ? vos voisins ? (est-ce qu'il y a des membres de votre famille qui vivent près de chez vous?)
- Personnellement, vous entretenez plutôt des bonnes relations ? des mauvaises relations ? ou pas de relations avec vos voisins ?
- *[pour ceux qui n'entretiennent pas de relations : est-ce que vous pourriez nous en dire plus, nous expliquer pourquoi est-ce que vous n'avez pas trop de relations avec vos voisins?]*
- Par exemple, si vous avez un souci, vous savez que vous avez un voisin à qui vous pouvez téléphoner ? chez qui vous pouvez sonner ? à qui vous pouvez demander un coup de main ? [ex. si vous oubliez vos clefs ? si vous avez besoin qu'on vous emmène chez le médecin ? si vous n'avez plus de farine pour un gâteau?]
- Vous diriez que vous avez plutôt confiance dans vos voisins ? ou au moins dans certains de vos voisins ?

- **[Attachement au territoire]**

- En lien avec ces questions, j'aimerais bien revenir sur un point dont on a déjà parlé la dernière fois : vous vous avez plutôt envie de rester ici ? (ou de partir) ? Ce quartier, c'est un endroit où vous vous sentez bien ? ou pas trop ?
- Et qu'est-ce qui fait que vous avez envie de rester ici/de partir d'ici ?
- Et je me demandais, à propos de ce quartier : il a plutôt quoi comme réputation ? les gens en ont plutôt une bonne image ? (dans la région/dans le reste de la commune ?) et vous, vous trouvez que cette image est justifiée ?
- Et quid de l'avenir de votre quartier/de votre commune ? vous avez des inquiétudes/des craintes ? ou à l'inverse, vous êtes plutôt optimiste ?

[Possibilité de rediscuter sur la question des enjeux locaux si nécessaire, de ce qu'il faudrait faire et de "qui" serait en mesure de faire]

II) ENGAGEMENT (associatif, partisan, syndical...) et PARTICIPATION

Maintenant, comme je vous le disais, j'ai quelques questions qui portent sur l'**engagement** et sur la participation des enquêtés.

- D'abord, une première question : **vous, personnellement, vous participez (ou vous avez déjà participé) aux activités d'une ou de plusieurs associations ?**
- Associations sportives/associations de parents d'élèves/associations de locataires/associations caritatives ?
- Vous vous êtes déjà engagés dans un parti ? dans une organisation syndicale ?

[Si oui]

- **Comment est-ce que vous avez connu ces organisations ?** Comment est-ce que vous vous y êtes engagé(e) (et quand ?) Où se déroulent les activités de ces organisations ?

[*si non*] quelque chose que vous n'avez jamais envisagé ? jamais eu l'opportunité ? (ou qq chose que vous avez refusé?) C'est quelque chose qui ne vous intéresse pas trop ?

Sur la "politique" en général (plus que sur les partis) :

- d'abord, première question très générale : c'est quoi la politique pour vous ?
- Vous diriez que vous êtes quelqu'un de plutôt **intéressé.e par la politique** ? (*essayer de voir ce à quoi ça renvoie pour l'enquête*) ? C'est quoi qui vous intéresse dans la politique ? / OU qu'est-ce qui fait que vous ne vous y intéressez pas ?
- Et la **"politique locale"** en particulier ? c'est quelque chose qui vous intéresse ? oui/non/pas du tout ? [*les faire développer, quels aspects vous intéressent*]

Et vous, personnellement, vous connaissez des élus ? Si oui, lesquels ? A quelles occasions vous les avez rencontrés/vous les rencontrez ?

En lien avec tout ça, j'avais quelques questions sur le vote et sur la participation électorale (je vous rassure, je ne vais pas vous demander pour qui vous votez, mais plutôt si vous votez ou pas).

- vous êtes inscrit sur les listes électorales ? (où?)
- en général, vous allez voter ?
- pour toutes les élections ? (européennes ? municipales ? présidentielles ? législatives ? départementales ? régionales ?)
- Autre question qui nous intéresse, savoir un peu si vous vous intéressez un peu à l'actualité ? et notamment à l'actualité locale ?
- Et si ces questions vous intéressent : comment est-ce que vous vous informez ? Vous regardez le JT/la télévision ? les journaux papier ? ou via internet ? les réseaux sociaux ? les sites internet de journaux ?

III) REPRÉSENTATIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET ASPIRATIONS

J'avais maintenant une toute dernière série de questions sur la façon dont vous percevez la société française et la façon dont vous percevez votre propre situation et vos aspirations.

- Première question : **sur la société française**

Questions de l'auto-positionnement social

[*le but de cette question : c'est de réussir à saisir comment est-ce que l'individu se représente le monde social et sa propre position dans le monde social*]

si l'on imagine que la France d'aujourd'hui est une « corps humain » vous vous seriez quel « organe » ? quel partie du corps ? (les mains, l'estomac, le cerveau, la colonne vertébrales ?) Pourquoi ?

[*Questions pour compléter, notamment si l'enquête ne se sent pas à l'aise pour répondre à la première option*] Est-ce que vous diriez que la société française, c'est une société "hiérarchisée" ? ou bien "segmentée" ? voire "fragmentée" ? => Et vous, personnellement, vous avez l'impression d'être positionné(e) où dans cette société ? dans quel segment ? Qu'est-ce qui selon vous fait que l'on appartient à ce même groupe/segment ? qu'est-ce qui vous différencie des autres...)

Et finalement : vous, vous diriez que vous êtes **satisfait de votre "situation"** (et de votre position dans la société) ?

- **[RECONNAISSANCE** - *Les questions suivantes visent à essayer de saisir dans quel espace (ou quels espaces) ils se sentent le + reconnus]*
 - *[en partant de ce qui a été dit dans le reste de l'entretien, voir sur quel angle focaliser la question - pour les retraités => possibilité aussi de poser la question "au passé"] "si j'ai bien suivi, vous êtes quelqu'un de très engagé dans son travail/dans votre famille/dans le monde associatif/localement. Et vous avez la sensation d'être reconnu ? (pour votre engagement /pour votre travail...) ?"*
 - Par quoi ça se traduit ? en pratique ? en concrètement ?
 - **[Pour ceux qui travaillent - Niveau de vie et situation professionnelle]** - Dans le milieu professionnel/dans le monde du travail, par exemple : vous trouvez que votre **situation actuelle vous convient** ? En terme de salaire par exemple, **vous trouvez que vous gagnez ce que vous méritez** ? ou que **vous mériteriez plus** ? (si décalage : du fait de vos compétences? de vos efforts ? par rapport à vos collègues ?)

Et en termes de logement : **vous êtes plutôt satisfait.e** ? ou vous aimeriez voir certaines choses s'améliorer ?

- **[avant-dernière petite série de question]** Quelques questions sur l'avenir :

- **Où est-ce que vous vous voyez dans 5 ans ?**

Vous vous imaginez dans le même travail//dans quel travail ? dans la même ville ? (c'est le plus probable? et idéalement ?) *[pour les plus jeunes : vie de famille?]* Vous êtes plutôt optimiste ? pessimiste ? Vous pensez que votre situation elle va s'améliorer? ou se dégrader ?

- **[Pour ceux qui ont des enfants]** : Et vous imaginez quoi pour vos enfants ? Vous êtes plutôt optimistes pour eux ? pessimistes ?

- Que faudrait-il faire à votre avis pour améliorer votre situation ou celle de vos proches? pour assurer votre avenir ?

Annexe 5. Grille d'entretiens panélisés : Vague n°3

Il s'agit aujourd'hui de notre troisième entretien. Nous nous posons toujours les mêmes questions : comprendre comment les habitants et les habitantes de la région vivent sur ce territoire et comment ils et elles perçoivent leur territoire et leur vie sur ce territoire.

Comme je vous l'avais dit la dernière fois, cet entretien s'inscrit dans le cadre d'un travail universitaire, qui vise à comprendre ce que vous pensez (et aucunement ce que vous savez). Il n'y a pas de "bonne réponse". Sentez-vous libre de dire que vous ne savez pas ou qu'une question ne vous inspire pas.

Ce premier entretien est divisé en deux grandes parties :

- dans un premier temps (et comme la dernière fois) : une série de questions fermées, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir.
- dans un second temps: on reviendra sur une série de questions ouvertes, où vous aurez du temps pour détailler vos réponses.

INTRODUCTION : Depuis la dernière fois...

Depuis la dernière fois que l'on s'est vu, est-ce qu'il y a eu des changements dans votre vie (changement dans la vie professionnelle ? déménagement ? nouvelle situation ?)

1ère partie : RETOUR SUR QUELQUES QUESTIONS TREND

[Cette première partie nécessite de s'être replongé dans les réponses des vagues 1 et 2]

Dans un premier temps, je voudrais revenir avec vous sur quelques questions posées lors de la vague 1 et 2.

1. Concernant l'avenir de la **société française**, vous diriez que vous êtes, personnellement...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

2. Concernant votre **avenir personnel**, vous diriez que vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Ne sait pas _____	6

3. De façon générale, avez-vous aujourd'hui le **sentiment de bien vivre** ?

Oui, tout à fait _____	1
Oui, plutôt _____	2
Moyennement _____	3
Non, plutôt pas _____	4
Non, pas du tout _____	5
Ne sait pas _____	6

4. Comparativement aux autres habitants de votre quartier, avez-vous le sentiment de faire partie :

Plutôt des plus riches _____	1
Plutôt des moins riches _____	2
Entre les deux/Dans la moyenne/Ni l'un ni l'autre _____	3
Refuse de répondre _____	4
Ne sait pas _____	5

5. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **gouvernement actuel**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

6. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de l'**école et de la formation des jeunes**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

7. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **justice**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

8. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **police**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

9. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **mairie de votre ville de résidence**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

2ème partie : LES SUJETS D'INTERET, COMMENT ILS S'INFORMENT, AVEC QUI ILS DISCUTENT ?

J'ai maintenant une série de questions plus ouvertes. Des questions qui vont porter sur plusieurs domaines :

1) Quels sont les sujets d'actualité qui vous ont marqués depuis un an ?

1^{ère} étape : laisser la question ouverte

2^{ème} étape : passer quelques images

- Manifestation de gilets jaunes dans une petite ville (21/11/2018)
- CRS durant une manifestation de gilets jaunes (29/11/2018)
- Pompiers en action lors des effondrements de la Rue d'Aubagne à Marseille (05/11/2018)
- Collages dénonçant les féminicides (07/09/2019)
- Ours polaire amaigri (02/02/2018)
- Image représentant le Brexit (20/09/2019)
- Migrants sub-sahariens sur un bateau pneumatique (12/07/2019)
- Greta Thunberg à la tribune de l'ONU (24/09/2019)

2) Reprendre chacun de ces sujets en essayant d'analyser avec eux :

- Comment ont-ils pris connaissance de ce sujet ?
- Essayer de voir s'ils se sont mobilisés sur ces questions.
- Par quels biais se sont informés ? Qu'est-ce qu'ils ont vu ? lu ? entendu ? Discussions amicales ? familiales ? Radio ? Télévision ? Presse écrite ? Via facebook ? les réseaux sociaux numériques ? *WhatsApp* ? Fil actu du smartphone ?
- Est-ce que ça a fait débat avec des gens autour d'eux ? Cercles amicaux ? Familiaux ?
- Est-ce que ça fait consensus avec les gens autour d'eux ?
- Que pensez-vous de la façon dont les pouvoirs publics (gouvernement central ? autre échelle de gouvernement) ont géré ces sujets ?

3ème partie : ENJEUX MUNICIPALES 2020

- Est-ce que vous vous intéressez à la politique et à ce qui va se passer cette année ? (l'idée est de voir si ils parlent d'eux-mêmes des municipales à venir)
- C'est une élection qui vous intéresse ? vous pensez aller voter ?
- Pour vous, c'est quoi les principaux enjeux ?
- Quel engagement dans cette campagne ?

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 – LES TAUX DE PAUVRETÉ DES 6 TERRITOIRES DE L'ENQUÊTE.....	13
Figure 2 - CATÉGORISATION DES TERRITOIRES DE L'ENQUÊTE EN FONCTION DE LEURS RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES.....	14
Figure 3 - CATÉGORISATION DES QUARTIERS MARSEILLAIS DE L'ENQUÊTE (PAR IRIS) EN FONCTION DE LEURS RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES	15

Tableau 1- Qualification du lieu de résidence en fonction du territoire de résidence (N=103)	16
Tableau 2 - Qualification du lieu de résidence en fonction de différents territoires de résidence (N=103).....	17
Tableau 3–Evaluation de la présence des pouvoirs en fonction des territoires et de leur catégorisation (N=103).....	18
Tableau 4- Avis sur le cadre de vie de la ville de référence (N=103).....	19
Tableau 5 - Groupe n°1 - Lycéens et étudiants : propriétés sociales.....	60
Tableau 6 - Groupe n°1 bis – Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par le passage/inscription dans un dispositif de discrimination positive : propriétés sociales	61
Tableau 7 - Groupen°1 ter- Lycéens dont la trajectoire scolaire est marquée par des situations de décrochage scolaire et aujourd'hui pris en charge par la Mission Locale : propriétés sociales	63
Tableau 8 - Groupe n°2 - Employés d'exécution : propriétés sociales	64
Tableau 9 – Groupe n°2 bis -Employés d'exécution dont la trajectoire est marquée par des situations de déclassement/instabilité : propriétés sociales..	65
Tableau 10 - Groupe n°3 - Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction publique : propriétés sociales	66
Tableau 11 - Groupe n°3 bis - Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l'enquête : propriétés sociales.....	67
Tableau 12 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : propriétés sociales	68
Tableau 13 - Groupe n°4 bis – Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable	71
Tableau 14 - Groupe n°5 – Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures : propriétés sociales.....	72
Tableau 15 - Groupe n°5 bis – Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : propriétés sociales.....	73
Tableau 16 - Groupe n°6 – Retraités : propriétés sociales	74
Tableau 17 - Groupe n°1 – Lycéens et étudiants : rapports au territoire	76
Tableau 18 - Groupe n°1 bis– Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par l'entrée/passage dans un dispositif de discrimination positive : rapports au territoire	77
Tableau 19 -Groupe n°1 ter – Lycéens dont les trajectoires sont marquées par une situation de décrochage scolaire et aujourd'hui pris en charge par une mission locale: rapports au territoire	80
Tableau 20 - Groupe n°2 – Employés d'exécution : rapports au territoire	81
Tableau 21 - Groupe n°2 bis – Employés d'exécution en situation de déclassement/instabilité professionnelle : rapports au territoire	81

Tableau 22 - Groupe n°3 – Professions intermédiaires du social, de la santé et de la fonction publique : rapports au territoire	82
Tableau 23-Groupe n°3 bis – Professions intermédiaires en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l'enquête : rapports au territoire.....	83
Tableau 24 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : rapports au territoire	84
Tableau 25 - Groupe n°4 bis –Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable: rapports au territoire ...	85
Tableau 26 - Groupe n°5 – Cadres et professions intellectuelles supérieures : rapports au territoire	86
Tableau 27 - Groupe n°5 bis –Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : Rapports au territoire	87
Tableau 28 - Groupe n°6 – Retraités : Rapports au territoire	88
Tableau 29 - Groupe n°1 – Lycéens et étudiants : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	89
Tableau 30 - Groupe n°1 bis – Lycéens et étudiants dont la trajectoire scolaire est marquée par le passage/inscription dans un dispositif de discrimination positive : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre	90
Tableau 31 -Groupe n°1 ter –Lycéens dont la trajectoire scolaire est marquée par des situations de décrochage scolaire et aujourd'hui pris en charge par la Mission Locale: projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	91
Tableau 32- Groupe n°2 – Employés d'exécution : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	91
Tableau 33 - Groupe n°2 Bis - Employés d'exécution dont la trajectoire est marquée par des situations de déclassement/instabilité : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre	92
Tableau 34- Groupe n°3 –Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction publique : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.	93
Tableau 35 - Groupe n°3 bis – Professions intermédiaires du social, de l'enseignement et de la fonction en situation de déclassement/instabilité professionnelle au moment de l'enquête : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre	93
Tableau 36 - Groupe n°4 – Petits entrepreneurs et travailleurs indépendants : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	95
Tableau 37 - Groupe n°4 bis – Petits entrepreneurs dont la situation professionnelle est vécue comme précaire et instable : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	96
Tableau 38 - Groupe n°5 – Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre	96
Tableau 39 - Groupe 5 bis – Cadres supérieurs et professions intellectuelles en situation de chômage au moment de l'enquête : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre.....	97
Tableau 40 - Groupe 6 – Retraités : projection dans l'avenir / sentiment de bien vivre	98

Graphique 1 - Qualification du lieu de résidence en fonction de la catégorisation du territoire de résidence (N=103).....	16
Graphique 2 - Qualification du lieu de résidence en fonction de la classification du territoire de résidence : focale sur L'Isle-sur-la-Sorgue (N=103)	17
Graphique 3 - Evaluation de la présence des pouvoirs en fonction des territoires et de leur catégorisation.....	18
Graphique 4 - Avis sur le cadre de vie de la ville de référence.....	19

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	3
INTRODUCTION.....	5
I APPORTS ET LIMITES DES INDICATEURS DE CLASSEMENT DES TERRITOIRES.....	12
A DES TERRITOIRES MESURES AUX TERRITOIRES VECUS.DONNEES ACTUALISEES.....	12
B PROPRIETES SOCIALES DES ENQUETES ET RAPPORTS AU TERRITOIRE : DES GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS AUX « CAS FRONTIERES »	22
II SAISIR LES REPRESENTATIONS DU TERRITOIRE PAR LE BAROMETRE DES VALEURS ET DES REPRESENTATIONS : ELEMENTS D'ANALYSE	25
A ARTICULER MOBILITES SPATIALES ET SOCIALES	26
1. IMMOBILITES RESIDENTIELLES ET STRATEGIES D'EVITEMENT DU TERRITOIRE	27
2. MICRO-MOBILITES, MOBILITES SPATIALES ET DEPLACEMENTS SOCIAUX	31
3. FOCUS SUR LES « NOUVEAUX ENTRANTS »	35
B EXPERIENCES SENSIBLES ET LECTURES CONFLICTUALISEES DU TERRITOIRE OU COMMENT SE REPERER DANS LE MONDE SOCIAL	40
1. LE TERRITOIRE : UNE PORTE D'ENTREE POUR EXPRIMER L'ORDINAIRE DU POLITIQUE	40
2. SOCIALISATIONS MILITANTES, RAPPORTS AU TERRITOIRE DE RESIDENCE ET MOBILITES.....	51
CONCLUSION.....	56
ANNEXES.....	58
ANNEXE 1. TABLEAUX DE PRESENTATION DU CORPUS DES ENQUETES.....	59
ANNEXE 2. FICHES « ENQUETE »	99
ANNEXE 3. GRILLE D'ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°1	143
ANNEXE 4. GRILLE D'ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°2.....	158
ANNEXE 5. GRILLE D'ENTRETIENS PANELISES : VAGUE N°3.....	165
TABLE DES ILLUSTRATIONS	166
TABLE DES MATIERES	166

Le Partenariat entre la Région et les Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

La Région dispose d'un socle de recherche et de formation en sciences humaines et sociales solides et de qualité qui représente un important potentiel de connaissance du territoire régional. Rappelons que d'après Méditerranée Technologie, la région comptabilise en effet 68 500 étudiants, 9 écoles doctorales, 83 structures universitaires de recherche, 800 chercheurs issues de structures notées A et A+ par l'AERES. Ce creuset est susceptible d'alimenter la réflexion des différents acteurs de la région, de contribuer à la mise en débat de ses problématiques soci-économiques et de constituer une aide à la décision publique. La présence de ces formations et de ces laboratoires en sciences humaines et sociales constitue également un atout pour le développement économique, fondé sur l'innovation la formation de haut niveau et l'interdisciplinarité des avoires.

Afin de valoriser ce milieu d'expertise et de le mettre au service des politiques régionales, la Région met en œuvre depuis 2015, un partenariat avec les cinq Universités de la Région et Science Po Aix.



1 Janvier

